

*Université de Montréal*  
*Département des Arts et Sciences*

**Rapport de Recherche**

**SUJET : Chocs Externes et Ajustement dans une Petite  
Économie Ouverte : Le Cas d'Haïti (1960 - 1990 )**

**Présenté par : Yvette Augustin Fièvre**  
**En vue de l'Obtention du Grade de M.Sc (Économiques)**

**Novembre 1994**

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le professeur Rodrigue Tremblay d'avoir accepté de diriger ce travail et aussi pour les nombreux conseils qu'il nous a procurés. Nos remerciements vont également au professeur Lise Salvas Bronsard qui n'a pas marchandé son concours pour nous aider à mener à bien le travail, en tant que deuxième correcteur. Nous endossons, cependant, l'entière responsabilité de toutes les erreurs qui pourraient se glisser dans ce texte.

Nous adressons nos sincères remerciements au professeur François Vaillancourt pour certains conseils, prodigués à l'atelier d'été, qui nous ont permis d'avancer dans ce travail.

Enfin, nous remercions ceux qui nous ont fourni les statistiques nécessaires et Mme. Piermanie Cadet pour la dactylographie de ce travail. A tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, nous ont aidé, particulièrement les membres de notre famille, notre époux et nos enfants, les dirigeants de la Banque de la République d'Haïti et les amis qui nous ont soutenu moralement, nous disons un grand merci.

## SOMMAIRE

|  | <b>Page</b> |
|--|-------------|
| REMERCIEMENTS .....  | 2           |
| INTRODUCTION .....   | 5           |
| <b>Première Partie</b>   |             |
| I- Situation Économique d'Haïti de 1960 à 1990 .....   | 8           |
| I A Évolution du Produit Intérieur Brut .....  | 8           |
| I B Évolution de la Balance Commerciale .....  | 11          |
| I C Situation des Finances Publiques .....   | 20          |
| I D Situation Monétaire .....  | 26          |
| I E Des Chocs Externes ayant pu Influencer l'Économie Haïtienne .....  | 32          |
| <b>Deuxième Partie</b>   |             |
| II Revue de la Littérature .....   | 35          |
| II A Introduction .....  | 35          |
| II B L'Article de Lipschitz (1979) .....   | 36          |
| II C L'Article de Balassa (1981) .....   | 37          |
| II D L'Article de Liebenthal (1981) .....  | 39          |
| II E L'Article de Balassa (1982) .....   | 41          |
| II F L'Article de Balassa (1986) .....   | 42          |
| II G L'Article de Khan (1986) .....  | 44          |
| II H L'Article de Tanzi (1986) .....   | 45          |
| II I L'Article de Moreno (1990) .....  | 46          |
| II I 1 Le Modèle Théorique .....   | 47          |
| II I 1a Les Hypothèses de Base du Modèle .....   | 47          |
| II I 1b Les Équations du Modèle .....  | 47          |
| II I 1b i L'Offre Globale .....  | 47          |
| II I 1b ii La Demande Globale .....  | 47          |
| II I 1b iii L'Équilibre des Biens Non Échangés .....   | 48          |
| II I 1b iv Le Secteur Externe .....  | 49          |
| II I 2 L'Analyse des Chocs Externes et de leur Impact en Regard<br>des Conclusions du Modèle Théorique ..... | 50          |

### Troisième Partie

|           |  |    |
|-----------|--|----|
| III       | L'Analyse des Chocs Externes et de leur Impact .....   | 53 |
| III A     | Chocs Externes, Réponses de Politique et<br>Performance Économique : une procédure empirique ..... | 53 |
| III A 1   | La Méthodologie de Calcul .....  | 53 |
| III A 2   | Les Résultats .....  | 53 |
| III B     | Test Empirique du Modèle de Moreno .....   | 58 |
| III B 1   | La Procédure de Résolution Adoptée .....   | 58 |
| III B 2   | Présentation et Analyse des Résultats Économétriques .....   | 59 |
| III B 2 1 | De l'Équation du Revenu National Privé .....   | 59 |
| III B 2 2 | De l'Équation de la Demande Privée .....   | 61 |
| III B 2 3 | De l'Équation des Importations .....   | 62 |
| III B 3   | Des Chocs Appliqués .....  | 64 |
| III B 3 1 | Réponse du Revenu Privé et de la Demande Globale<br>au Choc du Taux d'intérêt Américain .....      | 64 |
| III B 3 2 | Réponse de Certains Agrégats Économiques<br>au Choc des Termes de l'échange .....                  | 65 |
| III B 3 3 | Réponses aux Chocs Simultanés du Taux d'intérêts<br>et des Termes de l'Échange .....               | 66 |
| IV        | Conclusion .....   | 70 |
|           | Annexe 1 .....   | 74 |
|           | Annexe 2 .....   | 86 |
|           | Annexe 3 .....   | 89 |
|           | Bibliographie .....  | 95 |

## INTRODUCTION

Les pays en développement, non exportateurs de pétrole, après les deux importantes crises pétrolières de 1974 et 1979 ont vécu des situations financières particulières quant au financement de leur déficit en compte courant. Ces pays, exportateurs principalement de matières premières, connurent une aggravation de leur déficit en compte courant de l'ordre de 25,7 milliards<sup>1</sup>.

Suite au premier choc pétrolier, l'économie mondiale entra dans une récession et, l'inflation s'accéléra dans plusieurs pays. Cependant, cette inflation galopante ne fut pas seulement le fruit de la crise pétrolière, les variations à la baisse de l'offre de produits agricoles, à partir de 1972, contribuèrent également à l'inflation internationale par la hausse du prix des produits agricoles qu'elles générèrent.

Les pays exportateurs de pétrole, membres de l'OPEP, accumulèrent des surplus courants importants, en 1975-76<sup>(2)</sup>, compensés sur le plan mondial par le déficit encouru par les pays en développement importateurs de pétrole.

Pour financer leur déficit, les pays en développement eurent recours, en partie, aux fonds placés par les pays de l'OPEP dans les grands pays industrialisés.

Le second choc pétrolier (1979 - 80) n'eut pas des effets aussi uniformes que le premier. Outre la hausse générale des prix observée, les politiques adoptées par les pays industrialisés furent différentes car, ils voulaient éviter que l'accroissement des prix du pétrole ne se transforme en inflation généralisée.

Les pays en développement, de leur côté, loin de s'ajuster, acceptèrent des déficits persistants ce qui causa de graves problèmes de déséquilibre sur le marché financier mondial en 1980.

Dans le cas qui nous préoccupe, à savoir celui d'Haïti, le problème ne fut pas très différent de celui auquel étaient confrontés les autres pays en développement. Non exportateur de pétrole, il a subi le poids du prix international du pétrole. Cependant, des circonstances particulières favorisèrent des investissements étrangers dans le pays, investissements financés tant par le secteur privé externe que par les bailleurs de fonds internationaux, ce qui eut des répercussions positives sur l'économie en générale.

---

<sup>1</sup> Paul Krugman et Maurice Obsfield, traduction de Achille Hannequart et Fabienne Leloup  
Économie Internationale, de Boek Université, Bruxelles 1992, 862 p.

<sup>2</sup> Idem

Au lendemain du second choc pétrolier, la situation a été moins florissante pour le pays puisque, d'une part, certaines dettes arrivaient à échéance d'où la nécessité de les rembourser et, d'autre part, comme pour les autres pays, la disponibilité de financement étranger créait de sérieux problèmes de gestion au pays.

Dans le présent rapport nous proposons d'étudier les impacts des chocs externes sur l'économie haïtienne et de faire ressortir le bien fondé des politiques d'ajustement appliquées comme réponses à ces chocs.

Le travail que nous présentons comprendra trois parties :

Dans la première partie nous allons présenter l'économie haïtienne sur le plan interne et externe et nous ferons ressortir les chocs les plus importants pouvant influencer l'économie haïtienne.

Dans la deuxième partie nous ferons état de la base théorique sous-tendant l'étude.

Dans la troisième partie nous étudierons l'impact de ces chocs externes sur l'économie et, en dernier ressort, nous essayerons à partir des résultats obtenus, de déterminer le poids de l'influence étrangère (particulièrement celle des États-Unis) sur la politique économique suivie par le pays, et d'analyser la cohérence de la politique économique dans un contexte de quasi-dépendance vis à vis de son principal partenaire commercial.

**PREMIÈRE PARTIE**

## I-Situation Économique d'Haïti de 1960 à 1990

### I A- Évolution du Produit Intérieur Brut (<sup>3</sup>)

D'une façon générale, trois périodes distinctes ont marqué la conjoncture haïtienne au cours de la période sous étude en ce qui a trait à l'évolution du Produit Intérieur Brut. Les années 1966 et 1967 ont représenté le point d'aboutissement d'une baisse du Produit Intérieur Brut initiée en 1962. Des problèmes politiques internes ont empêché qu'Haïti bénéficiât d'une certaine assistance internationale et, l'économie se comportait comme une économie désarticulée, axée sur la mono exportation (le café constituant la principale denrée d'exportation) et ne jouissant pas d'un niveau d'investissement ou de réinvestissement intérieur adéquat pour permettre au secteur moderne de se développer convenablement. Les cataclysmes naturels (particulièrement les cyclones) qui ont frappé le pays en 1963 et 1967 ont été, en sus, déterminants dans le comportement négatif de la production.

La deuxième période s'étendant de 1968 à 1980 s'est signalée par une reprise régulière avec un Produit Intérieur Brut qui a cru graduellement pour passer de 3119 millions de gourdes constantes en 1967 à 5349 millions en 1980 avec un taux de croissance moyen de 5.50 pour-cent l'an.

Cette nouvelle tendance s'explique par le changement d'attitude de la communauté internationale vis à vis du pays et, par un relatif dynamisme du secteur privé interne investissant dans les industries de transformation (agro alimentaires) et du secteur privé externe investissant dans les industries de sous-traitance. Le secteur de la construction a bénéficié également du stimulus donné par les émigrants haïtiens qui ont investi dans la construction de logements résidentiels.

Les fruits de cette croissance bénéficièrent surtout à la capitale (Port-au-Prince) qui disposait de meilleures conditions d'accueil pour faciliter l'expansion des activités sur le plan commercial et industriel alors que les zones rurales souffraient d'une régression de leurs activités ce qui ne fit que creuser l'écart entre Port-au-Prince et le reste du pays.

La troisième période qui va de 1980-81 à 1989-90 se caractérise par une décroissance moyenne de 1.01 pour-cent du PIB et un prolongement de la crise économique.

---

<sup>3</sup>Voir Annexe 1, Tableau No. 1-A.



Tableau No. 1

**Produit Intérieur Brut Par Branche d'Activités**  
( en millions de gourdes de 1975-76)

| Branches<br>d'Activités                | 1979-80 | 1980-81 | 1981-82 | 1982-83 |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Agriculture                            | 1 723.0 | 1 699.0 | 1 627.0 | 1 566.0 |
| Mines                                  | 67.0    | 57.0    | 70.0    | 5.0     |
| Industries<br>Manufacturières          | 970.0   | 856.0   | 843.0   | 888.0   |
| Constructions                          | 288.0   | 298.0   | 269.0   | 286.0   |
| Biens et Services                      | 36.0    | 38.0    | 41.0    | 42.0    |
| Trans port et<br>Communications        | 99.0    | 103.0   | 97.0    | 106.0   |
| Commerce                               | 963.0   | 904.0   | 864.0   | 906.0   |
| Services                               | 13.0    | 14.0    | 15.0    | 16.0    |
| Financiers                             |         |         |         |         |
| Restaurants et<br>Hôtels               | 35.0    | 32.0    | 32.0    | 31.0    |
| Logement                               | 250.0   | 254.0   | 259.0   | 264.0   |
| Gouvernement                           | 149.0   | 167.0   | 143.0   | 161.0   |
| Autres                                 | 515.0   | 539.0   | 392.0   | 385.0   |
| PIB au coût des<br>facteurs            | 5 108.0 | 4 961.0 | 4 652.0 | 4 656.0 |
| Taxes Indirectes<br>nettes de subvent. | 234.0   | 235.0   | 366.0   | 400.0   |
| PIB au prix du<br>marché               | 5 342.0 | 5 196.0 | 5 018.0 | 5 056.0 |

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Cette situation difficile qu'a traversée l'économie haïtienne au début des années 1980 s'explique particulièrement par la récession que connaissaient les États-Unis. Seul le secteur des industries d'assemblage produisant pour l'exportation continua à progresser au cours de cette

Tableau No. 1 (suite)

Produit Intérieur Brut par Branche d'Activités  
( en millions de gourdes de 1975-76)

| Branches d'Activités                      | 1983-84 | 1984-85 | 1985-86 |
|---|---------|---------|---------|
| Agriculture                               | 1 621.0 | 1 629.0 | 1 671.0 |
| Mines                                     | 5.0     | 6.0     | 5.0     |
| Ind. Manufacturières                      | 836.0   | 812.0   | 789.0   |
| Constructions                             | 291.0   | 328.0   | 308.0   |
| Biens et Services                         | 45.0    | 44.0    | 47.0    |
| Transport et<br>Communications            | 92.0    | 86.0    | 88.0    |
| Commerce                                  | 877.0   | 885.0   | 868.0   |
| Services Financiers                       | 16.0    | 9.0     | 10.0    |
| Restaurants et Hôtels                     | 28.0    | 29.0    | 23.0    |
| Logement                                  | 269.0   | 274.0   | 280.0   |
| Gouvernement                              | 188.0   | 195.0   | 202.0   |
| Autres                                    | 405.0   | 323.0   | 377.0   |
| PIB au coût des<br>facteurs               | 4 673.0 | 4 620.0 | 4 668.0 |
| Taxes Indirectes nettes<br>de subventions | 398.0   | 464.0   | 467.0   |
| PIB au prix du marché                     | 5 071.0 | 5 084.0 | 5 135.0 |

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

période. Soulignons cependant que les bouleversements politiques produits dans le pays ont porté plusieurs entreprises d'assemblage à cesser leurs opérations en Haïti après 1986. Ces problèmes ont surgi à la suite de la perte de trois marchés d'exportation importants : la mine de bauxite fermée en 1982, le tourisme qui constituait une importante source de devises pour le pays tend à disparaître à cause des problèmes politiques que connaît le pays et la propagation du Sida attribuée injustement et de manière non scientifique, aux haïtiens; et la menace temporaire des États-Unis d'interdire l'importation de mangues traitées au pesticide EDB, en provenance Haïti.

Evolution du Produit Interieur Brut (en millions de gourdes courantes)

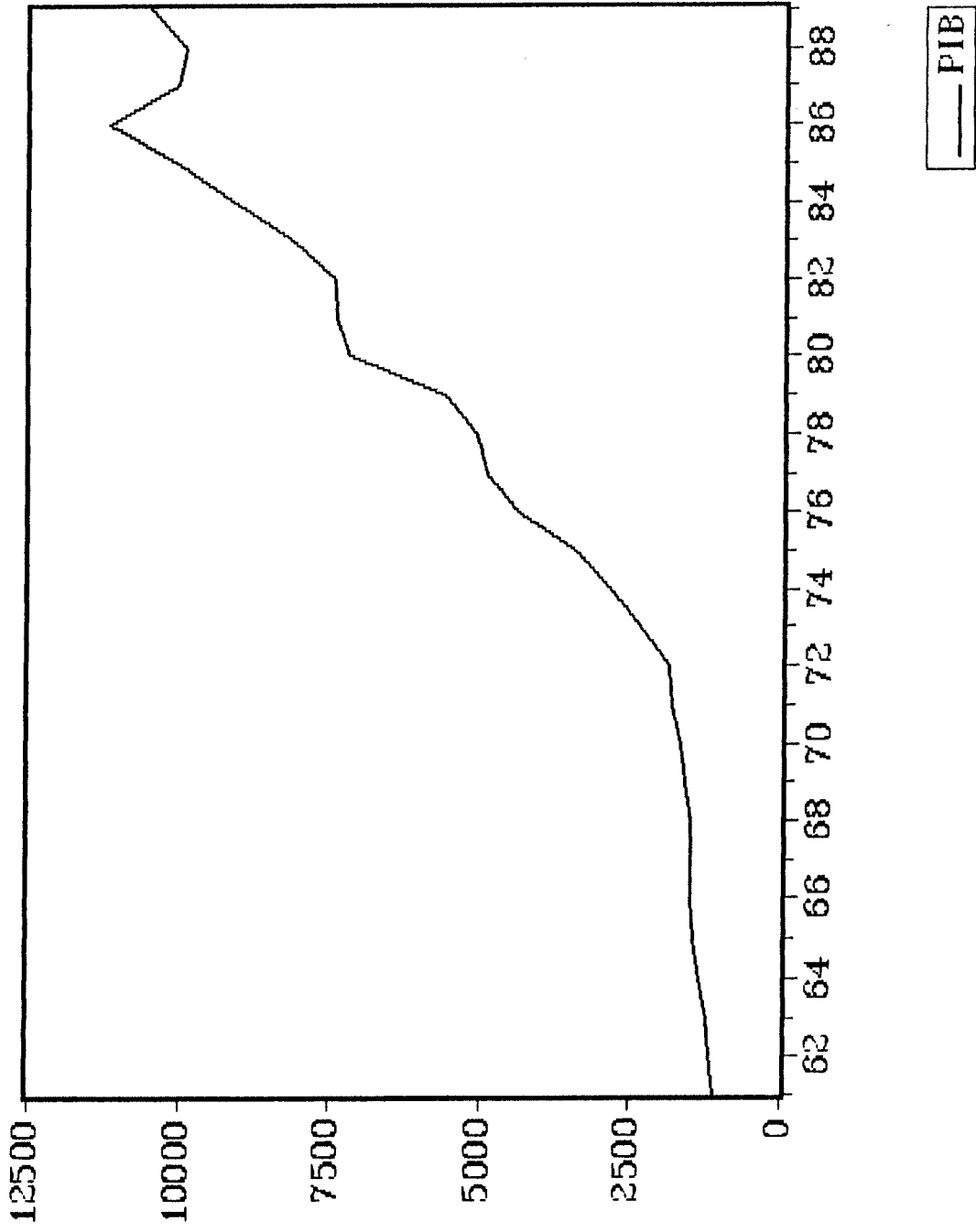


Tableau No. 1 (Suite et Fin)

Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité  
( en millions de gourdes de 1975 - 76)

| Branches d'Activités                      | 1986-87 | 1987-88 | 1988-89 |
|---|---------|---------|---------|
| Agriculture                               | 1 684.0 | 1 697.0 | 1 680.7 |
| Mines                                     | 5.0     | 5.0     | 5.0     |
| Ind. Manufacturières                      | 781.0   | 796.8   | 816.9   |
| Constructions                             | 328.0   | 331.8   | 339.4   |
| Biens et Services                         | 46.0    | 51.8    | 54.2    |
| Transport et<br>Communications            | 98.9    | 108.6   | 113.8   |
| Commerce                                  | 899.0   | 906.2   | 887.2   |
| Services Financiers                       | 10.0    | 10.6    | 9.7     |
| Restaurants et Hôtels                     | 28.9    | 24.7    | 21.4    |
| Logement                                  | 285.0   | 301.2   | 305.9   |
| Gouvernement                              | 177.3   | 182.5   | 186.0   |
| Autres                                    | 364.7   | 374.2   | 392.2   |
| PIB au coût des<br>facteurs               | 4 707.8 | 4 790.3 | 4 812.4 |
| Taxes Indirectes nettes<br>de subventions | 433.0   | 397.3   | 394.5   |
| PIB au prix du marché                     | 5 140.8 | 5 187.6 | 5 206.9 |

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

### I B- Évolution de la Balance Commerciale

Malgré les hausses remarquables observées au niveau des exportations de 1970 à 1980, les augmentations des importations ont contrecarré l'effet de telles hausses. Ainsi, sur toute la période (1960 -1990), exception faite des années 1959-60 et 1961-62, la balance commerciale a montré des valeurs négatives et croissantes. Le déficit commercial a fluctué entre -6 et -1359 millions de gourdes.

Les deux chocs pétroliers qu'a vécus le marché international ont eu des

répercussions assez importantes sur la valeur des produits importés dans le pays, particulièrement au cours de l'exercice 1973-74 au cours duquel le déficit commercial a presque doublé passant de 105 à 206 millions de gourdes alors que les exportations, au cours de cette même période, accusaient un accroissement de 28.29 pour-cent. De même, en 1981, le déficit commercial atteignait une valeur de 1390 millions avec un taux de croissance de 56.18 pour-cent. En 1988, avec la mauvaise situation socio politique du pays, la valeur des exportations décroissait alors que celle des importations continuait sa tendance ascendante, ce qui fit passer la balance commerciale du pays de -939 millions en 1987 à -1359 millions en 1988 (soit un taux de croissance du déficit de 44.73 pour-cent)

De 1959-60 à 1989-90, le déficit commercial du pays a cru en moyenne de 21.48 pour-cent. Telle qu'elle a évolué, la balance commerciale montre que la variation observée dans le prix des produits importés a une influence plus marquée que celle du prix des produits exportés sur l'état de la balance commerciale.

Au cours de la période comprise entre 1968-69 et 1980-81, le taux de croissance du déficit commercial a été relativement élevé et soutenu à l'exception de 1970-71 où une réduction du déficit était de 35.87 pour-cent. Ceci prouve que les relations commerciales Haïti avec le reste du monde sont nettement négatives depuis 1962-63.

Les détails sur la structure des exportations et des importations haïtiennes ainsi que sur les facteurs explicatifs de leur évolution se trouvent mentionnés à la section suivante.

### **I B1- Les Exportations**

Haïti, pays avec un secteur agricole prioritaire, comme on s'est plu à le répéter, a été par excellence un grand exportateur de produits agricoles. Mais, avec l'implantation, au cours des années 70, des industries d'assemblage, le secteur agricole commença à perdre de l'importance au profit de la petite industrie. Loin d'être le fruit d'une politique de spécialisation, il s'agit plutôt d'une tendance chez les petits agriculteurs à délaisser le secteur agricole au profit de la petite industrie qui leur offre de plus grands avantages en terme de salaires.

Tableau No. 2

Balance Commerciale D'Haïti  
(en millions de gourdes courantes)

| Période | Exportations | Importations | Balance Commerciale |
|---------|--------------|--------------|---------------------|
| 1959-60 | 270.0        | 241.0        | 29.0                |
| 1960-61 | 225.0        | 331.0        | -6.0                |
| 1961-62 | 268.0        | 257.0        | 11.0                |
| 1962-63 | 261.0        | 275.0        | -14.0               |
| 1963-64 | 224.0        | 264.0        | -40.0               |
| 1964-65 | 223.0        | 310.0        | -87.0               |
| 1965-66 | 207.0        | 297.0        | -90.0               |
| 1966-67 | 201.0        | 264.0        | -63.0               |
| 1967-68 | 231.0        | 268.0        | -37.0               |
| 1968-69 | 242.0        | 298.0        | -56.0               |
| 1969-70 | 261.0        | 344.0        | -83.0               |
| 1970-71 | 369.0        | 426.0        | -57.0               |
| 1971-72 | 401.0        | 491.0        | -90.0               |
| 1972-73 | 516.0        | 621.0        | -105.0              |
| 1973-74 | 662.0        | 868.0        | -206.0              |
| 1974-75 | 784.0        | 1 082.0      | -298.0              |
| 1975-76 | 1 046.0      | 1 430.0      | -384.0              |
| 1976-77 | 1 249.0      | 1 692.0      | -443.0              |
| 1977-78 | 1 495.0      | 1 982.0      | -487.0              |
| 1978-79 | 1 522.0      | 2 105.0      | -583.0              |
| 1979-80 | 2 148.0      | 3 038.0      | -890.0              |
| 1980-81 | 1 944.0      | 3 334.0      | -1 390.0            |
| 1981-82 | 2 139.0      | 3 132.0      | -993.0              |
| 1982-83 | 2 015.0      | 3 064.0      | -1 049.0            |
| 1983-84 | 2 172.0      | 3 209.0      | -1 037.0            |
| 1984-85 | 2 328.0      | 3 425.0      | -1 097.0            |
| 1985-86 | 2 063.0      | 2 972.0      | -909.0              |
| 1986-87 | 2 086.0      | 3 025.0      | -939.0              |
| 1987-88 | 1 817.0      | 3 176.0      | -1 359.0            |
| 1988-89 | 1 825.0      | 2 840.0      | -1 015.0            |
| 1989-90 | 1 701.0      | 2 600.0      | -899.0              |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Bulletin Semestriel (BRH)

Tableau No. 3

| Période | Valeur des Exportations Haïtiennes<br>( en millions de gourdes courantes) |                             |  |
|---------|---|-----------------------------|--|
|         | Valeur des<br>Exportations  | Variation en<br>Pourcentage | Proportion des<br>Exportations dans le<br>PIB en % |
| 1959-60 | 270.0   | -                           | 23.56  |
| 1960-61 | 225.0   | -16.66                      | 20.72  |
| 1961-62 | 268.0   | 19.11                       | 22.73  |
| 1962-63 | 261.0   | -2.61                       | 21.46  |
| 1963-64 | 224.0   | -14.18                      | 16.83  |
| 1964-65 | 223.0   | -0.45                       | 15.63  |
| 1965-66 | 207.0   | -7.17                       | 13.92  |
| 1966-67 | 201.0   | -2.90                       | 13.42  |
| 1967-68 | 231.0   | 14.92                       | 15.43  |
| 1968-69 | 242.0   | 4.76                        | 15.16  |
| 1969-70 | 261.0   | 7.85                        | 15.76  |
| 1970-71 | 369.0   | 41.38                       | 20.34  |
| 1971-72 | 401.0   | 8.67                        | 21.57  |
| 1972-73 | 516.0   | 28.68                       | 22.10  |
| 1973-74 | 662.0   | 28.29                       | 23.41  |
| 1974-75 | 784.0   | 18.43                       | 23.00  |
| 1975-76 | 1 046.0   | 33.42                       | 23.80  |
| 1976-77 | 1 249.0   | 19.41                       | 25.51  |
| 1977-78 | 1 495.0   | 19.70                       | 29.55  |
| 1978-79 | 1 522.0   | 1.81                        | 27.18  |
| 1979-80 | 2 148.0   | 41.13                       | 29.90  |
| 1980-81 | 1 944.0   | -9.50                       | 26.28  |
| 1981-82 | 2 139.0   | 10.03                       | 28.81  |
| 1982-83 | 2 015.0   | -5.80                       | 24.73  |
| 1983-84 | 2 172.0   | 7.79                        | 23.92  |
| 1984-85 | 2 328.0   | 7.18                        | 23.17  |
| 1985-86 | 2 063.0   | -11.38                      | 18.46  |
| 1986-87 | 2 086.0   | 1.11                        | 20.77  |
| 1987-88 | 1 817.0   | -12.89                      | 18.34  |
| 1988-89 | 1 825.0   | 0.44                        | 17.39  |
| 1989-90 | 1 701.0   | -6.79                       | 14.18  |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Bulletin Semestriel (BRH)

Le commerce haïtien avec le monde extérieur qui était relativement diversifié au début de la période (sucre, bauxite, café, cacao, mélasse, banane, indigo...) ne se concentre plus que sur les articles de la petite industrie et le café. La variation du prix international du café et de la bauxite respectivement portent ces deux produits à être les plus importants dans nos exportations en terme d'entrée de devises de 1960 à 1978. <sup>(4)</sup>

En général, si nous observons l'évolution des exportations haïtiennes sur la période allant de 1960 à 1990, trois périodes peuvent être retenues: une s'étendant de 1960 à 1967 au cours de laquelle valeur des exportations a décliné en moyenne de 3.55 pour-cent, une deuxième de 1968 à 1980 qui pourrait être vue comme une période de prospérité du pays pendant laquelle il se produit une augmentation moyenne de 20.65 pour-cent des exportations et la dernière période s'échelonnant sur dix ans de 1981 à 1990 qui a marqué le début du déclin de nos exportations avec une variation moyenne de -1.98 pour-cent. Sur l'ensemble de la période, les exportations ont accusé une croissance moyenne de 8.82 pour-cent.

Jusqu'à l'émergence de l'industrie de sous-traitance dans l'économie, les exportations haïtiennes étaient composées de matières premières non traitées à 60 pour-cent et de biens manufacturés et d'articles de la petite industrie à 40 pour-cent. Certains produits qui constituaient une grande partie de nos exportations (banane, coton) ne figurent plus sur la liste des produits exportés, d'autres tels que le sucre et le cacao ont vu leur volume diminuer considérablement. Pour ce qui est des articles manufacturés, ils ont accusé une croissance soutenue pour la période considérée.

La période allant de 1960 à 1967 caractérisée par une baisse en valeur des exportations s'explique par les cyclones qui ont ravagé certaines zones et donc, ont réduit la production agricole.

La hausse des prix de certains produits d'exportation haïtienne (café, bauxite...) sur le marché international et, la multiplication des industries d'assemblage au cours de la deuxième sous-période expliquent le changement de tendance dans l'évolution des exportations.

La baisse du prix du café sur le marché international (1981), la crise pétrolière (1980) provoquant une baisse du revenu des principaux partenaires commerciaux d'Haïti et, en dernier ressort, le début de la crise politique haïtienne sont autant de facteurs qui ont influencé négativement les exportations au cours de la période 1981-90. L'interruption de l'exploitation de la mine de bauxite à Miragoane en 1982 qui générait 14.77 pour-cent en moyenne des revenus d'exportation provoqua une baisse importante de ces revenus.

---

<sup>4</sup>Voir Annexe 1, Tableau No. 1-B.



## **I B 2 - Les Importations**

Les importations ont montré une tendance à la hausse continue au cours de la période considérée avec de légères baisses. Dépendant de la conjoncture du moment, ces importations sont constituées beaucoup plus de biens de capital ou de consommation.

Parmi les produits de toute sorte importés, les produits alimentaires, les boissons et tabac, les produits chimiques et pharmaceutiques et certains biens durables représentent plus de 50% du total. Après ce groupe, viennent les "autres produits importés" qui accusent, pour la période environ 20 pour-cent. Enfin de compte, nous trouvons les biens de capital pour le transport et, parallèlement, les combustibles et lubrifiants qui représentent les groupes de produits demandés de plus en plus par Haïti sur le marché international.

D'après la structure des importations haïtiennes, nous remarquons que ce pays n'importe surtout que des produits finis propres à la consommation (à court ou à moyen terme) alors que les biens de capital de même que les matières propres à promouvoir la production interne ne sont importés que pour un faible pourcentage, ce qui nous conduit à une réaction en chaîne : faible niveau d'investissement, bas niveau de revenu, sous-emploi chronique, etc.

Comme pour les exportations, l'évolution des importations révèle trois tendances différentes ce qui nous porte à subdiviser en trois sous-périodes la période sur laquelle s'étend notre analyse. De 1960 à 1967, une tendance assez régulière de hausse et de baisse est observée. De 1968 à 1981 une tendance à la hausse s'est maintenue et de 1982 à 1990 l'irrégularité dans la tendance reprend le dessus.

Quand nous comparons la première année observée à la dernière, nous voyons que les importations ont crû de 978.8 pour-cent. En effet, les importations totales sont passées de 241 millions de gourdes à 2,600 millions à la fin de la période.

Entre 1969 et 1980, des taux de croissance assez importants des importations ont été enregistrés ce qui prouve que l'amélioration de la situation économique du pays a porté les importateurs à augmenter le volume des produits importés en vue de faire face à une demande croissante mais, à partir de 1982, les répercussions de la crise économique vécue en 1980-81 par les pays donateurs, particulièrement les États-Unis, ont commencé à se faire sentir, ce qui fit baisser la demande partant, les importations ce qui explique un taux de croissance moyen de -2.47 pour-cent de 1982 à 1990.

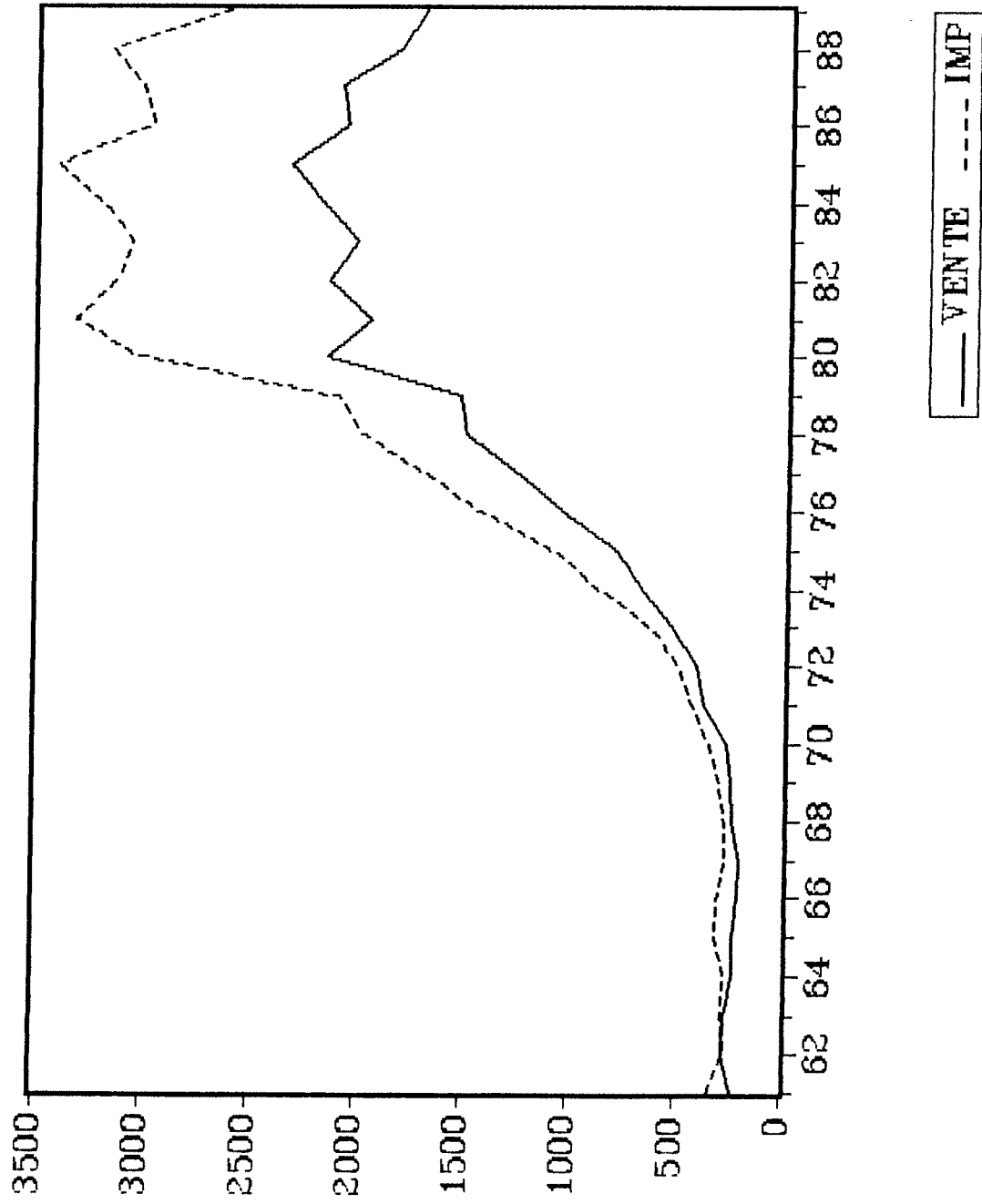
Tableau No. 4

Valeur des Importations Haïtiennes  
(en millions de gourdes courantes)

| Période | Valeurs des Importations | Variation en pourcentage |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| 1959-60 | 241.0                    | -                        |
| 1960-61 | 331.0                    | 37.34                    |
| 1961-62 | 257.0                    | -22.36                   |
| 1962-63 | 275.0                    | 7.00                     |
| 1963-64 | 264.0                    | -4.00                    |
| 1964-65 | 310.0                    | 17.42                    |
| 1965-66 | 297.0                    | -4.19                    |
| 1966-67 | 264.0                    | -11.11                   |
| 1967-68 | 268.0                    | 1.52                     |
| 1968-69 | 298.0                    | 11.19                    |
| 1969-70 | 344.0                    | 15.44                    |
| 1970-71 | 426.0                    | 23.84                    |
| 1971-72 | 491.0                    | 15.26                    |
| 1972-73 | 621.0                    | 26.48                    |
| 1973-74 | 868.0                    | 39.77                    |
| 1974-75 | 1 082.0                  | 24.65                    |
| 1975-76 | 1 430.0                  | 32.16                    |
| 1976-77 | 1 692.0                  | 18.32                    |
| 1977-78 | 1 982.0                  | 17.14                    |
| 1978-79 | 2 105.0                  | 6.21                     |
| 1979-80 | 3 038.0                  | 44.32                    |
| 1980-81 | 3 334.0                  | 9.74                     |
| 1981-82 | 3 132.0                  | -6.06                    |
| 1982-83 | 3 064.0                  | -2.17                    |
| 1983-84 | 3 209.0                  | 4.73                     |
| 1984-85 | 3 425.0                  | 6.73                     |
| 1985-86 | 2 972.0                  | -13.23                   |
| 1986-87 | 3 025.0                  | 1.78                     |
| 1987-88 | 3 176.0                  | 4.99                     |
| 1988-89 | 2 840.0                  | -10.58                   |
| 1989-90 | 2 600.0                  | -8.45                    |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Bulletin Semestriel (BRH)

Evolution des Exportations et des Importations (en millions de gourdes)



Cependant, en considérant les importations en proportion du PIB, nous voyons que de la première sous-période à la dernière, elles occupent une proportion croissante du PIB soit 21.88 pour-cent, 30.53 pour-cent et 31.86 pour-cent respectivement ce qui prouve une dépendance croissante de l'économie vis à vis de l'extérieur.

A partir de 1986, l'ouverture de tous les ports de province facilita l'entrée dans le pays de toute sorte de produits, particulièrement des produits de consommation subventionnés aux États-Unis, échappant à tout contrôle, ce qui nous porte à croire que les décroissances observées dans les importations sont dues à une sous estimation. Ainsi, la part des importations dans le PIB serait de loin supérieure à 31.86 pour-cent. D'un autre côté, la faible croissance du PIB au cours de cette même sous-période favorise l'accroissement des importations constituées particulièrement de biens de consommation.

### **I B3 - Termes de l'Échange de Troc Net**

Les termes de l'échange de troc net, qui traduisent la relation entre les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises faisant l'objet de commerce international, ont suivi une tendance nette à la hausse parsemée de baisses. Les termes de l'échange de troc net ont fluctué entre 54.70 pour-cent et 117.6 pour-cent. Sur la période précédant 1975-76 (année de base), les termes de l'échange ont été nettement inférieurs à 100 ce qui prouve la faible importance des produits exportés par rapport aux produits importés. Donc, au prix des produits exportés, le pays est incapable d'importer à égalité, il faudrait augmenter les exportations en volume pour arriver à importer un certain volume de biens. A partir de 1976, avec l'implantation des industries de sous-traitance, diversifiant la gamme des exportations du secteur des industries manufacturières, le pays eut droit à des prix plus élevés à l'exportation d'où des termes de l'échange supérieurs à 100 pour-cent de 1976-77 à 1979-80.

Tableau No. 5

Indice des Termes de l'Échange  
(base 100 en 1975-76)

| Période | Indice des Prix à l'Exportation | Indice des Prix à l'Importation | Indice des Termes de l'Échange |
|---------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| 1959-60 | 40.48                           | 67.70                           | 59.80                          |
| 1960-61 | 38.86                           | 67.97                           | 57.17                          |
| 1961-62 | 35.50                           | 64.90                           | 54.70                          |
| 1962-63 | 37.99                           | 62.50                           | 60.79                          |
| 1963-64 | 42.75                           | 61.97                           | 69.98                          |
| 1964-65 | 43.13                           | 64.99                           | 66.37                          |
| 1965-66 | 41.82                           | 63.60                           | 65.75                          |
| 1966-67 | 42.14                           | 60.97                           | 69.11                          |
| 1967-68 | 40.03                           | 58.13                           | 68.87                          |
| 1968-69 | 40.54                           | 61.07                           | 66.38                          |
| 1969-70 | 47.63                           | 57.43                           | 82.93                          |
| 1970-71 | 44.19                           | 62.46                           | 70.75                          |
| 1971-72 | 44.61                           | 66.44                           | 67.13                          |
| 1972-73 | 50.49                           | 72.80                           | 69.35                          |
| 1973-74 | 67.83                           | 96.02                           | 70.64                          |
| 1974-75 | 81.58                           | 112.36                          | 72.61                          |
| 1975-76 | 100.00                          | 100.00                          | 100.00                         |
| 1976-77 | 124.53                          | 105.75                          | 117.76                         |
| 1977-78 | 127.67                          | 109.99                          | 116.07                         |
| 1978-79 | 129.20                          | 123.75                          | 104.41                         |
| 1979-80 | 149.58                          | 139.23                          | 107.44                         |
| 1980-81 | 144.11                          | 150.86                          | 95.52                          |
| 1981-82 | 138.36                          | 159.80                          | 86.58                          |
| 1982-83 | 144.03                          | 165.62                          | 86.96                          |
| 1983-84 | 160.65                          | 166.10                          | 96.72                          |
| 1984-85 | 173.47                          | 166.99                          | 103.88                         |
| 1985-86 | 185.86                          | 168.00                          | 110.63                         |
| 1986-87 | 189.12                          | 168.71                          | 112.10                         |
| 1987-88 | 185.22                          | 176.54                          | 104.91                         |
| 1988-89 | 184.53                          | 169.86                          | 108.64                         |

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)  
et Banque de la République d'Haïti (BRH)

La récession internationale eut des répercussions négatives sur l'économie haïtienne qui fit face à des prix à l'exportation plus faibles en 1980-81 et 1981-82. Cependant les hausses des prix à l'exportation observées en 1982-83 et 1983-84 n'ont pas été assez importantes pour ramener les termes de l'échange à une valeur supérieure à 100 pour-cent mais, de 1984-85 à 1988-89, les termes de l'échange de troc net étaient favorables et variaient entre 103.88 pour-cent et 112.10 pour-cent.

### **I C -Situation des Finances Publiques d'Haïti**

Jusqu'en 1971, le secteur public haïtien fonctionnait avec ses maigres ressources. L'objectif de maintenir la parité fixe de cinq (5) gourdes pour un (1) dollar américain portait les responsables à respecter une certaine discipline dans la gestion de la chose publique. Ainsi, de 1967 à 1971 le solde budgétaire oscillait entre -2.2 et -20.6 millions de gourdes. Les dépenses publiques représentaient en moyenne 13.57 pour-cent du PIB et évoluaient suivant un taux moyen de 11.24 pour-cent et, les recettes, qui reposaient surtout sur les revenus des exportations et des importations, avoisinaient 13.03 pour-cent du PIB et croissaient à un taux moyen de 14.55 pour-cent.

De 1972 à 1980, les dépenses courantes suivaient une tendance générale à la hausse et, côtoyaient 16,83 pour-cent du PIB. Cependant, l'objectif de garder la parité de la gourde à son niveau initial était encore la règle de sorte que le solde budgétaire a été positif en 1972 (5.7 millions), 1973 (0.7 millions), 1974 (9.6 millions) mais a accusé un déficit croissant entre 1975 et 1980.

A partir de 1980, le mode de gestion laissait prévoir une crise des finances publiques. Les rentrées spectaculaires provoquées par les recettes du commerce international ont porté les responsables à investir dans des entreprises déficitaires, ce qui généra par la suite des déficits de plus en plus importants. Les dépenses publiques augmentaient de 13 pour-cent, 22 pour-cent et 9 pour-cent respectivement en 1980, 1981 et 1984. En même temps, la perception des recettes fiscales se faisait de plus en plus difficilement malgré la création d'une taxe sur la valeur ajoutée de 7 pour-cent au départ (1983) puis de 10 pour-cent (1985). Les recettes douanières qui représentaient environ 60 pour-cent des recettes courantes ont fortement diminué après la fermeture de la mine de bauxite en 1982 et, la diminution graduelle de la taxe à l'exportation du café puis sa disparition en 1987 de même que la taxe sur le cacao. A partir de 1986, avec l'ouverture des ports de province et l'inexistence de structures de perception efficaces, les recettes douanières à l'importation diminuèrent considérablement. Il en est résulté que le déficit du secteur public a atteint respectivement 12.80 pour-cent, 13.25 pour-cent, 7.60 pour-cent et 5.47 pour-cent en 1982, 1983, 1987 et 1990 du PIB.

Tableau No. 6

Opérations Budgétaires du Secteur Public  
(en millions de gourdes courantes)

| Période | Dépenses Courantes | Recettes Courantes | Solde Budgétaire |
|---------|--------------------|--------------------|------------------|
| 1966-67 | 179.0              | 158.4              | -20.6            |
| 1967-68 | 200.3              | 191.4              | -8.9             |
| 1968-69 | 207.5              | 198.8              | -8.7             |
| 1969-70 | 239.2              | 234.8              | -4.4             |
| 1970-71 | 273.1              | 270.9              | -2.2             |
| 1971-72 | 283.9              | 289.6              | 5.7              |
| 1972-73 | 307.2              | 307.9              | 0.7              |
| 1973-74 | 366.8              | 376.4              | 9.6              |
| 1974-75 | 599.6              | 519.1              | -80.5            |
| 1975-76 | 729.5              | 665.8              | -63.7            |
| 1976-77 | 972.6              | 806.7              | -163.9           |
| 1977-78 | 1 116.5            | 924.9              | -191.6           |
| 1978-79 | 865.0              | 671.6              | -193.4           |
| 1979-80 | 1 332.0            | 766.4              | -438.9           |
| 1980-81 | 1 482.0            | 807.7              | -674.3           |
| 1981-82 | 1 832.4            | 881.7              | -950.7           |
| 1982-83 | 2 082.4            | 1 002.7            | -1 079.7         |
| 1983-84 | 1 785.4            | 1 098.5            | -686.9           |
| 1984-85 | 2 034.8            | 1 348.0            | -686.8           |
| 1985-86 | 1 967.8            | 1 285.5            | -682.3           |
| 1986-87 | 2 074.9            | 1 311.4            | -763.5           |
| 1987-88 | 1 680.1            | 1 200.6            | -479.5           |
| 1988-89 | 1 814.8            | 1 308.4            | -506.4           |
| 1989-90 | 1 854.5            | 1 198.3            | -656.2           |

Source : Fonds Monétaire International (FMI)  
International Financial Statistics (IFS)

Evolution des Recettes et Depenses Publiques (en millions de gdes)

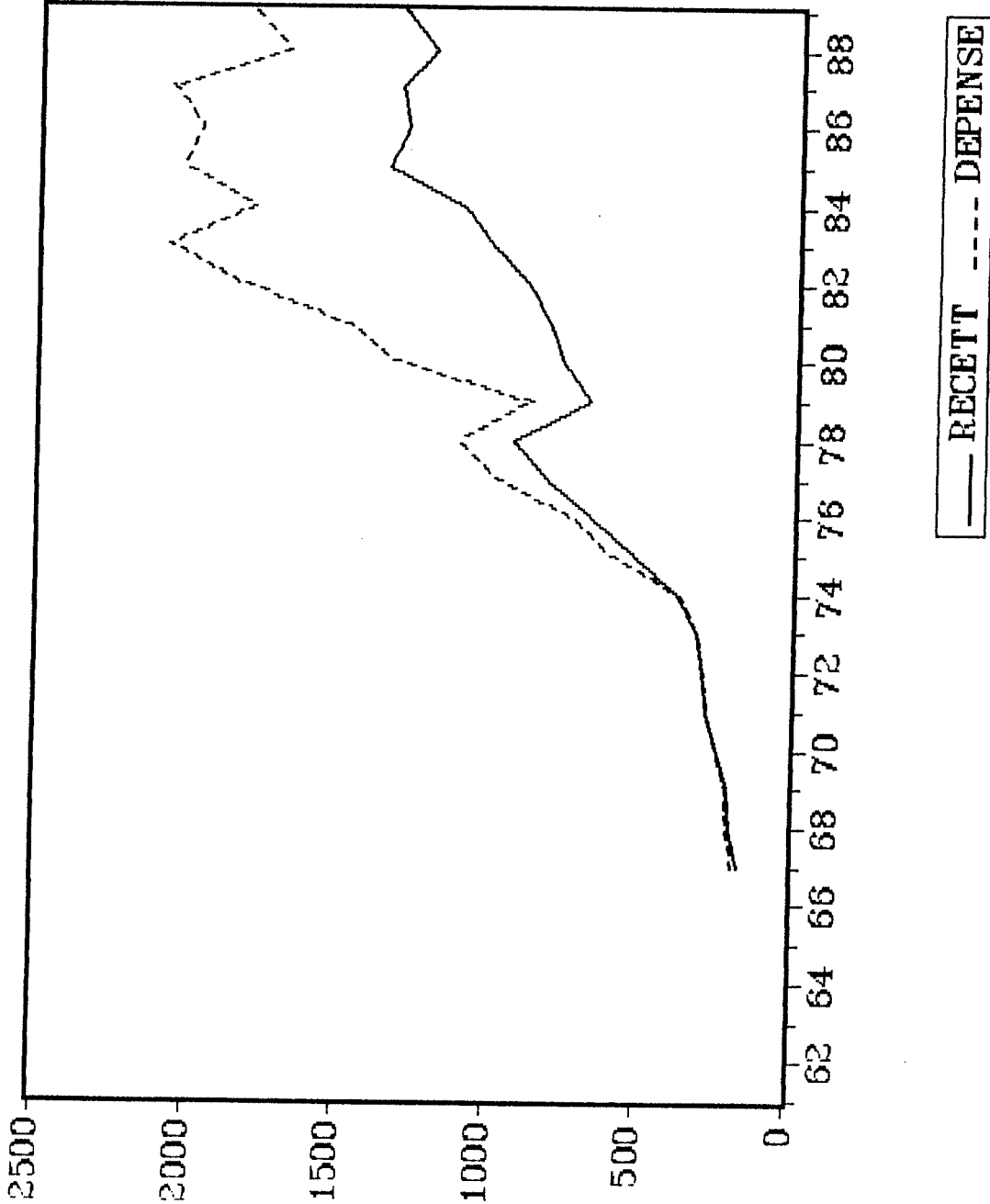




Tableau No. 7

Opérations du Secteur Public par rapport au PIB  
(en pourcentage)

| Période | Dépenses/PIB | Recettes/PIB |
|---------|--------------|--------------|
| 1966-67 | 11.95        | 10.57        |
| 1967-68 | 13.38        | 12.99        |
| 1968-69 | 13.01        | 12.46        |
| 1969-70 | 14.44        | 14.18        |
| 1970-71 | 15.06        | 14.93        |
| 1971-72 | 15.27        | 15.58        |
| 1972-73 | 13.16        | 13.19        |
| 1973-74 | 12.97        | 13.31        |
| 1974-75 | 17.59        | 15.23        |
| 1975-76 | 16.61        | 15.15        |
| 1976-77 | 19.86        | 16.47        |
| 1977-78 | 22.07        | 22.07        |
| 1978-79 | 15.45        | 11.99        |
| 1979-80 | 18.54        | 10.67        |
| 1980-81 | 20.04        | 10.92        |
| 1981-82 | 24.68        | 11.87        |
| 1982-83 | 25.56        | 12.31        |
| 1983-84 | 19.66        | 12.09        |
| 1984-85 | 20.25        | 13.42        |
| 1985-86 | 17.61        | 11.51        |
| 1986-87 | 20.66        | 13.06        |
| 1987-88 | 16.96        | 12.12        |
| 1988-89 | 17.29        | 12.47        |
| 1989-90 | 15.46        | 9.91         |

Calculs réalisés à partir des données du Fonds Monétaire International  
et de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique(IHSI)

Ce déficit du secteur public était financé en partie par la Banque Centrale et par l'extérieur. En effet, à partir de 1971, la confiance dont jouissait le gouvernement d'alors porta la communauté internationale à octroyer des prêts et des dons au pays en vue de financer des projets de développement.

La dette externe qui, en 1976, n'était que de 494.4 millions a crû suivant un taux moyen de 17.55 pourcent pour atteindre 4,204.2 millions en 1989 - 90. Donc, le service de la dette devint aussi croissant avec un taux moyen d'environ 6.06 pourcent de 1977 à 1990.

Le ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut varia entre 0.64 pourcent et 2.22 pourcent de 1977 à 1990.

Les difficultés financières enregistrées au cours de la période 1980-90 ainsi que les problèmes de déséquilibre de la balance des paiements ont conduit les différents gouvernements à adopter un ensemble de politique d'ajustement . En particulier, il a été signé plusieurs accords de stabilisation avec le Fonds Monétaire International et un programme d'ajustement structurel avec la Banque Mondiale (Voir Annexe II).

Tableau No. 8

**Encours de la Dette Publique Externe**  
(en millions de gourdes et en pourcentage)

| Période | Dette Externe | Variation en pourcentage |
|---------|---------------|--------------------------|
| 1969-70 | 236.5         | -                        |
| 1970-71 | 233.6         | -1.23                    |
| 1971-72 | 269.2         | 15.24                    |
| 1972-73 | 255.6         | -5.05                    |
| 1973-74 | 272.4         | 6.57                     |
| 1974-75 | 372.8         | 36.86                    |
| 1975-76 | 494.4         | 32.62                    |
| 1976-77 | 808.5         | 63.53                    |
| 1977-78 | 1 048.8       | 29.72                    |
| 1978-79 | 1 242.4       | 18.46                    |
| 1979-80 | 1 450.7       | 16.76                    |
| 1980-81 | 1 760.8       | 28.27                    |
| 1981-82 | 2 051.6       | 10.25                    |
| 1982-83 | 2 756.1       | 34.34                    |
| 1983-84 | 3 032.8       | 10.04                    |
| 1984-85 | 2 999.2       | -1.11                    |
| 1985-86 | 3 478.6       | 15.98                    |
| 1986-87 | 3 764.2       | 8.21                     |
| 1987-88 | 3 890.2       | 3.35                     |
| 1988-89 | 4 015.0       | 3.21                     |
| 1989-90 | 4 204.2       | 4.71                     |

Source : Banque de la République d'Haiti (BRH)  
Bulletin Semestriel (BRH)

Tableau No. 9

Ratio de la dette Externe par rapport au PIB  
(en pourcentage)

| Période | Dette Externe * | PIB **   | Dette Externe /PIB<br>en % |
|---------|-----------------|----------|----------------------------|
| 1969-70 | 236.5           | 1 656.0  | 14.28                      |
| 1970-71 | 233.6           | 1 814.0  | 12.88                      |
| 1971-72 | 269.2           | 1 859.0  | 14.48                      |
| 1972-73 | 255.6           | 2 335.0  | 10.95                      |
| 1973-74 | 272.4           | 2 828.0  | 9.63                       |
| 1974-75 | 372.8           | 3 408.0  | 10.94                      |
| 1975-76 | 494.4           | 4 395.0  | 11.25                      |
| 1976-77 | 808.5           | 4 897.0  | 16.51                      |
| 1977-78 | 1 048.8         | 5 060.0  | 20.72                      |
| 1978-79 | 1 242.4         | 5 600.0  | 22.19                      |
| 1979-80 | 1 450.7         | 7 183.0  | 20.20                      |
| 1980-81 | 1 860.8         | 7 397.0  | 25.16                      |
| 1981-82 | 2 051.6         | 7 425.0  | 27.63                      |
| 1982-83 | 2 756.1         | 8 148.0  | 33.83                      |
| 1983-84 | 3 032.8         | 9 082.0  | 33.39                      |
| 1984-85 | 2 999.2         | 10 047.0 | 29.85                      |
| 1985-86 | 3 478.6         | 11 177.0 | 31.12                      |
| 1986-87 | 3 764.2         | 10 042.0 | 37.48                      |
| 1987-88 | 3 890.2         | 9 907.0  | 39.27                      |
| 1988-89 | 4 015.0         | 10 496.0 | 38.25                      |
| 1989-90 | 4 204.2         | 11 992.0 | 35.04                      |

Source : \* Banque de la République d'Haïti (BRH)

\*\* Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Tableau No. 10

Évolution du Service de la Dette Par rapport au PIB  
(en millions de gourdes et en pourcentage)

| Période | Service de la Dette* | PIB**    | Service de la Dette/PIB<br>en % |
|---------|----------------------|----------|---------------------------------|
| 1976-77 | 61.5                 | 4 897.0  | 1.26                            |
| 1977-78 | 73.2                 | 5 060.0  | 1.45                            |
| 1978-79 | 54.6                 | 5 600.0  | 0.98                            |
| 1979-80 | 74.8                 | 7 183.0  | 1.04                            |
| 1980-81 | 67.8                 | 7 397.0  | 0.91                            |
| 1981-82 | 82.3                 | 7 425.0  | 1.11                            |
| 1982-83 | 115.0                | 8 148.0  | 1.41                            |
| 1983-84 | 187.4                | 9 082.0  | 2.06                            |
| 1984-85 | 154.4                | 10 047.0 | 1.54                            |
| 1985-86 | 179.3                | 11 177.0 | 1.60                            |
| 1986-87 | 222.7                | 10 042.0 | 2.22                            |
| 1987-88 | 149.5                | 9 907.0  | 1.51                            |
| 1988-89 | 109.0                | 10 496.0 | 0.91                            |
| 1989-90 | 76.80                | 11 992.0 | 0.64                            |

Source : \* Banque de la République d'Haïti (BRH)

\*\* Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

### **ID - Situation Monétaire**

Le système bancaire haïtien est constitué d'une Banque Centrale, de deux banques commerciales nationales à savoir la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH), de trois banques commerciales privées nationales, de trois succursales de banques étrangères, de deux banques de logement appartenant au secteur privé, d'une banque de développement privée et d'une fondation distribuant des crédits aux petites et moyennes entreprises.

L'unité monétaire, la gourde, a été depuis 1919 liée au dollar américain suivant une parité fixe de cinq gourdes pour un dollar. Mais, depuis 1991, le système de taux de change fixes a cédé la place à un système de taux de change flexibles.

Tableau No. 11

Évolution du Taux d'Intérêt  
(en pourcentage)

| Période                               | Prêts |      | Dépôts d'Épargne |      | Dépôts à Terme |      |              |      |
|---------------------------------------|-------|------|------------------|------|----------------|------|--------------|------|
|                                       |       |      |                  |      | Moins d'un an  |      | Plus d'un an |      |
|                                       | Min.  | Max. | Min.             | Max. | Min.           | Max. | Min.         | Max. |
| Jusqu'à oct. 1973                     | 11.0  | 15.0 | 4.0              | 4.0  | 3.0            | 3.0  | 3.0          | 3.0  |
| Oct. 73 - Mai 74                      | 11.0  | 15.0 | 4.0              | 4.0  | 5.0            | 5.5  | 5.0          | 5.0  |
| Mai 74 - Oct. 75                      | 11.0  | 15.0 | 4.0              | 4.0  | 5.0            | 6.0  | 5.0          | 6.0  |
| Oct. 75 - Juil. 79                    | 11.0  | 15.0 | 6.0              | 6.0  | 6.5            | 8.0  | 6.5          | 8.0  |
| Juil. 79 - 15 nov. 79                 | 11.0  | 15.0 | 6.0              | 6.0  | 7.0            | 8.75 | 7.0          | 8.0  |
| 15 nov. 79 - 15 avr 80                | 12.0  | 17.0 | 6.0              | 6.0  | 10.0           | 12.0 | 12.0         | 14.0 |
| 15 avr 80 - 15 mai 80                 | 14.0  | 18.0 | 6.0              | 6.0  | 12.0           | 14.0 | 14.0         | 16.0 |
| 15 mai 80 - 25 août 80                | 14.0  | 18.0 | 6.0              | 6.0  | 10.0           | 12.0 | -            | -    |
| 25 août 80 - 12 déc. 80               | 13.0  | 18.0 | 6.0              | 6.0  | 9.0            | 12.0 | -            | -    |
| 12 déc 80 - 17 janv. 83               | 14.5  | 19.0 | 6.0              | 6.0  | 11.0           | 14.0 | -            | -    |
| 17 janv. 83 - 6 juil. 86              | 14.5  | 19.0 | 7.0              | 7.0  | 10.0           | 13.0 | -            | -    |
| 6 juil. 86 - 8 juin 87                | 10.0  | 20.0 | 5.0              | 8.0  | 8.0            | 13.0 | 10.0         | 17.0 |
| 8 juin 87 - 1 <sup>er</sup> sept. 89  | 8.0   | 18.0 | 5.0              | 7.0  | 6.5            | 13.0 | 7.0          | 11.0 |
| 1 <sup>er</sup> sept. 89 - 12 déc. 89 | 8.0   | 22.0 | 4.0              | -    | 6.5            | -    | 7.0          | -    |
| 12 déc. 89 - 2 mars 92                | 8.0   | 22.0 | 4.0              | -    | 6.5            | -    | -            | -    |
| 2 mars 92 - Actuel                    | -     | -    | -                | -    | -              | -    | -            | -    |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Rapport Annuel (1993)

La politique monétaire pratiquée repose particulièrement sur deux instruments : le taux d'intérêt et le taux de réserves légales. L'usage de bons comme moyen de financement du déficit n'est pas répandu, la Banque Centrale est le seul détenteur des bons émis par le Secteur Public, ce qui a les mêmes effets qu'un financement par simple émission monétaire.

Jusqu'au milieu des années 70 où deux banques commerciales se partageaient le marché, aucun intérêt n'était versé sur les dépôts des particuliers dans les banques.

Tableau No. 12

Taux de Couverture Pratique Sur les Dépôts  
(en pourcentage)

| Période                  | Dépôts à Vue | Dépôts d'Épargne | Dépôts à terme |             |
|--------------------------|--------------|------------------|----------------|-------------|
|                          |              |                  | moins d'1 an   | plus d'1 an |
| 8 juin 87 - 1er Sept.89  | 49.0%        | 38.0%            | 12.0%          | 6.0%        |
| 1er sept.89 - 12 déc. 89 | 52.0%        | 40.0%            | 12.0%          | 6.0%        |
| 13 déc. 89 - 25 avr.90   | 60.0%        | 43.0%            |                | 15.0%       |
| 25 avr.90 - 20 juin 90   | 55.0%        | 38.0%            |                | 20.0%       |
| 20 juin 90 - 5 nov. 90   | 60.0%        | 43.0%            |                | 20.0%       |
| 5 nov. 90 - 9 nov. 90    | 68.0%        | 48.0%            |                | 22.0%       |
| 9 nov.90 - 15 juin 92    | 65.0%        | 43.0%            |                | 20.0%       |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Rapport Annuel (BRH) (1993)

A partir de l'introduction, sur le marché local, des autres banques, des taux d'intérêt de 4 pour-cent et 3 pour-cent étaient versés sur les dépôts d'épargne et à terme. A partir de 1973, les taux d'intérêt fluctuaient beaucoup, particulièrement ceux versés sur les dépôts à terme. Malgré le jeu du taux d'intérêt en vue de réduire la différentielle avec le taux pratiqué aux États-Unis, les difficultés qu'a connues le pays au cours des années 1980, rendant la gourde moins stable par rapport au dollar, occasionnèrent des fuites de capitaux locaux vers les États-Unis où, à cause de la lutte contre l'inflation, les taux d'intérêt étaient plus élevés. Ainsi, les réserves internationales officielles accumulées s'épuisèrent lentement.

D'un autre côté, le taux élevé exigé par les banques sur les prêts accordés au secteur privé de même que la situation économique difficile qu'a connue le pays au cours des années 80 réduisirent les demandes de financement du secteur privé ce qui produisit une surliquidité d'environ 230.9 millions de gourdes en moyenne de 1981 à 1989. Pour éponger cette surliquidité, la Banque Centrale augmenta le taux de réserves obligatoires des banques ainsi que le taux de réescompte de décembre 1989 à novembre 1990. Ceci eut comme impact d'accroître les taux pratiqués sur les dépôts et, un déplacement dans les catégories de dépôts. Cette flambée de taux d'intérêt ne dura pas longtemps.

Tableau No. 13

Indicateurs de Liquidité des Banques Commerciales  
(en millions de gourdes)

| Période   | Réserves Légales<br>Obligatoires | Réserves Totales des<br>Banques Commerciales | Réserves Excédentaires ou Déficitaires |
|-----------|----------------------------------|--|--|
| 1980 - 81 | 396.1                            | 543.2  | 147.1                                  |
| 1981 - 82 | 431.2                            | 625.6  | 194.4                                  |
| 1982 - 83 | 419.0                            | 681.0  | 262.0                                  |
| 1983 - 84 | 491.5                            | 757.6  | 266.1                                  |
| 1984 - 85 | 550.7                            | 861.3  | 310.6                                  |
| 1985 - 86 | 761.6                            | 937.9  | 176.3                                  |
| 1986 - 87 | 858.7                            | 1 115.7                                      | 257.0                                  |
| 1987 - 88 | 945.0                            | 1 118.2                                      | 243.2                                  |
| 1988 - 89 | 1 088.9                          | 1 310.3                                      | 221.4                                  |
| 1989 - 90 | 1 318.3                          | 1 345.6                                      | 27.3                                   |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Bulletin Semestriel (BRH) (1991)

Le volume du financement du déficit public par la Banque Centrale gagna en importance à partir de 1985 quand la communauté internationale fit plus d'exigence au gouvernement d'alors pour consentir des prêts et, plus tard, en 1987, à la suite des élections avortées. Cette situation provoqua des taux élevés d'inflation ce qui entraîna une surévaluation du taux de change. Donc, la cessation de l'assistance externe provoqua un déséquilibre du système monétaire qui influença négativement l'économie haïtienne.

La position des avoirs extérieurs nets négatifs a conduit à l'émergence d'un marché parallèle de changes où le taux de change s'ajustait suivant le jeu de l'offre et de la demande. Jusqu'en 1991, deux taux de change étaient pratiqués dans le pays : le taux officiel pour l'achat des produits de "premières nécessités" tels que les produits pétroliers, pharmaceutiques et alimentaires de base et au paiement de la dette externe alors que le financement des autres produits importés se faisait au taux du marché parallèle. Peu à peu, les autorités monétaires diminuèrent le nombre d'activités sujettes aux taux de change préférentiel de cinq (5) gourdes pour un dollar et, en septembre 1991 cessa toute opération (y compris le paiement de la dette) au taux de change officiel, unifiant par là le système de change (sans pour autant recourir à la légalisation à partir d'une loi qui viendrait abroger celle de 1919).



Tableau No. 14

**Crédit Accordé par le système Bancaire par Catégorie**  
(en millions de gourdes courantes)

| Période | Secteur Privé | Secteur Public | Total   |
|---------|---------------|----------------|---------|
| 1959-60 | 50.2          | 101.1          | 151.3   |
| 1960-61 | 56.0          | 103.7          | 159.7   |
| 1961-62 | 57.7          | 119.8          | 177.5   |
| 1962-63 | 63.3          | 130.0          | 193.3   |
| 1963-64 | 65.9          | 139.1          | 205.0   |
| 1964-65 | 62.9          | 154.6          | 217.5   |
| 1965-66 | 62.0          | 155.4          | 217.4   |
| 1966-67 | 70.7          | 171.8          | 242.5   |
| 1967-68 | 65.9          | 189.7          | 255.6   |
| 1968-69 | 72.9          | 199.6          | 272.5   |
| 1969-70 | 77.5          | 216.0          | 293.5   |
| 1970-71 | 85.2          | 233.2          | 318.4   |
| 1971-72 | 123.2         | 242.5          | 365.7   |
| 1972-73 | 228.1         | 283.7          | 511.8   |
| 1973-74 | 366.7         | 340.1          | 706.8   |
| 1974-75 | 480.5         | 492.5          | 973.0   |
| 1975-76 | 603.8         | 631.7          | 1 235.5 |
| 1976-77 | 707.6         | 821.3          | 1 528.9 |
| 1977-78 | 969.0         | 826.7          | 1 795.7 |
| 1978-79 | 988.2         | 951.1          | 1 939.3 |
| 1979-80 | 1 071.9       | 1 501.0        | 2 572.9 |
| 1980-81 | 1 210.6       | 1 810.4        | 3 021.0 |
| 1981-82 | 1 232.6       | 1 920.1        | 3 152.7 |
| 1982-83 | 1 116.7       | 2 581.9        | 3 698.6 |
| 1983-84 | 1 199.2       | 2 525.9        | 3 725.1 |
| 1984-85 | ...           | ...            | 2 632.6 |
| 1985-86 | 1 222.0       | 2 497.8        | 3 719.8 |
| 1986-87 | 1 295.2       | 2 707.5        | 4 002.7 |
| 1987-88 | 1 541.7       |                |         |
| 1988-89 | 1 826.5       | 3 147.7        | 4 974.2 |

Source : Fonds Monétaire International  
International Financial Statistics

Tableau No. 15

Évolution de la Masse Monétaire Globale par Rapport au PIB  
(en millions de gourdes et en pourcentage)

| Période | M2 **   | PIB *    | M2/PIB |
|---------|---------|----------|--------|
| 1959-60 | 138.4   | 1 146.0  | 12.08  |
| 1960-61 | 155.6   | 1 086.0  | 14.33  |
| 1961-62 | 160.3   | 1 179.0  | 13.60  |
| 1962-63 | 169.5   | 1 216.0  | 13.94  |
| 1963-64 | 171.2   | 1 331.0  | 12.86  |
| 1964-65 | 171.2   | 1 427.0  | 12.00  |
| 1965-66 | 164.1   | 1 487.0  | 10.85  |
| 1966-67 | 178.7   | 1 498.0  | 11.93  |
| 1967-68 | 200.8   | 1 497.0  | 13.41  |
| 1968-69 | 224.4   | 1 596.0  | 14.06  |
| 1969-70 | 248.6   | 1 656.0  | 15.01  |
| 1970-71 | 290.0   | 1 814.0  | 15.99  |
| 1971-72 | 381.6   | 1 859.0  | 20.53  |
| 1972-73 | 487.3   | 2 335.0  | 20.87  |
| 1973-74 | 583.7   | 2 828.0  | 20.64  |
| 1974-75 | 734.8   | 3 408.0  | 21.56  |
| 1975-76 | 1 015.2 | 4 395.0  | 23.10  |
| 1976-77 | 1 216.8 | 4 897.0  | 24.84  |
| 1977-78 | 1 431.5 | 5 060.0  | 28.29  |
| 1978-79 | 1 872.7 | 5 600.0  | 33.44  |
| 1979-80 | 1 938.2 | 7 193.0  | 26.98  |
| 1980-81 | 2 175.0 | 7 397.0  | 29.40  |
| 1981-82 | 2 247.0 | 7 425.0  | 30.26  |
| 1982-83 | 2 347.6 | 8 148.0  | 28.81  |
| 1983-84 | 2 606.1 | 9 082.0  | 28.69  |
| 1984-85 | 1 442.4 | 10 047.0 | 14.36  |
| 1985-86 | 3 276.5 | 11 177.0 | 29.31  |
| 1986-87 | 3 693.6 | 10 042.0 | 36.78  |
| 1987-88 | 3 312.9 | 9 907.0  | 33.44  |
| 1988-89 | 4 558.8 | 10 496.0 | 44.43  |

Source : \* Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

\*\* Banque de la République d'Haïti (BRH)

## **I E - Des Chocs externes ayant pu Influencer l'Économie Haïtienne**

Il est admis que les pays en développement ouverts sur l'extérieur peuvent ou non tirer profit des chocs externes dépendant du processus d'ajustement utilisé en réaction à ces chocs. En effet, les pays Asiatiques, par exemple, par leur politique de gestion saine et une réponse plus appropriée aux chocs externes ont abouti à un succès extraordinaire. Certains critiques argumentent même que les économies d'Asie ont réalisé des efforts d'ajustement de manière trop rapide et que cela a entraîné une sous-évaluation de leur taux de change.

Dans le cas d'Haïti, si nous nous reposons sur le premier choc pétrolier qui a bouleversé l'économie internationale, nous nous rendons compte que puisque ce pays est un importateur de produits pétroliers, pour toute hausse du prix de ces produits, on peut s'attendre à ce que, dans la mesure où les exportations ne sont pas diversifiées et sont concentrées sur deux grandes catégories de produits (agricoles et manufacturés), les prix de ces produits d'exportation, fixés à l'extérieur, ne peuvent compenser les pertes encourues à partir de la hausse des prix des produits pétroliers d'où, une détérioration des termes de l'échange.

Si nous considérons le second choc pétrolier à partir duquel la disponibilité de financement étranger se faisait de plus en plus contraignante, nous comprenons que la rareté de fonds étrangers pour le financement soit du déficit extérieur soit du déficit interne puisse être à la base d'une source de problèmes de gestion macroéconomique pour Haïti qui connaît des déficits interne et externe quasi chroniques.

Les exportations d'un pays vers le reste du monde sont fonction, entre autre, du revenu du pays importateur. Si un choc quelconque provoque des baisses de revenu national dans ce pays, cela réduira la demande d'importations du pays. Dans le cas précis Haïti, une réduction du revenu national américain (qui importe pour environ 50 pour-cent des exportations haïtiennes) réduira les exportations et partant les recettes d'exportations du pays ce qui aura une influence négative sur le solde commercial Haïti et, incidemment sur le résultat de la balance des paiements et en dernier ressort sur le taux de change.

Il est très difficile d'évaluer avec précision les sorties de fonds haïtiens déposés à l'étranger mais, la réaction du marché parallèle de change nous porte à croire que des valeurs importantes sont déposées à l'extérieur, en provenance Haïti. Cette tendance implique que des différentielles de taux d'intérêt ont quelque chose à voir dans cette fuite de capitaux. Donc, une hausse du taux d'intérêt américain (notre voisin le plus influent) aurait pour effet des sorties spéculatives de devises du pays ce qui, comme dans le cas précédent, a un impact négatif sur la balance des paiements donc, sur le taux de change.

Si, pour une raison quelconque, au lieu d'accorder des prêts concessionnels à Haïti, la communauté internationale ou les États-Unis l'astreint à payer sa dette au taux d'intérêt du marché, puisque la dette extérieure du pays est croissante, une augmentation des taux d'intérêt mondiaux augmente le volume des exportations nécessaire pour servir un stock donné de dette, ce qui réduit le revenu disponible pour la consommation ou l'investissement domestique.

Nous avons considéré plusieurs chocs qui pourraient influencer le comportement de

l'économie haïtienne mais, pour les besoins de l'étude, nous ne retiendrons que celui du taux d'intérêt et de termes de l'échange dont les calculs d'impact tant sur le revenu que sur les autres variables macro-économiques sont plus évidents.

## **DEUXIÈME PARTIE**

## II REVUE DE LA LITTÉRATURE

### II - A Introduction

Suite aux deux chocs pétroliers qui affectèrent les pays développés et en voie de développement, chaque groupe de pays eut des réactions de politique différentes pour remédier aux effets de ces chocs. Les pays industrialisés, pour éviter une inflation généralisée comme ce fut le cas à l'occasion du premier choc, réduisirent leurs dépenses, donc réprimèrent leur déficit courant tandis que les pays en développement continuèrent, dans l'ensemble, à mener des politiques expansionnistes d'où, un besoin de financement croissant. Ainsi, la Dette Externe des pays en développement était de plus en plus élevée entre 1970 et 1984. Cet accroissement accéléré de la dette externe affecta tous ces pays et le poids du service de la dette augmentait également.

Les pays en développement non exportateurs de produits pétroliers, en particulier, suite à l'aggravation du service de la dette à partir de 1982, firent face à des difficultés énormes d'investissement conséquemment à une réduction des rentrées de devises (via les exportations) et du coût croissant des importations.

Dans bon nombre de ces pays, des politiques internes inefficaces également n'ont pas permis de définir une allocation optimale des investissements. Donc, ils durent, prioritairement, avoir recours au financement des agences internationales.

C'est dans ce contexte que se situe la généralisation des politiques d'ajustement <sup>(5)</sup> que durent adopter les pays en voie de développement.

Dans cette partie du travail, nous présentons brièvement les résultats de quelques articles relatifs à l'analyse du problème de l'ajustement de certains pays en réaction aux chocs externes ci-dessus mentionnés et à d'autres chocs tels l'accroissement des taux d'intérêt mondiaux. L'emphase sera mise sur la présentation de l'article de Moreno<sup>(6)</sup> qui servira de cadre de référence prioritaire à notre recherche.

---

<sup>5</sup> Ces politiques incluent, au sens large, les programmes de stabilisation de court terme et les programmes d'ajustement structurel de moyen et long terme.

<sup>6</sup> Ramón Moreno : External shocks and ajustment in four Asian économies 1978-87 , Federal Reserve Bank of San Francisco, Economic Review, Winter 1990, pp 27 - 41.

## II B - L'Article de Leslie Lipschitz (1979) ( <sup>7</sup> )

Lipschitz (1979) a publié, après le premier choc pétrolier, une étude qui repose particulièrement sur le mode de politique de taux de change qu'un petit pays en développement a intérêt à pratiquer pour se prémunir de l'impact négatif de chocs externes tel le choc pétrolier.

Son étude repose sur deux hypothèses essentielles :

- 1 - Le pays considéré est un petit pays qui ne peut exercer ni un pouvoir de monopole sur ses exportations ni un pouvoir de monopsonne sur ses importations
- 2 - C'est un pays en développement ne disposant pas d'un système financier.

L'objectif du travail a été de déterminer d'une part quel panier de monnaie serait utilisé pour un petit pays en développement comme taux de change standard pour sa monnaie et, d'autre part quand est ce que les changements discrétionnaires de la valeur de sa monnaie contre sa valeur standard sont garantis.

A cette fin, Lipschitz considère les coûts des fluctuations du taux de change parmi les pays partenaires commerciaux et montre que les coûts réels du déséquilibre dus aux fluctuations des termes de l'échange sont imposés au petit pays et que les chocs externes de termes de l'échange sont nettement indépendants de l'arrangement de taux de change adopté par le petit pays.

Par la suite, il montre que le revenu, l'allocation des ressources et les termes de l'échange sont sensibles à la politique de taux de change. Il discute ensuite de la difficulté de trouver un panier idéal et suggère quelques "proxy" pour le panier idéal.

Quant à l'objectif de Balance de paiements approprié à la politique de taux de change, Lipschitz arrive à la conclusion suivante : "si les réserves sont à un niveau d'équilibre, le taux de change devrait servir à équilibrer la balance des paiements globale.

En dernier ressort, sous l'hypothèse de la parité du pouvoir d'achat, il montre que l'adoption de standards différents pour fixer la valeur de la monnaie domestique devrait résulter des taux d'inflation domestiques différents. Ainsi, au lieu de juger de l'appropriabilité du taux de change et de la nécessité des changements discrétionnaires, il est important de contrôler les développements dans le taux de change réel.

Pour illustrer les arguments, Lipschitz se réfère à des données de l'Inde. Un indice de taux de change réel est surtout défini et sa variance est décomposée en variance des prix relatifs, variance du taux de change effectif et la covariance des deux.

---

<sup>7</sup> Leslie Lipschitz : Exchange rate policy for a small developing country and the selection of appropriate standard, IMF, Staff Paper, Vol. 26, No. 3, Sept. 1979, pp 423 - 449.

La discussion suggère, relativement à l'adoption d'un panier fixé dans le cas d'un pays ayant un taux moyen d'inflation non fortement différent du poids moyen du taux d'inflation moyen de ses partenaires commerciaux, qu'il y aura moins de vraisemblance d'une nécessité pour les changements discrétionnaires dans le taux de change si le pays se fixe à un panier approprié plutôt qu'à une monnaie unique. Le choix d'un panier pondéré dépendra de la nécessité des changements discrétionnaires.

## **II C - L'Article de Balassa (1981) <sup>(8)</sup>**

Ce papier analyse les ajustements aux chocs externes sous forme de changements dans les termes de l'échange et de ralentissement dans la demande étrangère d'exportation pour la période 1974 - 1978 dans vingt-huit (28) économies en développement, classées selon le caractère des chocs externes, le niveau de développement industriel et les politiques appliquées.

Les effets de balance de paiements des chocs externes ont été estimés en postulant une situation qui aurait existé en l'absence de ces chocs.

Plus particulièrement, les effets "termes de l'échange" ont été calculés comme la différence entre les valeurs à prix courants des exportations et des importations et leurs valeurs à prix constants exprimées au prix de 1972. Ils ont, en outre, été composés en un effet pur des termes de l'échange calculés sur l'hypothèse que la balance commerciale exprimée aux prix de 1972 était en équilibre et un "effet non équilibré de l'échange" indiquant l'impact de la hausse des prix à l'importation sur le déficit (surplus) dans la balance commerciale exprimée au prix de 1972. Cette procédure reflète donc l'hypothèse que les augmentations de prix depuis 1972 ont été dues aux chocs externes, en particulier aux effets directs et indirects du quadruplement des prix du pétrole.

Les effets de ralentissement de la demande étrangère sur les exportations ont été calculés comme la différence entre la valeur tendancielle des exportations et des exportations hypothétiques. La valeur tendancielle des exportations a été dérivée des hypothèses que le taux de croissance de la demande étrangère pour les produits particuliers d'exportations et pour les groupes de produits resta identique durant la période 1963 - 1973 et que l'économie a maintenu sa part d'exportations de 1972. En retour, les exportations hypothétiques ont été estimées sous l'hypothèse que l'économie en question a maintenu sa part de marché de 1972 dans les exportations actuelles de produits individuels et de groupes de produits durant la période considérée.

---

<sup>8</sup> Bela Balassa : Adjustment to External Shocks in developing Economies , Staff Paper No. 472, World Bank, July 1981, pp 1 - 31.



En ce qui a trait aux effets de politique d'ajustement, la méthodologie de calcul suivante a été appliquée.

Les effets de balance de paiements des politiques d'ajustement ont été estimés en faisant l'hypothèse d'une situation qui aurait existé en l'absence de chocs externes. Le financement externe additionnel net est dérivé comme la différence entre la balance commerciale actuelle des marchandises et celle qui aurait existé si les tendances dans les importations et les exportations observées dans la période 1963 - 1973 avaient continué et si les prix à l'import et à l'export étaient restés à leur niveau de 1972. Les services non facteurs et les transferts privés ne rentrent pas dans le calcul du financement externe additionnel net parce qu'ils supposés ne pas être affectés par les chocs externes.

Les effets de promotion des exportations ont été calculés comme les changements dans les exportations résultant des changements dans les parts de marché à l'exportation du pays en 1972. En retour, la substitution à l'importation a été définie comme l'épargne dans les importations associée à une diminution dans l'élasticité - revenu de demande d'importation, en comparaison à la période 1963 - 1973.

Les effets sur les importations de changements dans les taux de croissance du produit national brut en réponse aux politiques macroéconomiques suivies ont été calculées sur la base d'élasticité - revenu de la demande d'importation inchangées. Cela traduit l'impact de politiques de court-terme, tandis que la performance de la croissance à long terme se trouve affectée par l'allocation des ressources existantes et additionnelles et par le taux de l'épargne.

Les résultats de cette étude indiquent les avantages de l'ouverture de l'économie en réaction aux chocs externes. Les économies orientées vers l'extérieur ont souffert de chocs externes plus grands que celles caractérisées par une orientation tournée vers l'intérieur mais néanmoins ont mieux maîtrisé les effets de ces chocs. En plus de l'expansion des exportations, les économies poursuivant une stratégie de développement orientée vers l'extérieur ont aussi expérimenté plus de substitution à l'importation que celles orientées vers l'intérieur. En outre, après un déclin temporaire, leur croissance économique s'accéléra tandis que les taux de croissance s'abaissèrent dans celles orientées vers l'intérieur.

Les différences dans les taux de croissance reflètent largement les différences dans les coefficients marginaux capital/output ( $I/\Delta Y$ ) et dans les ratios d'épargne domestique ( $S/Y$ ).

De plus, les taux de croissance économique ( $y$ ) sont aussi affectés par l'apport de capitaux externes, comme vérifié par l'équation ci-dessous (<sup>9</sup>).

$$y = \underset{(2.50)}{2.97} + \underset{(9.53)}{0.54} I/\Delta Y + \underset{(4.47)}{.20} S/Y + \underset{(3.23)}{.20} F/Y$$

$$R^2 = 0.86$$

Mais l'emprunt externe élève aussi les charges du service de la dette qui limiteront la croissance future à moins que les produits ne soient utilisés de manière productive, dans le sens qu'ils doivent être investis à des taux économiques de rendement au moins égaux aux taux d'intérêt réel payé sur les prêts.

Une efficacité plus élevée dans l'allocation des ressources existantes et des accroissements de ressources, de concert avec une exploitation des économies d'échelle, ont permis de maintenir des coefficients marginaux capital-output à de faibles niveaux dans les économies orientées vers l'extérieur.

L'utilisation de politiques d'ajustement a permis en outre de minimiser les augmentations dans les charges du service de la dette dans les économies poursuivant une stratégie orientée vers l'extérieur. En retour, les charges du service de la dette ont augmenté substantiellement dans les économies suivant des politiques orientées vers l'intérieur parce que ces économies se sont reposées à un niveau considérable sur l'emprunt externe pour amortir les effets des chocs externes.

Ces conclusions indiquent la nécessité d'un ajustement domestique qui requerrait, entre autres choses, d'établir des taux de change réalistes, d'éviter un biais contre l'exportation et de fournir des incitations pour l'épargne et l'investissement. De cette façon, on peut s'assurer que l'ajustement se produira à travers des augmentations dans la production plutôt qu'à travers des réductions dans les dépenses.

## II D - L'Article de Liebenthal (1981) (<sup>10</sup>)

Ce papier analyse quelques aspects de l'ajustement aux chocs externes par les pays Africains à bas revenu, à savoir le Kenya, la Tanzanie, le Sénégal et le Soudan, durant les années 70 et en particulier durant la période suivant l'augmentation des prix du pétrole, soit de 1974 à 1978.

---

<sup>9</sup> Dans le texte de Balassa, il est bien fait mention de  $I/\Delta Y$  mais dans la régression, il a été reporté  $\Delta Y/I$  qui est plutôt la productivité marginale du capital, soit  $\Delta Y/\Delta K$  avec  $I = \Delta K = K_t - K_{t-1}$

<sup>10</sup> Robert Liebenthal : Ajustement in Low Income Africa 1974 - 1978, World Bank Staff Paper No. 486, Août 1981, pp1 - 55

Liebenthal définit un ajustement réussi comme une réduction du déficit du compte courant, causé par un choc externe, à un niveau durable tout en maintenant le rythme du développement. L'ajustement ainsi défini a donc des aspects court terme et long terme.

Selon lui, un déficit induit de manière externe peut être financé soit par un emprunt accru, ce qui implique des gains croissants de devises étrangères dans le long terme, soit par une assistance concessionnelle accrue, ce qui ne peut pas se faire sur de longues périodes.

Alternativement, un déficit peut être réduit par une production croissante de biens échangeables (exportations ou substitution à l'importation) et par des réductions dans le niveau et le taux de croissance de la demande domestique et donc des importations.

Pour les pays d'Afrique en général et ces quatre (4) pays en particulier, l'ajustement a pris la forme d'une production domestique réduite compensée en partie par une assistance externe accrue et en partie par des mouvements compensatoires des termes de l'échange.

Du côté de la gestion de la demande, les résultats de Liebenthal établissent que les quatre (4) pays étudiés ont pris des mesures d'ajustement de court terme après le premier choc pétrolier, au moins dans le sens limité de maintenir la stabilité financière. Ces mesures ont eu pour principal effet de restreindre la demande domestique avec des coûts très durs à court terme dans l'emploi et les revenus au niveau du secteur moderne. Il y avait, cependant, moins de succès dans la démarche de s'assurer que ces mesures de gestion de la demande soient complétées par des mesures pour encourager la production de biens échangeables, spécialement les exportations, ce qui aurait pu permettre à la croissance de se maintenir.

Du côté des investissements, il a été enregistré une croissance de l'aide durant cette période reflétant en grande partie la préférence des bailleurs de fonds pour de nouveaux investissements, au détriment des dépenses récurrentes.

Parallèlement à cette sur-expansion des programmes d'investissement s'est reliée l'expérience de systèmes d'allocation de devises étrangères par priorité. Dans ce processus, comme les ressources disponibles en devises étrangères devenaient de plus en plus contraignantes, les facilités productives existantes et les infrastructures ont été affectées négativement.

Enfin, en ce qui concerne la pauvre performance des exportations, plus particulièrement, Liebenthal reconnaît l'importance des problèmes structurels, à savoir la production des biens (café, cacao, phosphate) pour un marché mondial non stable, les contraintes technologiques dans l'agriculture, les problèmes institutionnels et les contraintes de main-d'oeuvre. Mais, il insiste sur le fait que les mesures de politique ont grandement sous-estimé le degré de réponse des incitations de toutes sortes (non seulement les prix justes) et ont accordé une priorité inadéquate à l'agriculture non seulement en termes d'investissement, de politiques de prix et de commercialisation mais aussi à travers des aspects du cadre général de politique macro-économique (taux de change et structure fiscale) qui ont des effets directs.

## II E -L'Article de Bela Balassa (1982) <sup>(11)</sup>

Dans cet article, Balassa définit les politiques d'ajustement structurel comme des réponses de politiques aux chocs externes appliquées dans le but de retrouver le sentier de croissance de l'économie nationale antérieur aux dits chocs. Ceci implique donc en retour des améliorations dans la balance des paiements à la suite des effets adverses des chocs externes étant donné que la position de balance des paiements d'un pays constitue une contrainte à sa croissance économique. Dans la première moitié des années 70, ces chocs externes incluent le quadruplement des prix du pétrole en 1973 - 1974 et la récession mondiale de 1974 - 75.

Une définition plus large inclura aussi les ajustements aux chocs internes qui peuvent trouver leur origine dans les politiques non appropriées telles les mesures fiscales expansionnistes prises au Mexique après 1972, ou dans des événements politiques tels la révolution d'Avril 1974 au Portugal. Comme les chocs externes, les chocs internes affectent négativement la croissance économique et la balance des paiements, nécessitant ainsi l'application de politiques d'ajustement structurel.

Balassa a estimé les effets de balance des paiements des chocs externes sous forme de détérioration des termes de l'échange et de baisse dans la demande mondiale après 1973 pour 28 pays en développement incluant douze pays nouvellement industrialisés. Il a en outre analysé les réponses de politiques aux chocs externes dans ces économies et estimé les effets de balance de paiements des politiques appropriées, incluant le financement additionnel externe net, la promotion des exportations, la substitution aux importations, et la réduction de manière temporaire du taux de croissance économique.

Selon Balassa, toutes les économies nouvellement industrialisées ont expérimenté des chocs externes adverses durant la période 1974 - 1978 mais elles se sont comportées différemment en termes de politiques appliquées. La Corée du Sud, Singapour et Taiwan ont adopté une stratégie de développement tournée vers l'extérieur au début des années 60 fournissant des incitations similaires aux ventes sur le marché domestique et les marchés étrangers et ont continué avec cette stratégie après 1973. Ces pays ont été rejoints par le Chili, l'Uruguay qui avaient appliqué au début une stratégie tournée vers l'intérieur, mettant l'emphase sur une protection élevée des marchés domestiques et un biais contre les exportations, mais qui ont appliqué une stratégie tournée vers l'extérieur après les chocs externes de 1974. A l'inverse, après des efforts antérieurs pour réduire le biais contre les exportations, le Brésil, Israël, le Portugal et la Yougoslavie ont augmenté leur degré d'orientation vers l'intérieur tandis que l'Argentine, le Mexique, et la Turquie maintenaient relativement leur stratégie tournée vers l'intérieur.

En même temps, dans trois (3) des pays nouvellement industrialisés, les chocs internes ont prédominé. Ils prennent la forme de politiques excessivement expansionnistes en Argentine et au Mexique et reflètent les effets économiques de la révolution d'Avril au Portugal.

Pour douze (12) autres pays moins développés, quatre (4) à savoir, le Kenya, l'Île Maurice, la Thaïlande et la Tunisie peuvent être caractérisés comme ayant appliqué des stratégies

---

<sup>11</sup> Bela Balassa : Structural Adjustment Policies in Developing Economies, World Development, 1982, Vol. 10, No. 1, pp 23 - 38.

tournées vers l'extérieur tandis que pour les huit (8) autres, c'était l'inverse. Dans ce dernier sous-groupe de trois (3), la Jamaïque, le Pérou, la Tanzanie ont expérimenté des chocs internes sous forme de ruptures économiques résultant de politiques gouvernementales ; tel n'était pas le cas pour les cinq (5) autres, à savoir l'Égypte, l'Inde, le Maroc, les Philippines et la Zambie.

Par contre, l'étude de Balassa révèle que quatre (4) des vingt huit (28) économies en développement étudiées ont bénéficié de chocs externes favorables durant la période 1974 - 1978. Dans ce cas, les améliorations dans les termes de l'échange dus à la hausse du prix du pétrole (Indonésie et Nigeria) du café (Colombie), du cacao et du café (Côte d'Ivoire) ont excédé les effets adverses de volume dus à la chute dans la demande mondiale.

Les conclusions de l'article de Balassa insistent sur les éléments d'un paquet de mesures pouvant être appliquées dans les pays en développement pour réviser leurs politiques à la suite de chocs externes ou internes. Ces éléments incluent les incitations à la production, les incitations à l'épargne et à l'investissement, les investissements publics, les politiques monétaire, budgétaire et sectorielles. La combinaison particulière à choisir dépendra des conditions particulières du pays concerné.

Les pays en développement peuvent aussi accroître leur recours à l'emprunt étranger pour faciliter l'ajustement aux chocs externes et établir ainsi une soupape de sécurité aux fins d'entreprendre les réformes nécessaires. Cependant, afin d'éviter des augmentations trop fortes dans le fardeau du service de la dette, l'emprunt étranger devrait être investi à des taux économiques de rendement au moins égaux au taux d'intérêt réel pays sur les prêts.

De manière générale, les réformes proposées par Balassa contribuent à l'ajustement sous forme d'augmentations dans la production à travers une allocation améliorée de ressources et des accroissements dans les parts d'épargne et d'investissement dans la dépense totale. Néanmoins, les réformes tendraient aussi à améliorer la distribution du revenu en réduisant le biais contre les exportations et contre les activités agricoles qui sont généralement intensives en main-d'oeuvre dans les pays en développement et en diminuant le biais en faveur des activités intensives en capital.

## **II F -L'Article de Bela Balassa (1986) <sup>(12)</sup>**

Dans cette publication, Balassa considère à nouveau (Balassa 1982) deux catégories de pays : des pays avec stratégie de développement orientée vers l'extérieur et d'autres avec stratégie de développement tournée vers l'intérieur. L'impact des chocs exogènes analysé inclue les effets de termes de l'échange et des volumes d'exportation associés aux hausses du prix du pétrole puis les effets de taux d'intérêt. Les deux groupes de pays incluent les pays nouvellement industrialisés et les pays moins développés.

Les résultats ont montré que les pays orientés vers l'extérieur avaient enregistré

---

<sup>12</sup> Bela Balassa : Policy Responses to Exogenous Shocks in Developing Countries, American Economic Review, May 1986, pp 75 - 78.

une plus grande perte de termes de l'échange et subi des effets adverses du volume des exportations plus importants que les pays orientés vers l'intérieur pour les deux périodes de chocs externes, soit 1973 - 1978 et 1978 - 1983.

Durant la période 1973 - 1978, les pays orientés vers l'intérieur ont compensé l'impact des chocs externes sur la balance des paiements par le recours à un financement externe additionnel net avec pour objectif de maintenir le taux de croissance économique passé en dépit de la détérioration de l'environnement externe. Mais c'était sans succès et le taux de croissance du PNB a décliné. En même temps, les pertes dans les parts des marchés d'exportation accentuaient les effets des emprunts sur le ratio du service de la dette par rapport aux exportations, lequel ratio est passé de 22 pour-cent en 1973 à 43, pour-cent en 1978.

Quant aux pays orientés vers l'extérieur, ils appliquèrent initialement des politiques déflationnistes pour limiter le recours au financement externe, ce qui a entraîné une baisse du rythme de croissance du PNB mais ce ne fut que temporaire. En effet, suite à l'application de politiques de promotion des exportations qui ont compensé pleinement les effets adverses des chocs externes sur la balance des paiements, il y a eu une accélération de la croissance économique.

La deuxième période trouvait les pays tournés vers l'intérieur avec un endettement considérable. Certains d'entre eux pouvaient recourir à un emprunt additionnel alors que d'autres cessaient d'être éligibles. Donc, les pays orientés vers l'intérieur firent moins usage de financement externe net additionnel dans la seconde période des chocs externes. Ils appliquèrent des politiques déflationnistes conduisant au déclin dans le taux de croissance économique. Tous les pays orientés vers l'intérieur, autres que le Mexique, perdaient des parts de marché d'exportation.

Quant aux pays orientés vers l'extérieur, ils ont continué à appliquer leurs politiques de promotion à l'exportation leur permettant d'accroître les parts de marché et de dynamiser leur croissance économique. En même temps, ils ont continué de limiter leur dépendance vis à vis du financement externe. Leur service de la dette restait en dessous de 14 pour-cent en dépit de la croissance des taux d'intérêt mondiaux. Pour les pays tournés vers l'intérieur, ce taux a, par contre, continué à augmenter et a atteint 53 pour-cent en 1983.

Pour Balassa, les pays orientés vers l'extérieur ont affronté des chocs externes plus considérables que ceux orientés vers l'intérieur, mais ils ont pu mieux faire face à cette situation en adoptant des mesures politiques plus appropriées. Ils ont accepté un déclin temporaire dans la croissance du PNB dans les deux périodes au lieu de compter sur l'emprunt étranger, et leur croissance économique s'accélérait subséquentement, dû aux politiques de croissance de la production appliquées, en particulier en se basant sur la promotion des exportations.

Les pays orientés vers l'intérieur, cependant, dépendaient exclusivement de l'emprunt étranger en réponse aux chocs externes à la première période. Mais, le biais du système d'incitation contre les exportations et les activités primaires, le contrôle des prix et le choix fréquent de projets d'investissement public à coût élevé n'ont pas permis un usage efficace des ressources disponibles conduisant à de faibles taux de croissance économique de 1,7 % en moyenne entre 1982 et 1984 contre 5.3 pour-cent pour les pays orientés vers l'extérieur.

## **II G - L'Article de Moshin S. Khan (1986)<sup>(13)</sup>**

Ce travail a comme objectif d'évaluer les réponses du taux de change des pays en développement à la variété de chocs exogènes auxquels les pays en développement firent face aux cours de ces récentes années.

Khan discute des principaux chocs externes qui suivirent durant la dernière décade et des effets probables de ceux-ci sur le taux de change réel.

Il identifie quelques chocs externes responsables des difficultés rencontrées dans les comptes courants par les pays en développement non exportateurs de pétrole durant les années 70, et discute, par la suite, des effets théoriques des chocs externes sur le taux de change réel en mettant l'accent sur les variations de prix relatifs des biens non échangés et manufacturés domestiques.

Selon Khan, l'accroissement du taux d'intérêt réel étranger tendrait à réduire l'emprunt et les dépenses par le biais d'une réduction de l'investissement et d'un accroissement de l'épargne et, par l'augmentation du service de la dette. Ceci aurait des impacts sur les dépenses domestiques par le biais de la réduction du revenu disponible.

Son analyse du comportement du taux de change réel dans les pays en développement lui a permis de vérifier que ce taux s'appréciait, laquelle appréciation est attribuable soit aux grands flux de financement étranger, soit aux politiques de taux de change inappropriées.

En conclusion, Khan trouve que certains pays d'Asie de sud-est avaient plus de succès dans l'ajustement aux chocs externes, que d'autres pays, et que particulièrement les exportateurs de produits primaires étaient moins enclin à adopter des politiques appropriées et alors expérimentaient des appréciations réelles substantielles du taux de change. Cette absence d'ajustement provenait du fait que dans certains pays les responsables étaient réticents à prendre des mesures pour réaliser une dépréciation du taux de change effectif assez grande pour contrecarrer les effets des chocs externes tandis que dans d'autres pays la nécessité de l'ajustement ne se faisait pas sentir étant donné une position de réserves raisonnablement forte, la disponibilité de capital étranger et peut-être l'anticipation d'un renversement rapide des développements internationaux adverses.

Entre 1981 - 84, la tendance dans les pays en développement a été le passage de systèmes de taux de change fixes à des taux flexibles et, durant cette période, pour les cent six (106) pays en développement pour lesquels les données étaient disponibles, près de la moitié ont adopté, selon Khan, des politiques qui ont résulté en une dépréciation des taux de change effectifs.

## **II H - L'Article de Vito Tanzi (1986)<sup>(14)</sup>**

---

<sup>13</sup> Moshin S. Khan : Developing Country Exchange Rate Policy Responses to Exogenous Shocks, American Economic Review, 1986, Vol. No.2, pp 84 - 87.

<sup>14</sup> Vito Tanzi : Fiscal Policy Responses to Exogenous Shocks in Developing Countries, American Economic

Dans son texte relatif aux réponses de politique fiscale aux chocs exogènes dans les pays en développement Tanzi (1986) discute des facteurs associés aux chocs exogènes, de l'impact de ces chocs sur les variables fiscales et quelques réponses de politique par pays. Il définit les chocs exogènes comme des événements externes incontrôlables qui ont des effets substantiels sur le niveau de revenu d'un pays.

Comme Moshin S. Khan(86), il étudie les facteurs associés aux chocs externes et, en ce sens il retient les variations de gains à l'exportation, les variations dans la majeure partie des prix à l'importation, les variations dans le coût de l'emprunt étranger, les variations dans la disponibilité de crédit étranger, les variations dans le niveau des concessions étrangères et les variations dans les autres facteurs (changements dans les remises des travailleurs étrangers en investissement direct étranger, dans les niveaux de sorties de flux de capital...)

Par la suite, Tanzi évalue les effets des chocs exogènes sur les variables fiscales et trouve que l'impact automatique de ces chocs sur les variables fiscales est plus important dans les pays en développement que dans les pays industriels et que l'habileté des pays en développement à neutraliser ces effets est beaucoup plus limité.

Dans les pays industrialisés, les chocs externes affectent les revenus et l'activité économique beaucoup plus que les variables fiscales elles-mêmes étant donné que le secteur fiscal n'est pas étroitement lié au secteur externe. Par conséquent, les changements observés dans les variables fiscales peuvent être attribué aux réponses de politique. Par exemple, à la suite de la hausse des prix du pétrole, les gouvernements ont réagi en augmentant le niveau des dépenses publiques à travers les transferts aux familles.

Selon Tanzi, l'impact des chocs externes sur les variables fiscales est beaucoup plus direct ou automatique et, par conséquent, les changements observés dans les variables fiscales ne devraient pas être attribués principalement aux changements de politique. Il existe un lien étroit dans les pays en développement entre le budget et secteur externe. Ce lien dépend de la haute proportion des taxes sur le commerce extérieur dans le revenu total, du poids élevé des taxes de vente domestique à partir des importations, du recours important du secteur public à l'emprunt étranger ou aux dons externes, du pourcentage élevé de la dette externe public.



Tanzi souligne d'autre part que le lien étroit entre le secteur externe existe du côté de la dépense. Puisque certaines dépenses du gouvernement sont financées par des taxes affectées, quand le revenu de la taxe tombe, à cause des chocs externes, les ressources disponibles pour ces dépenses baissent aussi.

Tandis que les chocs affectent les niveaux de revenus réels dans les pays industriels et en développement, ils ont de loin des effets plus prononcés et directs sur le secteur fiscal des pays en développement.

Selon Tanzi, contrairement aux pays industrialisés où les gouvernements ont beaucoup plus de contrôle sur les sources de revenus, où les revenus sont rarement liés au secteur externe et où il a toujours l'option de vendre des bonds domestiques pour générer des revenus additionnels domestiques pour le secteur public de manière non inflationniste, dans les pays en développement le degré de liberté dans le domaine de la politique économique est beaucoup plus restreint. La génération de sources de revenus domestiques non fiscales et anti-inflationnistes est extrêmement limitée. Ainsi, en l'absence d'emprunt externe et une fois la possibilité de financer les dépenses à travers l'accumulation d'arriérés épuisée, il y a une limite au montant de dépense publique que le gouvernement sera à même de maintenir.

L'alternative réaliste des pays en développement est de réduire la dépense publique. Comme il est souvent politiquement difficile de réduire la dépense courante à court terme, la pression de l'ajustement est souvent déplacée vers les dépenses de capital. C'est normalement vu comme un type indésirable d'ajustement. Cependant, si ce sont les projets d'investissement improductifs qui sont éliminés, ce n'est pas aussi indésirable qu'on l'a souvent crû.

## **II I -L'Article de Moreno (1990) <sup>(15)</sup>**

Cet article constitue le modèle de référence de notre travail de recherche.

Dans ce papier, Moreno(1990) présente un modèle d'une petite économie ouverte qui illustre les réponses d'équilibre possibles du taux de change réel et de compte courant aux changements dans le taux mondial d'intérêt et dans les termes de l'échange. Le modèle fournit un cadre théorique simple pour évaluer, d'une part, si l'ajustement aux chocs externes en 1978 - 87 dans quatre économies d'Asie, à savoir : la Corée, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour, était cohérent avec l'équilibre et, d'autre part, les implications pour la performance économique.

---

<sup>15</sup> Ramòn Moreno : External Shocks and Adjustment in four Asian Economies 1978-87, Federal Reserve Bank of San Francisco, Economic Review, Winter 1990, pp 27 - 41.

## II I 1 - Le Modèle Théorique

### II I 1a Les Hypothèses de Base du Modèle

- a - L'économie dispose de trois biens : un bien non - échangeable, un bien exportable et un bien importable qui sont tous produits et demandés par les résidents domestiques;
- b - L'Offre Globale de biens de plein emploi dans l'économie est donnée de manière exogène, par dotation;
- c - Les prix domestiques sont supposés être flexibles, le taux de change nominal est fixé par le Gouvernement et les prix mondiaux des biens importables et exportables sont déterminés dans les marchés mondiaux.

### II I 1 b -Les Équations du Modèle

Le modèle comporte un ensemble de dix équations permettant de déterminer l'Offre Globale (équation 1), la Demande Globale (équations 2 et 3), l'équilibre dans les biens non - échangés (équations 4 et 5) et l'équilibre du secteur externe (équations 6 à 10).

#### II I 1 b i -L'Offre Globale

L'Offre Globale, dans l'économie représente la somme de l'offre des trois (3) types de biens produits dans l'économie

$$\begin{aligned} S &= P_n S_n + P_m S_m + P_x S_x \\ &= P_n s_n S + P_m s_m S + P_x s_x S \end{aligned} \quad (1)$$

où  $P_n$ ,  $P_m$ ,  $P_x$  représentent les prix domestiques courants des biens non-échangeables, importables et exportables.

$S_i$  ( $i = n, m, x$ ) est l'offre de chaque bien et  $s_i$  est la part de chaque bien dans l'offre totale.

#### II I 1 b ii -La Demande Globale

La demande globale est la somme de la demande pour les biens non-échangeables, importables et exportables.

$$\begin{aligned} D &= P_n D_n + P_m D_m + P_x D_x \\ &= P_n d_n D + P_m d_m D + P_x d_x D \end{aligned} \quad (2)$$

En outre, la demande globale est la somme de la demande privée d'équilibre  $D^e$ , et de la demande gouvernementale  $D_g$ . La demande privée d'équilibre est fonction de la demande des consommateurs et de la demande d'investissement. La demande d'équilibre des consommateurs est le résultat d'une maximisation d'utilité intertemporelle soumise à la contrainte de budget intertemporelle de l'économie, tandis que la demande d'investissement est déterminée par la condition d'optimisation que le coût mondial des fonds ( $i^*$ ) devrait être égal au produit marginal du capital. De est aussi une fonction croissante du revenu permanent du secteur privé, (PI). Ce revenu permanent (<sup>16</sup>) dépend à son tour des taux d'intérêt mondiaux et des termes de l'échange.

La demande globale dans l'économie peut être aussi directement influencée par la politique gouvernementale,  $D_g$ , qui peut aider ou empêcher le secteur privé d'atteindre un sentier optimal de dépenses.

Ces relations sont ainsi résumées :

$$D = D^e [PI (i^*, P_x/P_m), i^* - MPK] + D_g \quad (3)$$

### II I 1 b iii - L'Équilibre dans les biens non-échangés

Moreno suppose que les parts respectives des biens non échangés dans l'Offre et la Demande Globales dépendent du prix relatif des biens échangés et non-échangés,  $e$ , défini tel que

$$e = P_N/E(P^*_t) \quad (4)$$

où  $E$  est le taux nominal de change (en unités de monnaie domestique par unité de monnaie étrangère),  $P_t$  est le prix des biens échangeables, défini comme une moyenne pondérée des prix des biens importables et exportables et \* se réfère aux prix exprimés en monnaie étrangère. Le prix relatif,  $e$ , est aussi le taux de change réel.

De plus, une hausse dans  $e$  augmente la part,  $s_n$ , des biens non-échangés dans l'offre totale ( $s_n$  croît avec  $e$ ) parce que la profitabilité accrue de la production des biens non-échangés déplace des ressources vers le secteur des biens non-échangés. En même temps, une hausse dans  $e$  diminue la part  $d_n$  de biens non-échangés dans la demande totale ( $d_n$  décroît avec  $e$ ).

<sup>16</sup> Par exemple, si le pays est débiteur net, une augmentation permanente dans les taux d'intérêt mondiaux augmente le volume des exportations nécessaires au service de la dette réduisant ainsi le revenu permanent disponible pour la consommation domestique. Un déclin permanent dans les termes de l'échange réduit aussi le revenu permanent en augmentant le volume des exportations nécessaires pour acheter un volume donné d'importations.

Ainsi, l'équilibre dans le secteur des biens non échangés devient :

$$P_n s_n(e) S = P_n d_n(e) D \quad (5)$$

Dans l'équation (5), l'offre globale domestique est déterminée exogènement par dotations et D est déterminée dans l'équation (3) par les variables qui sont exogènes au modèle. Puisque les taux de change nominaux et les prix mondiaux des exportations et des importations sont déterminés exogènement, les prix des biens non-échangés s'ajusteront pour satisfaire l'équation (5) résultant en un taux de change réel d'équilibre le marché des biens non-échangés.

### II I 1 b iv - Le Secteur Externe

Les parts des biens importables dans l'Offre et la Demande Globales sont fonction du taux de change réel aussi bien que du prix relatif des biens exportables et importables. Une hausse dans le taux de change réel ou dans le prix des biens exportables versus biens importables (les termes de l'échange) réduira l'offre domestique de biens importables tandis qu'elle augmentera la demande pour de tels biens. Donc, on a :

$$P_m S_m = P_m s_m(e, P_x/P_m) S \quad (6)$$

$$P_m D_m = P_m d_m(e, P_x/P_m) D \quad (7)$$

Le niveau des exportations peut être déterminé de manière similaire :

$$P_x S_x = P_x s_x(e, P_x/P_m) S \quad (8)$$

et

$$P_x D_x = P_x d_x(e, P_x/P_m) D \quad (9)$$

Puisque le marché des biens non-échangés s'équilibre toujours ( $S_n = D_n$ ), la différence entre l'Offre Globale et la Demande Globale égalise la balance en compte courant (CA), ou l'offre excédentaire de biens et de services dans le secteur des biens échangés.

$$S - D = CA = P_x(S_x - D_x) - P_m(D_m - S_m) \\ = P_x X - P_m M \quad (10)$$

En supposant qu'il n'y a pas de gouvernement, D de l'équation (10) devient égal à De de l'équation (3). Étant donné  $e_0$ , l'équation (10) définit alors un équilibre de compte courant, ou un niveau de prêt ou emprunt externe qui est cohérent avec la maximisation de l'utilité intertemporelle privée.

La conclusion de Moreno à ce modèle théorique est, qu'à l'équilibre, un pays en développement connaîtra des déficits en compte courant pour deux raisons. Premièrement, les revenus per capita sont plus faibles que ce qu'ils sont supposés être dans le futur, ainsi on accroît le bien-être en empruntant afin de régulariser la consommation. Deuxièmement, dû à la rareté relative du capital installé, le produit marginal du capital est vraisemblablement plus élevé que celui des pays industrialisés, rendant profitable l'emprunt pour financer l'investissement.

### **III 2 -L'Analyse des Chocs Externes et de leur Impact en Regard des Conclusions du Modèle Théorique**

Les réponses des quatre (4) économies asiatiques, mentionnées antérieurement, aux chocs externes de 1978 à 1987 ont été évaluées par rapport à l'équilibre suggéré par le modèle théorique présenté dans la section précédente. Puisque les chocs externes dans la première moitié de la période étaient largement adverses tandis que ceux de la deuxième moitié étaient généralement favorables, l'évaluation des résultats de l'ajustement a été réalisée en deux (2) sous périodes, 1978 - 1982 et 1983 - 1987.

Dans cette première sous période, l'impact des changements des taux d'intérêt mondiaux sur le revenu des quatre (4) pays a été négatif. Il en a été de même pour l'impact des changements dans les termes de l'échange sur le revenu, à l'exception de Singapour.

Les résultats n'ont pas été uniformes en ce qui a trait à la performance économique, plus précisément l'analyse des tendances dans le compte courant, les taux de change nominaux et réels, le Produit National Brut réel et le ratio Dette/PNB. Par exemple, les déficits en compte courant ont quadruplé en Corée, le taux de change réel s'est apprécié, l'inflation a été à la hausse tandis qu'il y a eu chute du Produit National Brut culminant vers une récession en 1980. En Thaïlande, le taux de change réel s'est apprécié à la fin de la sous période, l'inflation a été plus modérée qu'en Corée, une chute du Produit National Brut a été enregistrée et le ratio de la Dette/PNB s'est élevé beaucoup de 14% à 35%. En Malaisie et au Singapour, les déficits en compte courant augmentèrent et le taux de change s'apprécia fortement sans effets inverses connus pour la Corée et la Thaïlande, l'inflation était relativement modérée dans ces deux (2) pays et les taux de croissance du Produit National Brut étaient relativement élevés.

Selon Moreno, la deuxième période a renversé la plupart des chocs expérimentés en 1978 - 87 et, comme résultat, la Corée, la Thaïlande et la Malaisie qui étaient affectées par les chocs externes dans la période antérieure ont bénéficié des changements dans l'environnement externe tandis que Singapour, largement favorisé dans la première sous-période était largement et adversement affecté en 1983 - 1987. Par exemple, les termes de l'échange ont en moyenne grandement décliné pour Singapour seulement.

Le modèle théorique suggère que en 1983 - 1987, les déclin dans les taux d'intérêt et les améliorations dans les termes de l'échange devraient être cohérents avec de plus grands déficits en compte courant et une appréciation du taux de change réel en Corée et un peu plus tard en Thaïlande et en Malaisie. D'un autre côté, la réponse d'équilibre pour Singapour devrait être une réduction dans les déficits en compte courant et une dépréciation du taux de change réel.

Les résultats de performance économique pour ces quatre (4) économies ont montré que les sentiers actuels de taux de change réel au cours de cette période se sont écartés des sentiers d'équilibre prédit par le modèle.

Selon le modèle, la sous-évaluation du taux de change est suggérée par de larges surplus de compte courant en Corée et en Malaisie et par des indicateurs de demande excédentaire en Corée et en Thaïlande. On peut aussi ajouter que Singapour a excédé la dépréciation requise pour répondre aux mouvements adverses dans les termes de l'échange et pour corriger une apparente surévaluation de la monnaie nationale. En outre, de larges surplus en compte courant suggèrent que les opportunités pour la consommation et l'investissement dans ces économies en croissance n'ont pas été pleinement exploitées.

Une justification possible pour les surplus de compte courant dans ces économies est leur gestion prudente de la dette externe.

Enfin, souligne Moreno, l'habileté de ces quatre (4) économies à empêcher une surévaluation du taux de change réel en face de chocs externes adverses a contribué à leur performance économique réussie entre 1978 - 1987.

## **TROISIÈME PARTIE**

### **III - L'analyse des Chocs Externes et de leur Impact**

#### **III A - Chocs Externes, Réponses de Politique et Performance Économique: Une Procédure Empirique.**

##### **III A 1 - La Méthodologie de Calcul**

Comme défini par Vito Tanzi (1986), nous considérons comme chocs exogènes les événements externes incontrôlables qui ont des effets substantiels sur le niveau de revenu d'un pays et d'autres variables-clé indicatrices de la performance économique.

Dans notre analyse d'impact nous considérons une sous- période s'étendant de 1974 - 75 à 1979 - 80 et une autre de 1982 - 83 à 1988 - 89. Les deux sous-périodes ont été choisies, l'une en fonction du choc pétrolier de 1974 et l'autre en relation à la récession économique mondiale de 1982 qui a suivi le second choc pétrolier.

L'impact des chocs externes sera déterminé, sur la base des tableaux 16 et 17, à partir des taux d'intérêt et des termes de l'échange. Ce tableau sera calculé en utilisant la méthodologie de Moreno (1990), et donc en tenant compte du produit négatif du taux d'intérêt américain<sup>17</sup>) après ces deux chocs et de la proportion de la dette externe d'Haïti par rapport au produit national brut. Le produit négatif des deux valeurs traduit l'impact d'un choc de taux d'intérêt sur le revenu national via le service de la dette qu'il entraîne.

Pour les termes de l'échange, il sera calculé à partir du produit de la variation des termes de l'échange et du ratio des importations réelles par le produit national brut réel, ce qui traduirait la variation du volume des importations par rapport au PNB généré par les termes de l'échange.

Les réponses de politique aux chocs sus-mentionnés seront analysées sur la base des tableaux 18 et 19 à partir du comportement observé du compte courant, de l'inflation, des taux de change nominal et réel, du taux de croissance du produit national brut et du ratio de la dette par le PNB.

##### **III A 2 - LES RÉSULTATS**

D'après le procédé utilisé par Moreno, nous avons remarqué que de 1974 - 75 à 1978 - 79 une variation moyenne de - .1689 % a été provoquée par les changements dans le taux d'intérêt américain sur le PNB haïtien.

---

<sup>17</sup> Moreno a utilisé le LIBOR pour représenter l'impact des changements dans les taux d'intérêt mondiaux sur le revenu. En utilisant les taux d'intérêt américains de manière spécifique, nous voulons tester le poids de l'influence de l'économie américaine sur l'économie haïtienne.



En effet, au début de la sous-période considérée, le taux d'intérêt américain a baissé successivement de 2.05 et .83 points de pourcentage alors qu'à partir de 1977 jusqu'à 1979, la variation était positive passant de 0.28 en 1977 à 2.82 en 1989.

La variation moyenne de - .1689 % enregistrée pour la sous-période et relative à l'impact des changements dans le taux d'intérêt américain sur le PNB haïtien montre qu'Haïti a été très affectée par les chocs externes de 1974. Cette réduction du revenu disponible s'est plus lourdement manifestée en 1978 et en 1979, années pour lesquelles les variations du taux d'intérêt ont été les plus fortes, et cela contrairement aux années 1975 et 76 durant lesquelles il a été enregistré un impact positif suite à une variation négative dans les taux d'intérêt américains.

Tableau No.16

|                        | Impact des Chocs Externes<br>(en pourcentage du PNB) |         |        |         |         | Moyenne |
|------------------------|--|---------|--------|---------|---------|---------|
|                        | 1975   | 1976    | 1977   | 1978    | 1979    |         |
| Taux d'Intérêt*        | .2584  | .1055   | -.0533 | -.4512  | -.7021  | -.1689  |
| Termes de l'échange ** | 0.7146   | 12.3743 | 6.2673 | -0.5463 | -3.4334 | 3.0753  |

\* Impact de la Variation du Taux d'intérêt = Variation du taux d'intérêt américain \*(Dette/PNB)

\*\* Impact de la Variation dans les Termes = Variation en pourcentage dans les Termes de l'Échange \* (Importations réelles /PNB réel)

Pour ce qui est des termes de l'échange, ils ont influencé le revenu national en moyenne de 3.0753 pourcent l'an. Les années 76 et 77 ont été déterminantes dans ce comportement avec 12.3743 pourcent et 6.2673 pourcent. Un accroissement des exportations de 33.42 pourcent et 19.41 pourcent respectivement a contribué à l'accroissement du revenu national par le biais d'une amélioration considérable des termes de l'échange.

Comme nous le remarquons, alors que le taux d'intérêt américain, par son comportement, a affecté négativement le revenu national, au cours de cette première période, Haïti a, parallèlement, bénéficié de chocs de termes de l'échange positifs. L'installation d'industries d'assemblage dans l'économie favorisa ce comportement de même que l'accroissement des exportations et, également les flux croissants d'aide à partir de 1975.

L'impact des chocs de taux d'intérêt au cours de la période 1983 - 1989 a été en moyenne bénéfique au revenu comparé à ce qui a été observé subséquentement au premier choc pétrolier. En effet, une variation positive moyenne de .1413 pourcent l'an a été provoquée par le taux d'intérêt américain sur le revenu national. Ce taux d'intérêt, au cours de la période, a décré en moyenne de 37.28 pourcent ce qui réduisit le coût de la dette et, conséquemment, augmenta le revenu national pour les sept années considérées. Cette augmentation moyenne de .1413 pourcent du taux d'intérêt américain sur le PNB haïtien traduit nettement, et une fois de plus, la relation

| Tableau No. 17         | Réactions aux Chocs Externes<br>(en pourcentage du PNB) |        |        |        |        |         |        | Moyenne |
|------------------------|---|--------|--------|--------|--------|---------|--------|---------|
|                        | 1983  | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988    | 1989   |         |
| Taux d'Intérêt *       | .7975   | -.3573 | .7066  | .5753  | .0600  | -1.0579 | .2641  | 0.1413  |
| Termes de l'échange ** | 0.1860  | 4.9375 | 3.2393 | 2.4222 | 0.5624 | -2.8186 | 1.2563 | 1.3900  |

\* Impact de la Variation du Taux d'Intérêt = Variation du taux d'Intérêt Américain\*(Dette/PNB)

\*\*Impact de la Variation dans les Termes de l'Échange = Variation en pourcentage dans les Termes de l'échange \*(Importations réelles/PNB réel)

de dépendance, laquelle est très manifeste si on prend en considération les années 83 et 85 durant lesquelles les variations négatives du taux d'intérêt américain de 2.1 et de 2.8 conduisent à des variations positives dans le PNB haïtien .79 et .70 respectivement et aussi l'année durant laquelle la variation positive du taux d'intérêt américain était de 2.28 et l'impact négatif sur le PNB haïtien de 1.05.

La sous-période 83 - 89 montre qu'Haïti a bénéficié de chocs externes sur la période avec une amélioration dans les termes de l'échange qui ont un impact d'environ 1.39 pourcent comme pourcentage du PNB. Cet impact modéré traduit surtout la tendance à l'ouverture de l'économie enregistrée durant cette phase de croissance de l'économie haïtienne et le financement d'une grande partie des déficits courants par l'assistance externe.

Tableau No. 18

## Réactions aux Chocs Externes et Performance Économique

|                            | 1975  | 1976  | 1977  | 1978  | 1979   |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Compte Courant(1)          | -8.74 | -9.74 | -9.04 | -9.62 | -10.41 |
| Taux de change réel(3)     | 0.20  | 0.208 | 0.193 | 0.18  | 0.19   |
| Taux de change nominal(2)  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00   |
| Inflation (4)              | 1.79  | 6.94  | 6.49  | -2.59 | 13.05  |
| Croissance du PNB réel (4) | 10.94 | 15.93 | 4.01  | 4.76  | 4.82   |
| Dette Externe(4)           |       | 11.25 | 16.51 | 20.73 | 22.19  |

(1) en pourcentage du PNB

(2) gourdes Par Dollar US

(3) nombre de centimes US par gourde

(4) en pourcentage

L'analyse du tableau No.18 révèle que pour la période 1975-1979, et suite au choc pétrolier de 1974, les déficits de la balance de compte courant ont nettement été à la hausse, traduisant le poids important des importations dans le solde de la balance commerciale. Le système de taux de change fixes en vigueur à l'époque (cinq gourdes pour un dollar US) est explicite et une dépréciation du taux de change réel a été enregistrée en moyenne et causée par le comportement du taux de change réel pour les années 1977 à 1979 malgré une légère appréciation en 1976. Cette dépréciation modérée du taux de change réel s'explique en grande partie par l'impact assez faible de l'amélioration des termes de l'échange malgré la nette augmentation du financement externe à partir du milieu des années 70. Les politiques expansionnistes de cette période ne sont pas pleinement reflétées dans le comportement de l'inflation qui a été d'un niveau élevé en 1975, modéré en 1976 et 77, négatif en 1978 et, à nouveau, d'un niveau élevé en 1979.

La croissance du PNB réel a nettement bénéficié des politiques expansionnistes de la période et, plus particulièrement, du financement étranger. La croissance exceptionnelle de 1976 est révélatrice à ce sujet.

Quant au comportement de la dette externe, il traduit, de manière claire, la logique de la politique économique en vigueur à l'époque, d'avoir recours à un accroissement de l'emprunt étranger pour faire face à l'impact des chocs externes.

Pour la période, 1983 - 1989, les déficits du compte courant se sont maintenus. Ils ont été très élevés de 1983 à 1985 traduisant surtout la baisse des exportations suite à la récession qui a frappé les États Unis d'Amérique au début des années 80. L'impact des programmes de stabilisation de 1982 - 1983 et 1983 - 1985 n'a pas été très efficace en ce qui a trait à la réduction du déficit en compte courant puisque ce pourcentage était de -13.37 en 1982. De plus, les déficits plus faibles constatés de 1986 à 1989, à l'exception de 1988, traduisent non pas l'effet direct du

programme d'ajustement structurel initié en 1986 et suspendu en 1988 mais plutôt une nette sous-estimation des importations enregistrée à partir de l'ouverture des ports de province au commerce extérieur et l'intensification de la contrebande.

Tableau No.19

| Réactions aux Chocs Externes et Performance Économique |        |        |        |       |        |        |       |
|--|--------|--------|--------|-------|--------|--------|-------|
|  | 1983   | 1984   | 1985   | 1986  | 1987   | 1988   | 1989  |
| Compte Courant (1)                                     | -12.87 | -11.42 | -10.92 | -8.13 | -9.35  | -13.72 | -9.67 |
| Taux de change réel (3)                                | 0.229  | 0.219  | 0.224  | 0.222 | 0.180  | 0.175  | 0.176 |
| Taux de change nominal (2)                             | 5.31   | 5.40   | 5.67   | 5.70  | 5.62   | 6.08   | 6.67  |
| Inflation (4)  | 10.25  | 6.40   | 10.67  | 3.30  | -11.47 | 4.09   | 6.95  |
| Croissance PNB réel (4)                                | 1.34   | 2.96   | 2.09   | 2.03  | 1.41   | -1.26  | -3.39 |
| Dettes Externes (4)                                    | 33.83  | 33.39  | 29.85  | 31.12 | 37.48  | 39.27  | 38.25 |

(1) en pourcentage du PNB

(2) gourdes par dollar US

(3) nombre de centimes US par gourde

(4) en pourcentage

Le comportement du taux de change nominal traduit une nette tendance à la dépréciation de la monnaie nationale avec des pointes plus fortes à la fin de la période.

Quant au taux de change réel, son comportement a été mitigé. Il s'est nettement apprécié de 1983 à 1986, conséquence, entre autres, de l'application des programmes de stabilisation de 1982 - 1983 et de 1983 - 1985. Le comportement des années 1987 à 1989 avec une dépréciation très nette traduit la suspension des flux d'aide externe et la fuite des capitaux vers l'extérieur, comme conséquences de l'instabilité politique.

L'inflation révèle un comportement en dents de scie, son niveau est élevé en 1983 malgré l'application du programme de stabilisation de 1982, modéré en 1984 comme conséquence de l'application de la première phase du programme de stabilisation de 1983 - 1985, élevé en 1985 par la suite de la mise à l'écart de ce dernier programme par les autorités politiques suites aux émeutes de la faim de 1984 aux Gonaïves. Les faibles niveaux de 1986 (3.30) et de 1988 (4.09) et la nette baisse de 1987 (-11.47) traduisent l'impact de la libéralisation des prix dans le cadre du programme d'ajustement structurel de 1986 - 1987 mais encore et surtout l'impact de l'intensification de la contrebande à partir de 1986.

La croissance du PNB réel, pour cette période, a été très faible dans l'ensemble. Après une faible reprise de 1.34 pour-cent en 1983 suite à des taux de croissance négatifs de 5.77 et de 6.42 en 1981 et 1982, les taux modérés de 1984 à 1986 traduisent l'impact restrictif des programmes de stabilisation de 1982 - 83 et de 1983 - 1985. La nette diminution des investissements publics, suite à la suspension de l'assistance externe, affecta négativement la croissance du PNB à la fin des années 80.

Quant à la dette externe, son poids a continué à augmenter et les accroissements des dernières années indiquent, en particulier, l'arrivée à échéance de certains emprunts et surtout la cessation de la période de grâce pour d'autres.

### **III B - Test Empirique du Modèle de Moreno**

#### **III B 1 -La Procédure de Résolution Adoptée**

Après avoir utilisé le même procédé que celui adopté par Moreno (1990) en vue d'évaluer l'impact des chocs externes (de taux d'intérêt et de termes de l'échange) sur les agrégats macroéconomiques, nous nous sommes rendus compte que ce procédé ne nous permet pas d'évaluer avec assurance dans quelle proportion chacun de ces chocs influence ces agrégats. Dans le cas d'Haïti, par exemple, puisque parallèlement à ces chocs le pays était confronté à des chocs internes positifs ou négatifs, nous estimons que ces variations observées dans le revenu national, dans le taux d'inflation, les taux de change nominal et réel etc... avaient également à voir avec les chocs internes. Donc, dans le but de mesurer l'élasticité de ces agrégats vis à vis des chocs externes, nous nous proposons de tester empiriquement le modèle théorique de Moreno (1990).

La procédure de résolution adoptée s'est basée sur une approche séquentielle.

Dans un premier temps, nous apprécions le comportement d'un certain nombre d'agrégats-clé pour la solution envisagée à partir d'équations de régression estimées par les moindres carrés ordinaires:

- a) le revenu national privé en fonction du taux d'intérêt américain et des termes de l'échange
- b) la demande privée en fonction du revenu national privé et du différentiel entre le taux d'intérêt haïtien et le taux d'intérêt américain
- c) les importations en fonction du taux de change réel de la gourde en dollar et des termes de l'échange.

Dans un deuxième temps, un certain nombre de chocs, isolés et simultanés, ont été appliqués sur certains agrégats-clé, avec 1984 comme année de référence:

- a) chocs du taux d'intérêt sur le revenu national privé et la demande privée
- b) chocs des termes de l'échange sur les importations, le revenu national privé et la demande privée
- c) chocs simultanés du taux d'intérêt et des termes de l'échange sur le revenu national privé, la demande privée et détermination du volume des exportations ainsi que de

la balance en compte courant.

Dans le cas des chocs a), b) et c), l'addition de la demande publique, considérée comme exogène ici, à la demande privée permet d'obtenir la demande globale et en supposant l'offre globale donnée, la différence entre ces deux agrégats permet d'obtenir la balance en compte courant.

De même, la différence entre la balance en compte courant et les importations détermine la valeur des exportations.

### III B 2 - Présentation et Analyse des Résultats Économétriques

#### III B 2 1 - De l'Équation du Revenu National Privé

Pour réaliser les régressions du revenu permanent sur le taux d'intérêt américain et les termes de l'échange, nous avons considéré le concept du revenu permanent en ne considérant que le revenu du secteur privé, laissant de côté les recettes publiques<sup>18</sup>. Réalisées sur une base arithmétique ou semi-logarithmique on se trouve avec des problèmes d'autocorrélation. En corrigeant pour l'autocorrélation d'ordre un sur une série semi-logarithmique s'étendant de 1968 à 1989, les signes correspondent aux anticipations, les statistiques de Fisher et de Durbin-Watson se sont révélées satisfaisantes alors qu'en considérant chacune des variables, le  $t$  de Student a indiqué que les coefficients du taux d'intérêt et des termes de l'échange sont significativement nuls.

En réalisant les régressions, par sous-période ( 1975-1979 et 1983-1989), du logarithme du revenu permanent privé sur le taux d'intérêt américain et les termes de l'échange, le signe du coefficient des termes de l'échange est contraire à nos attentes.

Puisque d'après la théorie, le revenu permanent nécessite une période infinie, et que le pays considéré est un petit pays où les sources de revenu sont très peu diversifiées, nous avons remplacé, dans le modèle théorique, le revenu permanent par le revenu national privé.

Nous avons donc considéré le revenu national privé<sup>19</sup> comme variable dépendante que nous avons régressé sur le taux d'intérêt américain et les termes de l'échange. Le résultat obtenu, quoique le taux d'intérêt américain ne soit pas significativement différent de zéro, a retenu notre attention à cause du haut degré de signification des coefficients associés aux deux autres variables explicatives et, parce que la statistique de Fisher était en même temps significative. Puisque le test de Durbin Watson ne permettait pas de rejeter l'existence d'autocorrélation entre les erreurs, nous avons corrigé cette autocorrélation en introduisant une variable retardée du revenu national privé.

Cette régression réalisée sur la période allant de 1969 à 1989 s'écrit de la façon suivante :

---

<sup>18</sup> Revenu permanent privé =  $\Sigma \beta_t(\text{revenu national net à prix constant} - \text{revenu du secteur public à prix constant})_{t+1}$   
<sup>19</sup> Revenu national privé = revenu national net à prix constant - revenu du secteur public à prix constant.

$$\text{RNPRIV} = C + \beta_0 \text{RNPRIV1} + \beta_1 \text{RA} + \beta_2 \text{PR} + \mu_t$$

où :

RNPRIV = revenu national privé

C = constante

RNPRIV1 = Revenu national privé retardé d'une période

RA = taux d'intérêt américain

PR = termes de l'échange

Les résultats obtenus à partir de cette équation sont les suivants :

$$\text{RNPRIV} = \underset{(1.4390)}{337.34} + \underset{(3.6341)}{0.6112} \text{RNPRIV1} + \underset{(1.7170)}{35.2951} \text{RA} + \underset{(2.9192)}{9.8649} \text{PR}$$

$$R^2 = 0.9351$$

$$D-W = 1.807651$$

$$R^2 \text{ ajusté} = 0.9236$$

$$F = 81.64619$$

Comme nous l'avons souligné antérieurement, le coefficient du taux d'intérêt n'est pas significativement différent de zéro de sorte que nous ne trouvons pas le signe du taux d'intérêt américain suggéré par le modèle théorique de Moreno, cependant nous avons quand même décidé d'accepter ce dernier résultat. En effet, au tout début de la période considérée, Haïti ne recevait aucune aide de la communauté internationale que ce soit sous forme de dons ou de prêts. A partir de 1971, le changement d'attitude de cette communauté qui a accordé à Haïti des prêts à des taux concessionnels explique, en partie, le fait qu'on n'a pas retrouvé le signe négatif souhaité. De plus, à partir de la fin des années 70, et jusqu'à la fin de la période, les écarts substantiels entre le taux d'intérêt américain et le taux d'intérêt pratiqué sur les dépôts en Haïti ont favorisé un grand mouvement de fonds de capitaux haïtiens vers les banques américaines, en particulier à Miami ; il en est donc résulté une augmentation des revenus d'intérêt au bénéfice des résidents haïtiens, conduisant à une augmentation du revenu national privé. Enfin, la crise économique amorcée au début des années 80 a eu également pour effet un transfert presque régulier de capitaux haïtiens vers l'étranger<sup>20</sup>, étant donné la situation d'incertitude. Selon le rapport annuel de la Banque Interaméricaine de Développement (1991), la politique d'expansion inconsiderée du secteur public, qui avait poussé l'investissement public à plus de 10% du PIB au début des années 1980, a eu pour conséquence l'éviction du secteur privé dont la part dans le crédit total à l'économie est tombée de 10 pour-cent en 1980 à 36 pour-cent en 1985. Cet effet d'éviction a été renforcé par la réaction du secteur privé à la dégradation de l'environnement macroéconomique, réaction qui a pris la forme classique d'une fuite de capitaux à l'étranger dont la seule composante dépôts bancaires aux Etats-Unis a augmenté de \$300 millions entre 1980 et 1989.

Quant aux termes de l'échange, leur influence positive sur le revenu national privé est conforme aux résultats de Moreno et traduit bien l'impact bénéfique d'une amélioration des termes de l'échange sur le bien-être de la population.

<sup>20</sup> Voir Annexe 1, Tableau No. 1D sur la migration des capitaux privés haïtiens de 1979 à 1988.

Comme le montre la statistique de Fisher, l'ensemble des variables explicatives considérées est significatif et, de plus la statistique de Durbin - H calculé à cause de la variable retardée existant dans l'équation nous mène à:

$$H = \rho \sqrt{\frac{n}{1 - n \text{Var } \beta_0}}$$

d'où :  $H = 0.507483 \sim N(0, 1)$  de sorte qu'on n'a pas de problèmes d'autocorrélation.

### III B 2 2 De l'Équation de la Demande Privée

La demande privée est une fonction positive du revenu national et négative du différentiel de taux d'intérêt.

La régression de la demande privée s'écrit de la façon suivante :

$$\text{DEPRIVR} = C + \delta_0 \text{RNPRIV} + \delta_1 \text{DIF}$$

où :

DEPRIVR = demande privée

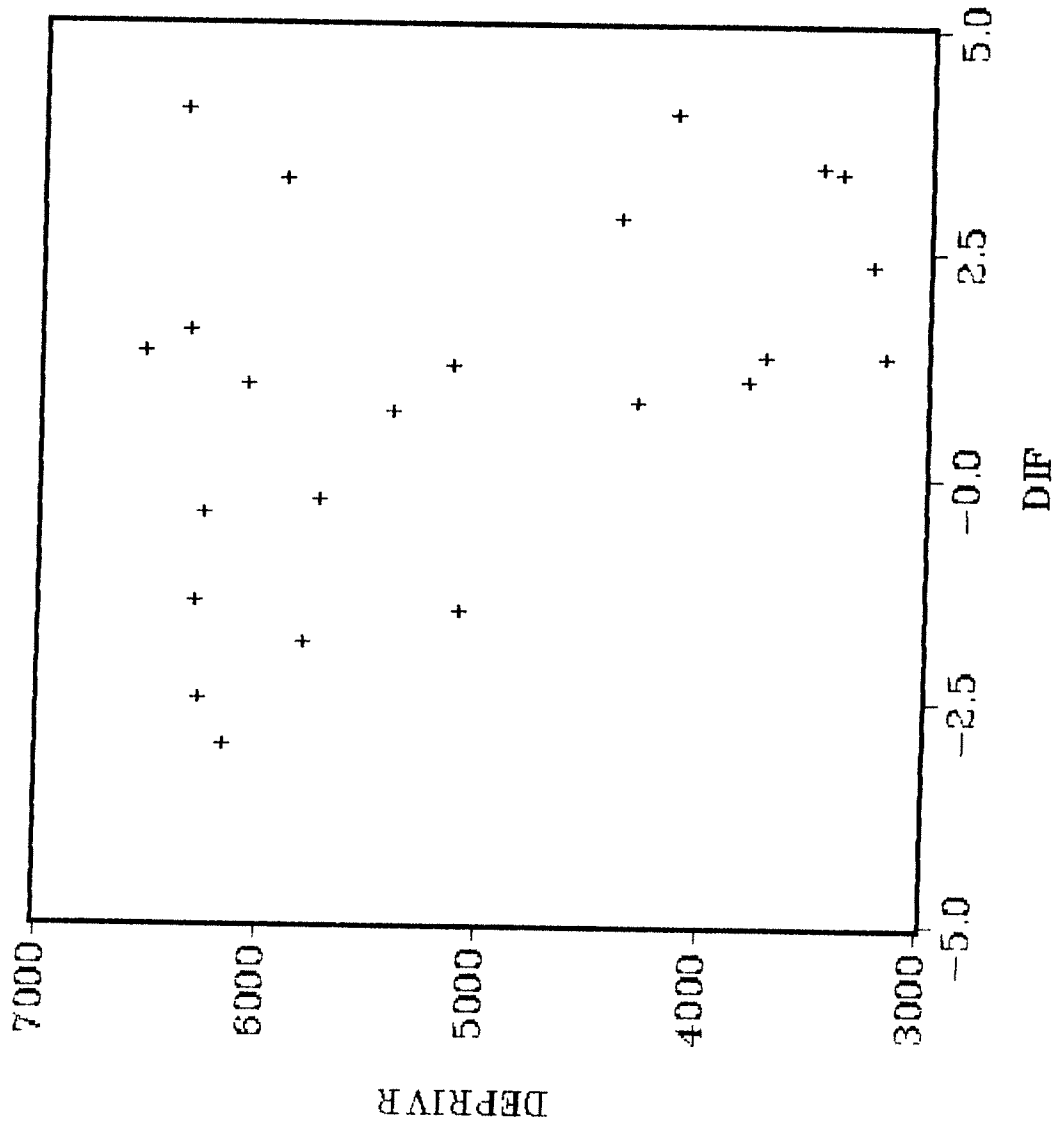
C = constante

RNPRIV = revenu national privé

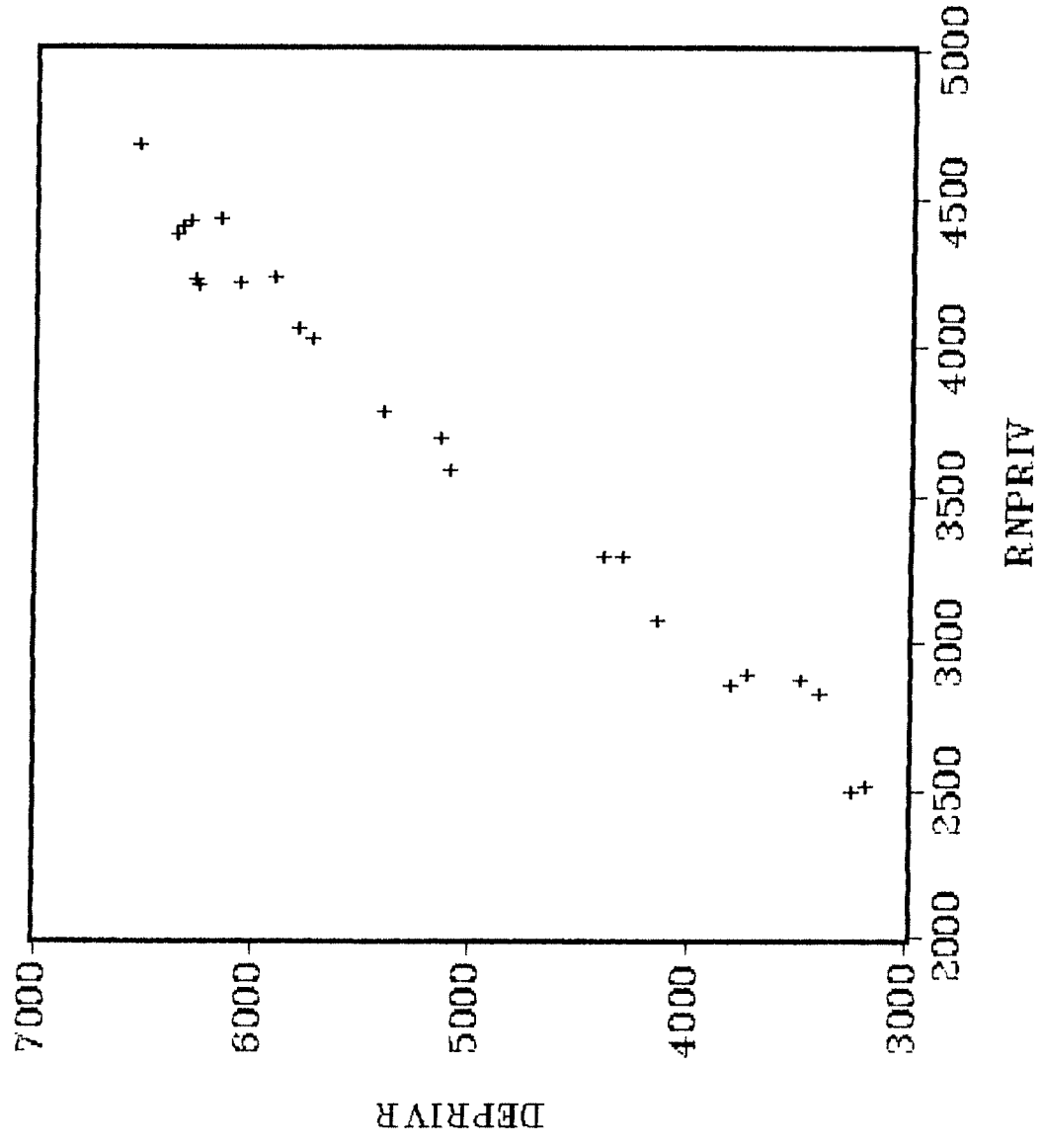
DIF = différentiel entre le taux d'intérêt haïtien et le taux d'intérêt américain



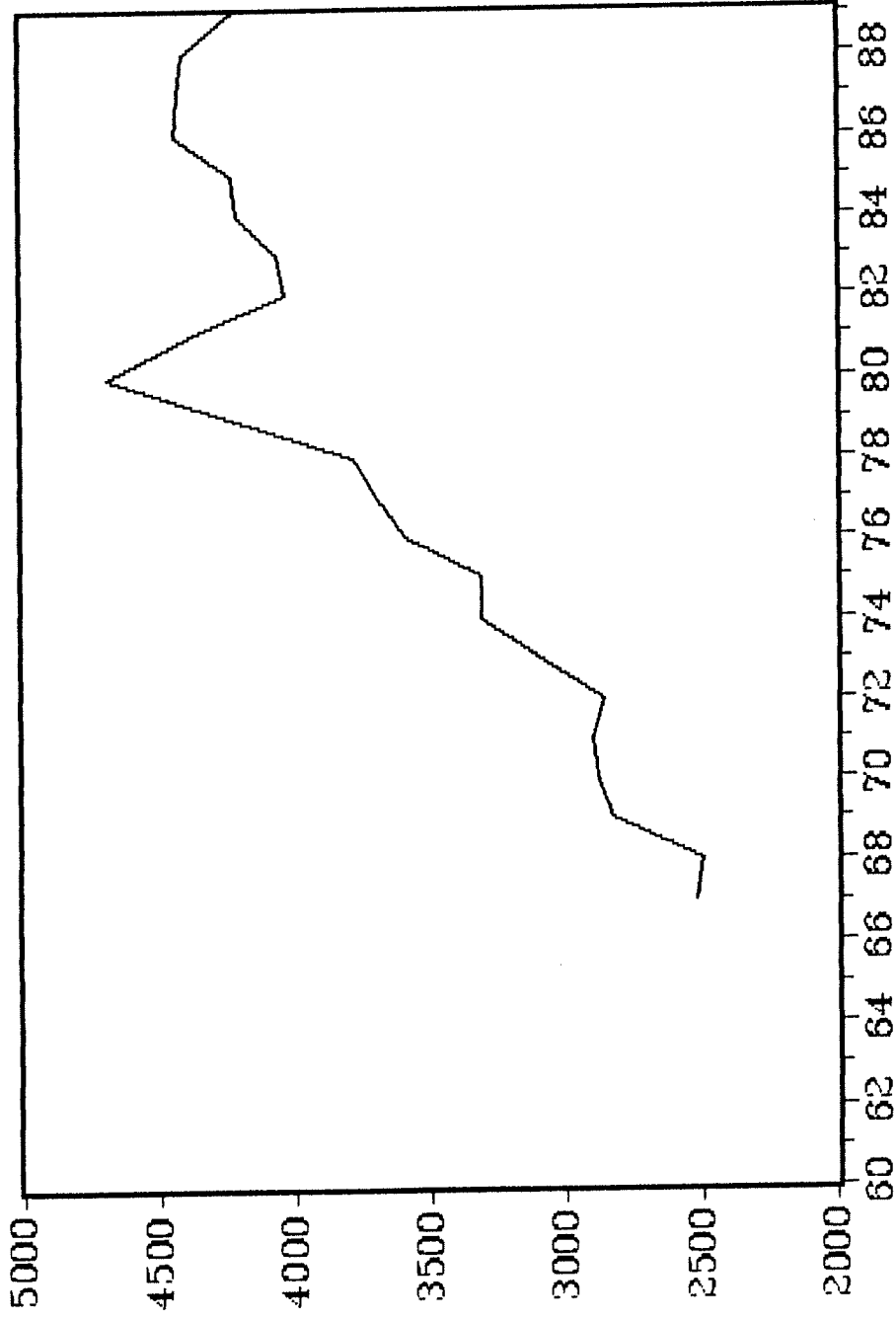
evolution de la demande privée par rapport au différentiel du taux d'int



evolution de la demande privée par rapport au revenu nat. privé



Evolution du Revenu National Prive ( en millions de gourdes constantes)



— RNPRIV

La régression nous a conduit aux résultats suivants :

$$\text{DEPRIVR} = -1 \underset{(-4.6228)}{155.0873} + \underset{(26.8637)}{1.7031} \text{RNPRIV} - \underset{(-12.737)}{23.28} \text{DIF}$$

$$\begin{aligned} R^2 &= 0.9806 \\ \text{D-W} &= 1.7524 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} R^2 \text{ ajusté} &= 0.9785 \\ F &= 456.2107 \end{aligned}$$

Comme pour la première régression, la statistique de Student révèle que le coefficient n'est pas significativement différent de zéro pour le différentiel d'intérêt (DIF) cependant le signe convient, ce qui revient à dire que plus la différence entre le taux d'intérêt américain et celui pratiqué en Haïti augmente plus la demande privée diminue, d'où la relation négative entre ces deux agrégats. En effet, au cours des années 1980, on a assisté à une sortie importante de capitaux haïtiens ce qui en sus de la crise économique amorcée est due aux taux d'intérêt élevés offerts, par les banques commerciales américaines, sur les dépôts.

### III B 2 3 - De l'Équation des Importations

Puisque les importations et les exportations sont tous deux fonction des termes de l'échange, nous avons effectué la régression des importations sur le taux de change réel de la gourde par rapport au dollar.

L'équation de l'importation se lit comme suit :

$$\begin{aligned} M &= C + \gamma_0 M(-1) + \gamma_1 e + \gamma_2 \text{Pr} \\ M &= \text{valeur des importations à prix constant} \\ C &= \text{constante} \\ e &= \text{taux de change réel de la gourde en dollar} \\ \text{Pr} &= \text{termes de l'échange} \end{aligned}$$

$M(-1)$  = Valeur retardée des importations à prix constant

Nous avons obtenu obtenu les résultats suivants :

$$M = -1 \underset{(-2.0153)}{501.077} + \underset{(7.4238)}{0.6824} M(-1) + \underset{(1.7614)}{4\,900.2069} e + \underset{(2.9307)}{11\,0309} \text{Pr}$$

$$\begin{aligned} R^2 &= 0.9354 \\ \text{D.W} &= 2.2968 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} R^2 \text{ ajusté} &= 0.9240 \\ F &= 82.0217 \end{aligned}$$

et, le calcul de la statistique de Durbin H effectué à cause de l'autorégressif d'ordre 1 nous a conduit à :  $-0.7499 \sim N(0,1)$  implique la probabilité d'une autocorrélation à 67 %, donc à un seuil de signification de 5%, il n'y a pas d'autocorrélation.

D'après le résultat des tests, nous voyons préalablement que le degré de corrélation entre les variables explicatives et la variable à expliquer est relativement élevé . Tant pour la constante que pour le taux de change et les termes de l'échange, la statistique  $t$  de Student est significative.

Cependant, nous avons laissé tomber le taux de change réel, vu la faible influence que revêt cette variable dans la demande d'importations haïtiennes qui est représentée à environ 50% par les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques, les biens d'équipement et les produits pétroliers qui constituent une demande incompressible. <sup>(21)</sup>

La nouvelle équation se présente donc comme suit :

$$M = C + \gamma_0 M(-1) + \gamma_1 Pr$$

Les résultats se lisent comme suit :

$$M = -248.7745 + 0.7518 M(-1) + 7.3148 Pr$$

(-1.605)      (8.5697)      (2.2208)

$$R^2 = 0.9236$$

$$D.W = 2.0351$$

$$R^2 \text{ ajusté} = 0.9151$$

$$F = 108.7762$$

$$H = -0.08776 \sim N(0,1)$$

Comme pour l'équation antérieure, l'ensemble des variables considérées est significative mais, la constance ne l'est pas à cause du nombre limité d'observations. Cependant comme les autres statistiques ne sont pas grandement différentes de ce qui a été trouvé et que la statistique H indique l'inexistence d'autocorrélation, nous sommes amenés à accepter ce résultat.

---

<sup>21</sup>Voir Annexe 1, Tableau No. 1-C.

### III B 3 - Des Chocs Appliqués

#### III B 3 1 - Réponses du Revenu Privé et de la Demande Globale au Choc du Taux d'Intérêt Américain<sup>(22)</sup>

Le comportement du revenu privé face à un choc observé sur le taux d'intérêt américain se traduit par l'élasticité de 35.29 observée à partir des résultats de la régression. Cependant, comme nous l'avons souligné précédemment, la statistique  $t$  de student pour le paramètre associé au taux d'intérêt n'est pas significatif d'où la possibilité d'avoir une valeur de zéro pour ce dit paramètre à un moment de la durée. Donc, pour avoir une réponse du revenu national privé plus proche que possible de la réalité, nous allons établir un intervalle de confiance pour ce coefficient tel que :

$$35.2951 - 2\sigma \leq \beta_1 \leq 35.2951 + 2\sigma^{(23)}$$

ce qui nous donne un intervalle de :  $- 5.8175 \leq \beta_1 \leq 76.4077$  .

Pour une valeur du taux d'intérêt américain de 12 % en 1984, toute chose restant égale, le revenu national privé devra se comporter de telle façon qu'il soit compris entre 2 827.531 millions de gourdes et 2 837.3977 millions de gourdes .

De son côté, la demande globale réagira en fonction du comportement de la demande privée et de celui du différentiel observé entre le taux d'intérêt haïtien et le taux d'intérêt américain.

Comme pour le taux d'intérêt américain, dans le calcul du revenu national privé, la valeur du paramètre associé au différentiel d'intérêt sera considérée suivant un intervalle de :

$$- 23.2809 - 2\sigma \leq \delta_1 \leq - 23.2809 + 2\sigma$$

soit :  $- 60.2131 \leq \delta_1 \leq 13.6513$

En considérant la valeur après choc du revenu national privé et le choc du différentiel du taux d'intérêt (dû au choc du taux d'intérêt américain) nous aboutissons à une demande privée comprise entre une valeur minimale de 3 659.5587 millions de gourdes et une valeur maximale de 3 661.036 millions de gourdes.

La demande du gouvernement étant considérée comme observée, la valeur de 1984 ne bouge pas. Ainsi la demande globale à cette date est comprise entre 4 656.4396 et 4 657.9169 millions de gourdes. Par différence avec l'offre globale enregistrée pour l'exercice nous obtenons un résultat en compte courant compris entre 2 601.0831 et 2 602.5604 millions de

---

<sup>22</sup> Les résultats obtenus sont exprimés en millions de gourdes constantes de 1975-76.

<sup>23</sup> Selon la formule stricte, il faudrait prendre la statistique  $t$  dans le calcul de l'intervalle de confiance, pour simplifier les calculs, nous avons retenu 2, ce qui ne modifie pas grandement les résultats.

gourdes.

Le résultat du compte courant haïtien correspondrait à un excédent au cas où le taux d'intérêt américain subissait un choc positif et que les politiques économiques suivies par les responsables étaient cohérentes dans un contexte de dépendance vis à vis du principal partenaire commercial d'Haïti, les États Unis.

### **III B 3 2 - Réponses de Certains Agrégats Économiques au Choc des Termes de l'Échange**

Comme pour le taux d'intérêt américain, nous avons considéré un choc positif sur les termes de l'échange provoqué au cours de l'année 1984, toutes choses restant égales, mais toujours en considérant un intervalle de confiance pour le coefficient affectant le taux d'intérêt américain.

Un choc de termes de l'échange, positif et d'environ 108 % en 1984 nous conduirait, toutes autres choses restant égales, à des importations de :

$$M = -248.7745 + 0.7519 \times 2\,041 + 7.3148 \times 108\%$$

$$M = 1\,293.7365$$

Pour ce qui concerne le revenu national privé, le choc conduirait à l'intervalle suivant :

$$2\,828.7855 \leq \text{RNPRIV}_{84} \leq 2\,836.6544$$

La valeur du revenu national privé calculé après le choc des termes de l'échange associé au différentiel d'intérêt conduit à l'intervalle à l'intérieur duquel se trouve la demande privée, en 1984, soit :

$$3\,663.1591 \leq \text{DEPRIVR}_{84} \leq 3\,676.2438$$

La somme des résultats précédents avec ceux de la demande du secteur public mène à une fourchette dans laquelle se tient la demande globale :

$$4\,660.05 \leq D_{84} \leq 4\,673.1347$$

et, la balance de compte courant :  $2\,585.8653 \leq \text{CC}_{84} \leq 2\,598.95$

Puisque les importations sont influencées par les termes de l'échange, en retranchant cette valeur de celles obtenues pour la balance de compte courant, nous arrivons à la marge à l'intérieur de laquelle se trouvent les exportations en valeur après le choc des termes de l'échange:

$$2\,585.8653 + 1293.7365 \leq X_{84} \leq 2\,598.95 + 1293.7365$$

$$3\,879.6018 \leq X_{84} \leq 3\,892.6865$$

En comparant les résultats obtenus après le choc du taux d'intérêt et celui des termes de l'échange, nous remarquons que les différences sont relativement faibles. Que ce soit pour le revenu national privé, la demande privée ou la demande globale, la borne inférieure est supérieure d'environ cent millions de gourdes en ce qui a trait aux résultats du choc des termes de l'échange alors que la borne supérieure est quasi égale pour les deux chocs. Cependant, en ce qui concerne la balance de compte courant, les derniers résultats sont légèrement inférieurs à ceux obtenus antérieurement. Des efforts considérables sont nécessaires en ce qui a trait à la variété et au volume des exportations à réaliser en vue de parvenir à répondre efficacement à la demande et arriver à dégager un excédent en compte courant. Une politique efficace devrait aller dans le sens d'une stimulation de la production nationale tant pour répondre à la demande locale qu'à la demande étrangère.

### **III B 3 3 - Réponses aux Chocs Simultanés de Taux d'Intérêt et de Termes de l'Échange**

Pour déceler l'importance d'une telle démarche nous avons maintenu les mêmes valeurs pour les deux chocs et nous les avons imprimés à la même année (1984). Avec un taux d'intérêt de 12% et des termes de l'échange de 108% en 1984 toute autre chose restant égale, nous aboutissons aux résultats suivants :



$$2\,828.6441 \leq \text{RNPRIV}_{84} \leq 2\,838.5111$$

$$3\,661.455 \leq \text{DEPRIVR}_{84} \leq 3\,679.7378$$

$$4\,658.3359 \leq \text{D}_{84} \leq 4\,676.6187$$

$$2\,582.3813 \leq \text{CC}_{84} \leq 2\,600.6641$$

$$\text{M}_{84} = 1\,293.7365$$

$$3\,876.1178 \leq \text{X}_{84} \leq 3\,894.4006$$

Tableau No. 20

Réponses aux Chocs Simultanés de Taux d'Intérêt  
et de Termes de l'Échange en 1984  
(en millions de gourdes de 1975-76)

| Agrégats Macroéconomiques | Minimum    | Maximum    |
|---------------------------|------------|------------|
| Revenu National Privé     | 2 828.6441 | 2 838.5111 |
| Demande Privée            | 3 661.455  | 3 679.7378 |
| Demande Globale           | 4 658.3359 | 4 676.6187 |
| Exportations              | 3 876.1178 | 3 894.4006 |
| Balance de Compte Courant | 2 582.3813 | 2 600.6641 |
| Termes de l'échange       | 108 %      |            |
| Taux d'intérêt            | 12 %       |            |

Les chocs simultanés n'impliquent pas le cumul des résultats obtenus dans le cas des chocs "individuels" cependant les valeurs auxquels nous sommes parvenus impliquent un effort moins grand au niveau des exportations à réaliser en vue de maintenir une balance de compte courant excédentaire d'environ 2 600 millions en moyenne sans modifier la demande globale de l'économie. Les importations, aux chocs simultanés, sont restées inchangées comparativement au choc de terme de l'échange d'une part à cause de l'incompressibilité des importations de produits de première nécessité et, d'autre part, à cause du financement en devises par la Banque Centrale, des importations jugées prioritaires (les produits pétroliers, le blé dur pour la production de farine, le riz, le sucre raffiné...)

Après 1986, la Banque Centrale a pu honorer de moins en moins ce type d'engagement ce qui, face à l'incompressibilité des importations, a conduit à une demande excédentaire de devises et à des problèmes de plus en plus cuisants de dépréciation de la monnaie nationale, le tout dans un contexte d'évolution du financement externe en fonction de l'environnement politique, soit une hausse à partir de février 1986 et une baisse après les événements sanglants du 29 novembre 1987.

Les besoins à satisfaire au niveau des exportations en vue de parvenir à la balance de compte courant après les chocs ne sont pas très différents de ce que montre le choc sur les termes de l'échange pris individuellement.

En considérant les valeurs minima obtenues après les chocs de taux d'intérêt et des termes de l'échange, nous observons le comportement suivant en comparaison aux valeurs observées en 1984 :

|                           | Valeurs observées en<br>1984 | Valeurs après chocs<br>1984 | Différence par<br>rapport aux valeurs<br>observées |
|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|--|
| Revenu National Privé     | 4 204.645                    | 2 828.64                    | 1 376.005  |
| Demande Privée            | 6 262.109                    | 3 661.46                    | 2 600.649  |
| Demande Globale           | 7 258.999                    | 4 658.34                    | 2 600.659  |
| Exportations              | 1 617.00                     | 3 876.12                    | -2 259.12  |
| Balance de Compte Courant | - 571.00                     | 2 582.38                    | -3 153.38  |

Ainsi en comparant les deux séries de résultats, nous jugeons que les politiques macroéconomiques menées en Haïti au cours de la période étaient non appropriées car, alors qu'une amélioration des termes de l'échange de 108% comme choc a conduit à une demande globale de 4 658.34 des termes de l'échange effectifs de moins de 100% ont amené à une demande de plus de 50% plus élevée que celle obtenue après choc ce qui a eu pour implications une détérioration réelle de la balance de compte courant. Cet état de choses s'explique, en particulier par le fait que :

a - La Banque Centrale qui poursuivait un objectif de taux de changes fixes n'a pas pu dégager, à partir d'une gestion appropriée, le stock régulateur de devises indispensable en situation de taux de changes fixes.

b - Les efforts en vue d'augmenter l'épargne nationale aux fins d'investissement ont été insuffisants puisque le recours à l'assistance externe a été surtout utilisé à cette fin.

c - Le financement externe a permis aussi de satisfaire le financement des importations ce qui n'a pas incité à mettre en place une politique effective et efficiente de gestion des importations. De plus, le fait de n'avoir pas mené les réformes structurelles indispensables n'a pas permis d'augmenter la compétitivité des exportateurs haïtiens et, ainsi, n'a pas induit des gains de nouvelles parts de marchés ni augmenté substantiellement les disponibilités de devises.

## CONCLUSION

L'ampleur des variations observées, durant les années 1970 et 1980, dans le prix du pétrole et des taux d'intérêt réels conduisit plusieurs petites économies ouvertes à un déséquilibre macroéconomique qui s'est reflété dans un budget et une balance commerciale tous deux déficitaires. Comme plusieurs pays en développement, Haïti ne produisant que peu de biens échangeables ne put faire face à certaines obligations, surtout au lendemain du second choc pétrolier. A partir de cette période, la nécessité de recourir à une politique d'ajustement structurel sous forme d'une réduction de la dépense domestique, particulièrement de la dépense publique, s'est fait sentir. Nous nous sommes fixés comme objectif d'évaluer l'impact des chocs externes sur une telle économie et de faire ressortir le bien fondé des politiques d'ajustement appliquées en réponse à ces chocs.

En considérant l'ensemble de l'économie haïtienne, nous remarquons que trois périodes distinctes ont marqué la conjoncture économique de ce pays, la première représentée par une baisse de la production nationale due à un faible niveau d'investissement ou de réinvestissement, la deuxième qui s'est signalée par une reprise régulière explicable par la présence de l'aide extérieure au pays, un relatif dynamisme du secteur privé interne et externe et, enfin, la troisième caractérisée par une décroissance moyenne et un prolongement de la crise économique.

La balance commerciale a été négative et croissante au cours de la période évoluant entre -6 et -1 359 millions de gourdes malgré la hausse des exportations observée de 1970 à 1980. Du côté du secteur public, la situation n'a pas été meilleure avec un déficit croissant entre 1975 et 1980, financé dans sa majeure partie par la Banque Centrale. Les difficultés financières enregistrées entre 1980 - 90 et les problèmes de balance des paiements portèrent les différents gouvernements à adopter un ensemble de politiques d'ajustement. La situation monétaire n'a pas été plus florissante la position des avoirs extérieurs nets négatifs a conduit à l'émergence d'un marché parallèle de changes où le taux de change s'ajustait suivant le jeu de l'offre et de la demande.

Nombreux sont les auteurs qui ont traité de l'impact des chocs externes sur les petites économies ouvertes, chacun orientant son travail suivant que l'objectif fixé soit la croissance de l'économie, le taux de change, le résultat en compte courant ou le contrôle de la fiabilité des politiques d'ajustement adoptées.

Ici, la relation entre certains chocs économiques et taux d'intérêt et de termes de l'échange et l'évolution de certains agrégats dans le cadre des politiques d'ajustement en Haïti a été étudiée avec comme base le travail présenté par Moreno en 1990 qui lui s'inspire des travaux de Balassa. Deux procédés de calcul ont été utilisés l'un calquant celui employé par Moreno et l'autre à partir du cadre théorique de Moreno. Ils nous conduisent aux commentaires suivants :

a- En supposant à priori que le taux d'intérêt américain a un impact négatif sur le revenu, il affecte bien négativement la variation du Produit National Brut (PNB) haïtien. Cependant, les analyses d'Impact diffèrent entre le modèle théorique de Moreno et la procédure empirique, en particulier la relation positive entre le taux d'intérêt américain et le revenu national privé tiennent d'une part à la différence de contenu entre les deux variables de revenu utilisées et

portent aussi à croire que l'équation de régression estimée devrait être enrichie pour mieux tenir compte d'autres éléments explicatifs en particulier, les attentes créées par l'instabilité politique en termes de transferts de fonds aux USA et, également le phénomène du blanchiment de l'argent de la drogue et de la contrebande.

b- Une amélioration des termes de l'échange influence positivement le Produit National Brut haïtien et incidemment influence positivement la balance en compte courant et la balance des paiements.

c- Il a été constaté, comme mentionné par Balassa (81, 82, 86) dans ses travaux, que les mesures de politiques d'ajustement initiées n'ayant pas favorisé la recherche de la promotion des exportations de manière explicite ni créé des bases solides, via les incitations à la production, pour l'expansion de la production agricole et industrielle, tout cela a débouché sur une décroissance moyenne de la production per capita en particulier durant les années 80.

d- De 1975 à 1980, des politiques expansionnistes, en particulier au niveau de l'investissement public, ont été menées et financées par l'emprunt externe en contrepoids aux chocs externes. Cela n'a pu être qu'une solution temporaire puisque les réformes en profondeur ou les ajustements macroéconomiques opportuns n'ont pas été pleinement réalisés. Les programmes de stabilisation de 1982 -1983, de 1983 - 1985 avec le FMI, et le Programme d'Ajustement Structurel de 1986 - 1989 avec la Banque Mondiale n'ont pu donner leurs pleins résultats étant donné l'instabilité politique régnant et, en particulier l'investissement public en a subi les effets. Un lien étroit existe aussi, comme mentionné par Tanzi (86) entre la fiscalité et le secteur externe et la dépendance de l'investissement public par rapport au financement externe est plus qu'évidente.

e- Le poids du service de la dette a été insignifiant dans les années 70 et faible dans les années 80. Il sera toutefois une contrainte majeure pour le financement du développement d'Haïti dans les années 90 si la réformes structurelles appropriées ne sont pas appliquées en profondeur, en particulier celles relatives aux incitations à la production, à l'épargne et à l'investissement, à une redéfinition et à une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire, à une révision des politiques sectorielles (agriculture, industrie, commerce, main-d'oeuvre..).

Enfin, il faut donc souligner que les années 70 ont consacré le rôle déterminant de l'assistance externe dans le financement de l'investissement dans le Tiers-Monde tandis que les années 80 ont mis l'emphase sur la nécessité de réformes structurelles dans ces derniers pays non seulement pour pouvoir bénéficier de ce dit financement mais encore et surtout pour pouvoir créer l'environnement macroéconomique stable et, globalement, les conditions d'une croissance durable.

En ce qui concerne Haïti, si des progrès ont été enregistrés dans les années 70, il ne fait aucun doute que la décennie 80 a été une décennie perdue en termes de croissance de l'économie et d'augmentation du bien-être de la population. Et, il faut l'admettre, la situation s'est empirée à partir de la deuxième moitié de cette décennie à cause d'une instabilité politique permanente.

Le début des années 90, a vu le pays s'enfoncer la misère avec l'embargo commercial et financier décrété à partir de 1991 et qui a duré environ trois (3) ans.

L'effort à faire pour reconstruire le pays est plus qu'énorme. L'impact des chocs externes dans une telle situation de vulnérabilité sera encore plus lourd de conséquences et à cela, il faudra bien ajouter l'impact des chocs internes négatifs découlant de politiques macroéconomiques non-appropriés. Aussi, s'avère-t-il plus qu'urgent de mener les réformes structurelles appropriées et de conduire des politiques économiques efficaces, cohérentes tant du point de vue de l'ajustement externe que de la coordination de l'action gouvernementale dans le cadre d'une stratégie de développement concertée et intégrant les intérêts du secteur privé.

**ANNEXES**

## ANNEXE 1

Tableau No. 1-A

**Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité**  
(En Milliers de Gourdes de 1975-1976)

| <b>Branche d'Activités</b>      | <b>1959-60</b> | <b>1960-61</b> | <b>1961-62</b> | <b>1962-63</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture                     | 1178,1         | 1153,3         | 1209,3         | 1204,3         |
| Sylviculture et pêche           | 194,1          | 202,5          | 203,2          | 208,4          |
| Minerais metall. et non metall. | 43,9           | 47,4           | 67,6           | 67,7           |
| Produits Alimentaires           | 107,7          | 122,4          | 145,5          | 143,2          |
| Boisson                         | 19,3           | 21,6           | 21,3           | 21,6           |
| Industries du Tabac             | 21,2           | 20,4           | 20,3           | 20,3           |
| Industrie textile               | 157,5          | 136,9          | 134,8          | 132,5          |
| Produits chimiques              | 21,3           | 29,1           | 36,4           | 23,1           |
| Produits minéraux               | 8,2            | 8,1            | 86,9           | 8,5            |
| Ouvrages en métaux              | 28,4           | 40,0           | 39,0           | 69,1           |
| Industries diverses             | 51,3           | 40,8           | 61,3           | 51,0           |
| Electricité, Eau Potable        | 6,7            | 7,5            | 8,1            | 8,3            |
| Bâtiments et Travaux Publics    | 73,3           | 72,5           | 76,5           | 75,8           |
| Commerce                        | 574,7          | 488,2          | 626,5          | 596,6          |
| Restaurants et Hôtels           | 7,6            | 11,0           | 6,7            | 8,0            |
| Transports et Communications    | 73,3           | 61,4           | 60,2           | 51,0           |
| Banques et Assurances           | 6,8            | 7,4            | 7,4            | 7,1            |
| Affaires Immobilières           | 174,8          | 182,0          | 178,4          | 182,5          |
| Services Sociaux et Personnels  | 69,5           | 84,9           | 70,8           | 78,4           |
| Services du Gouvernement        | 126,7          | 135,3          | 113,5          | 94,8           |
| PIB au coût des facteurs        | 2945,0         | 2873,2         | 3095,4         | 3052,2         |
| Taxes à l'Importation           | 161,9          | 142,6          | 158,1          | 139,8          |
| PIB au prix du marché           | 3106,9         | 3015,8         | 3253,6         | 3192,1         |

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)



**Tableau No. 1-A (Suite)**

**Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité  
(En Milliers de Gourdes de 1975-1976)**

| <b>Branche d'Activités</b>      | <b>1963-64</b> | <b>1964-65</b> | <b>1965-66</b> | <b>1966-67</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture                     | 1195,2         | 1226,2         | 1242,2         | 1208,9         |
| Sylviculture et pêche           | 214,0          | 167,2          | 219,4          | 222,9          |
| Minerais metall. et non metall. | 65,3           | 57,6           | 54,3           | 48,1           |
| Produits Alimentaires           | 136,4          | 149,6          | 138,9          | 119,1          |
| Boisson                         | 17,7           | 19,1           | 18,2           | 15,6           |
| Industries du Tabac             | 20,9           | 21,7           | 21,6           | 21,8           |
| Industrie textile               | 120,0          | 110,7          | 116,7          | 132,4          |
| Produits chimiques              | 23,2           | 29,7           | 35,6           | 41,1           |
| Produits minéraux               | 8,1            | 7,9            | 6,1            | 5,9            |
| Ouvrages en métaux              | 64,3           | 79,0           | 86,7           | 87,1           |
| Industries diverses             | 39,7           | 39,2           | 24,7           | 19,1           |
| Electricité, Eau Potable        | 8,0            | 8,8            | 8,7            | 8,9            |
| Bâtiments et Travaux Publics    | 72,4           | 70,3           | 53,8           | 53,3           |
| Commerce                        | 547,2          | 557,3          | 555,2          | 503,0          |
| Restaurants et Hôtels           | 9,3            | 6,2            | 5,9            | 3,8            |
| Transports et Communications    | 58,4           | 56,8           | 48,0           | 56,5           |
| Banques et Assurances           | 8,2            | 8,1            | 6,7            | 6,3            |
| Affaires Immobilières           | 186,8          | 192,5          | 192,9          | 196,5          |
| Services Sociaux et Personnels  | 83,2           | 89,5           | 87,7           | 89,4           |
| Services du Gouvernement        | 104,1          | 134,0          | 123,6          | 128,6          |
| PIB au coût des facteurs        | 2982,8         | 3031,3         | 3042,1         | 2968,5         |
| Taxes à l'Importation           | 156,7          | 135,3          | 146,8          | 151,2          |
| PIB au prix du marché           | 3139,6         | 3166,6         | 3188,9         | 3119,8         |

**Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)**

**Tableau No. 1-A (Suite)**

**Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité  
(En Milliers de Gourdes de 1975-1976)**

| <b>Branche d'Activités</b>      | <b>1967-68</b> | <b>1968-69</b> | <b>1969-70</b> | <b>1970-71</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture                     | 1224,3         | 1246,0         | 1254,2         | 1294,1         |
| Sylviculture et pêche           | 222,2          | 226,2          | 228,3          | 223,6          |
| Minerais metall. et non metall. | 53,4           | 83,7           | 72,2           | 84,1           |
| Produits Alimentaires           | 119,7          | 137,4          | 104,4          | 125,3          |
| Boisson                         | 16,3           | 15,1           | 16,5           | 16,5           |
| Industries du Tabac             | 21,6           | 20,7           | 25,3           | 29,4           |
| Industrie textile               | 122,4          | 120,4          | 138,7          | 133,8          |
| Produits chimiques              | 47,5           | 41,8           | 29,8           | 40,3           |
| Produits minéraux               | 6,3            | 7,7            | 9,8            | 11,3           |
| Ouvrages en métaux              | 103,1          | 84,0           | 52,8           | 125,5          |
| Industries diverses             | 19,7           | 32,2           | 60,9           | 19,4           |
| Electricité, Eau Potable        | 9,0            | 9,9            | 9,9            | 11,6           |
| Bâtiments et Travaux Publics    | 57,2           | 72,0           | 87,7           | 100,6          |
| Commerce                        | 531,1          | 543,1          | 545,4          | 599,3          |
| Restaurants et Hôtels           | 4,5            | 3,7            | 3,9            | 7,7            |
| Transports et Communications    | 64,4           | 63,1           | 59,0           | 67,4           |
| Banques et Assurances           | 5,4            | 4,2            | 4,5            | 4,8            |
| Affaires Immobilières           | 197,1          | 201,0          | 205,2          | 207,5          |
| Services Sociaux et Personnels  | 92,2           | 89,6           | 93,8           | 96,8           |
| Services du Gouvernement        | 123,2          | 158,8          | 158,6          | 173,1          |
| PIB au coût des facteurs        | 3040,8         | 3160,9         | 3161,4         | 3382,4         |
| Taxes à l'Importation           | 179,9          | 182,6          | 203,9          | 200,9          |
| PIB au prix du marché           | 3220,7         | 3343,5         | 3365,3         | 3583,3         |

**Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)**

**Tableau No. 1-A (Suite)**

**Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité  
(En Milliers de Gourdes de 1975-1976)**

| <b>Branche d'Activités</b>      | <b>1971-72</b> | <b>1972-73</b> | <b>1973-74</b> | <b>1974-75</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture                     | 1284,3         | 1315,0         | 1346,0         | 1399,0         |
| Sylviculture et pêche           | 239,4          | 243,9          | 251,3          | 259,4          |
| Minerais metall. et non metall. | 72,2           | 83,4           | 88,1           | 62,1           |
| Produits Alimentaires           | 154,3          | 151,7          | 158,2          | 179,6          |
| Boisson                         | 17,2           | 17,1           | 19,1           | 17,9           |
| Industries du Tabac             | 26,6           | 28,9           | 38,9           | 42,7           |
| Industrie textile               | 172,6          | 108,8          | 126,0          | 76,7           |
| Produits chimiques              | 41,8           | 44,9           | 56,8           | 39,2           |
| Produits minéraux               | 13,2           | 17,6           | 22,4           | 23,6           |
| Ouvrages en métaux              | 85,9           | 110,5          | 131,0          | 87,7           |
| Industries diverses             | 27,5           | 56,8           | 53,2           | 88,4           |
| Electricité, Eau Potable        | 12,9           | 15,6           | 17,3           | 18,8           |
| Bâtiments et Travaux Publics    | 116,8          | 154,3          | 197,3          | 205,3          |
| Commerce                        | 590,6          | 633,0          | 661,2          | 669,3          |
| Restaurants et Hôtels           | 7,3            | 8,0            | 8,9            | 11,1           |
| Transports et Communications    | 73,1           | 70,3           | 74,1           | 80,0           |
| Banques et Assurances           | 5,7            | 5,7            | 7,4            | 7,7            |
| Affaires Immobilières           | 210,7          | 215,5          | 222,5          | 231,8          |
| Services Sociaux et Personnels  | 102,2          | 96,9           | 94,7           | 104,5          |
| Services du Gouvernement        | 166,2          | 206,6          | 273,5          | 302,1          |
| PIB au coût des facteurs        | 3420,8         | 3584,7         | 3848,2         | 3907,0         |
| Taxes à l'Importation           | 196,1          | 204,5          | 160,8          | 146,6          |
| PIB au prix du marché           | 3616,9         | 3789,2         | 4009,1         | 4053,5         |

**Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)**

**Tableau No. 1-A (Suite et fin)**

**Produit Intérieur Brut par Branche d'Activité  
(En Milliers de Gourdes de 1975-1976)**

| <b>Branche d'Activités</b>      | <b>1975-76</b> | <b>1976-77</b> | <b>1977-78</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture                     | 1413,5         | 1321,6         | 1334,2         |
| Sylviculture et pêche           | 261,8          | 266,1          | 270,4          |
| Minerais metall. et non metall. | 83,3           | 78,1           | 74,4           |
| Produits Alimentaires           | 212,3          | 211,8          | 198,9          |
| Boisson                         | 15,1           | 19,6           | 22,2           |
| Industries du Tabac             | 25,7           | 27,2           | 32,1           |
| Industrie textile               | 135,6          | 174,0          | 197,6          |
| Produits chimiques              | 52,7           | 51,4           | 64,4           |
| Produits minéraux               | 32,8           | 37,8           | 37,0           |
| Ouvrages en métaux              | 86,0           | 138,3          | 211,1          |
| Industries diverses             | 103,4          | 136,8          | 131,8          |
| Electricité, Eau Potable        | 22,9           | 23,9           | 43,7           |
| Bâtiments et Travaux Publics    | 226,1          | 250,3          | 246,0          |
| Commerce                        | 763,3          | 796,1          | 762,0          |
| Restaurants et Hôtels           | 15,3           | 16,1           | 20,8           |
| Transports et Communications    | 88,2           | 112,1          | 106,4          |
| Banques et Assurances           | 9,3            | 10,7           | 10,6           |
| Affaires Immobilières           | 232,7          | 236,7          | 240,9          |
| Services Sociaux et Personnels  | 102,9          | 113,5          | 139,6          |
| Services du Gouvernement        | 326,7          | 346,6          | 392,2          |
| PIB au coût des facteurs        | 4209,8         | 4368,8         | 4536,5         |
| Taxes à l'Importation           | 185,2          | 202,3          | 214,2          |
| PIB au prix du marché           | 4395,0         | 4571,1         | 4750,7         |

**Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)**

**Tableau No. 1-B**

**Structure des Importations d'Haïti  
(en pourcentage du total)**

|                                  | 1980  | 1981  | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  |      |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| <u>Produits de Consommation</u>  | 35,9  | 35,9  | 37,1  | 37,5  | 36,0  | 37,3  |      |
| Produits Alimentaires            |       | 15,9  | 15,9  | 18,4  | 19,2  | 18,3  | 19,1 |
| Produits manufacturés            | 19,5  | 19,5  | 18,1  | 17,7  | 17,0  | 17,3  |      |
| Divers                           | 0,4   | 0,5   | 0,6   | 0,6   | 0,7   | 0,9   |      |
| <u>Produits Intermédiaires</u>   | 17,9  | 17,9  | 16,9  | 22,1  | 22,7  | 21,0  |      |
| Boissons et Tabac                | 1,9   | 1,9   | 1,3   | 2,2   | 2,1   | 1,9   |      |
| Matières premières               | 2,1   | 2,1   | 2,6   | 3,0   | 3,0   | 2,7   |      |
| Matières grasses                 | 6,3   | 6,3   | 3,9   | 7,2   | 7,7   | 7,0   |      |
| Produits chimiques               | 7,7   | 7,6   | 9,1   | 9,7   | 9,9   | 9,4   |      |
| <u>Carburants et lubrifiants</u> | 15,7  | 15,7  | 14,0  | 14,9  | 14,1  | 14,2  |      |
| <u>Biens d'équipement</u>        | 30,5  | 30,5  | 32,0  | 25,5  | 27,2  | 27,4  |      |
| Machines et transports           | 22,4  | 22,4  | 22,5  | 18,0  | 18,5  | 18,4  |      |
| Autres produits manufacturés     | 8,2   | 8,2   | 9,5   | 7,5   | 8,6   | 9,0   |      |
| <b><u>TOTAL</u></b>              | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |      |

**Source:** Banque de la République d'Haïti  
Administration des Douanes et Calculs de la BID

**Tableau No. 1-B (Suite et Fin)**

**Structure des Importations d'Haïti  
(en pourcentage du total)**

|                                  | 1886  | 1987  | 1988  | 1989  |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| <u>Produits de Consommation</u>  | 36,2  | 37,6  | 37,0  | 35,8  |
| Produits Alimentaires            | 18,9  | 19,1  | 20,3  | 20,7  |
| Produits manufacturés            | 16,3  | 17,3  | 15,7  | 14,0  |
| Divers                           | 1,0   | 1,2   | 1,0   | 1,0   |
| <u>Produits Intermédiaires</u>   | 23,6  | 22,9  | 23,1  | 21,0  |
| Boissons et Tabac                | 2,2   | 1,7   | 1,2   | 1,2   |
| Matières premières               | 2,4   | 2,2   | 3,1   | 2,2   |
| Matières grasses                 | 9,2   | 8,9   | 8,9   | 8,4   |
| Produits chimiques               | 9,8   | 10,1  | 9,9   | 9,2   |
| <u>Carburants et lubrifiants</u> | 13,8  | 12,6  | 13,5  | 17,7  |
| <u>Biens d'équipement</u>        | 26,4  | 27,0  | 26,4  | 25,5  |
| Machines et transports           | 17,2  | 17,8  | 17,9  | 17,1  |
| Autres produits manufacturés     | 9,2   | 9,2   | 8,5   | 8,4   |
| <b><u>TOTAL</u></b>              | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

**Source:** Banque de la République d'Haïti  
Administration des Douanes et Calculs de la BID

**Tableau 1-C****Structure des Exportations Haïtiennes  
(En millions de gourdes)**

| <b>Produits</b>       | <b>1959-60</b> | <b>1960-61</b> | <b>1961-62</b> | <b>1962-63</b> | <b>1963-64</b> |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Café                  | 100,9          | 60,6           | 103,3          | 83,9           | 87,7           |
| Pite                  | 22,3           | 17,1           | 11,6           | 19,1           | 19,2           |
| Sucre                 | 13,9           | 22,6           | 8,5            | 27,6           | 9,8            |
| Mélasse               | 1,9            | 3,1            | 2,4            | 3,3            | 2,1            |
| Bauxite               | 16,8           | 14,7           | 18,3           | 24,7           | 19,7           |
| Huiles Essentielles   | 6,1            | 7,4            | 7,6            | 5,3            | 4,2            |
| Cuivre                | -              | 5,0            | 16,2           | 12,7           | 15,2           |
| Huile de Ricin        | 1,1            | 1,5            | 1,0            | 0,7            | 0,4            |
| Cacao                 | 5,6            | 1,8            | 1,1            | 1,3            | 0,8            |
| Banane                | 0,1            | 0,5            | 0,5            | 0,8            | 0,1            |
| Petite Industrie      | 9,5            | 7,9            | 16,5           | 19,1           | 15,1           |
| Cacao manufacturé     | -              | -              | -              | -              | -              |
| Viande                | -              | 0,1            | 3,4            | 4,8            | 5,9            |
| Ficelle               | -              | -              | -              | -              | -              |
| Articles manufacturés | -              | -              | -              | -              | -              |
| Autres                | 12,4           | 9,4            | 13,9           | 12,8           | 9,7            |
| <b>Total Général</b>  | <b>190,6</b>   | <b>151,7</b>   | <b>204,2</b>   | <b>216,1</b>   | <b>189,8</b>   |

**Source:** Banque de la République d'Haïti. Bulletin Semestriel No. 13

**Tableau 1-C (Suite)**

**Structure des Exportations Haïtiennes  
(En millions de gourdes)**

| <b>Produits</b>       | <b>1964-65</b> | <b>1965-66</b> | <b>1966-67</b> | <b>1967-68</b> | <b>1968-69</b> |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Café                  | 96,6           | 103,6          | 68,4           | 73,1           | 68,5           |
| Pite                  | 12,1           | 13,8           | 7,2            | 8,1            | 12,7           |
| Sucre                 | 12,1           | 14,1           | 18,9           | 15,4           | 10,3           |
| Mélasse               | 1,6            | 1,7            | 0,9            | 1,4            | 1,0            |
| Bauxite               | 18,2           | 18,1           | 13,3           | 9,1            | 32,5           |
| Huiles Essentielles   | 6,1            | 10,0           | 13,6           | 13,7           | 15,4           |
| Cuivre                | 11,2           | 9,8            | 9,8            | 6,0            | 7,3            |
| Huile de Ricin        | 0,4            | 0,1            | 0,1            | 0,3            | 0,2            |
| Cacao                 | 0,5            | 0,3            | 0,5            | 1,0            | 2,6            |
| Banane                | -              | -              | -              | -              | -              |
| Petite Industrie      | 11,5           | 6,1            | 12,6           | 24,4           | 8,0            |
| Cacao manufacturé     | -              | -              | -              | -              | -              |
| Viande                | 5,1            | 4,4            | 3,9            | 3,0            | 3,1            |
| Ficelle               | -              | -              | -              | -              | -              |
| Articles manufacturés | -              | -              | -              | -              | -              |
| Autres                | 13,4           | 9,8            | 9,3            | 23,3           | 23,9           |
| <b>Total Général</b>  | <b>188,8</b>   | <b>191,8</b>   | <b>161,6</b>   | <b>178,7</b>   |                |
| <b>185,4</b>          |                |                |                |                |                |

**Source:** Banque de la République d'Haïti. Bulletin Semestriel No. 13



**Tableau 1-C (Suite)****Structure des Exportations Haïtiennes  
(En millions de gourdes)**

| <b>Produits</b>       | <b>1969-70</b> | <b>1970-71</b> | <b>1971-72</b> | <b>1972-73</b> | <b>1973-74</b> |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Café                  | 76,2           | 99,8           | 78,6           | 103,1          | 119,9          |
| Pite                  | 9,2            | 4,0            | 2,7            | 6,1            | 23,2           |
| Sucre                 | 14,2           | 17,1           | 17,0           | 13,2           | 8,8            |
| Mélasse               | 2,1            | 2,2            | 2,2            | 3,5            | 5,7            |
| Bauxite               | 28,2           | 32,7           | 33,8           | 32,9           | 34,5           |
| Huiles Essentielles   | 13,3           | 15,5           | 16,6           | 18,5           | 32,6           |
| Cuivre                | 6,0            | 6,5            | 1,4            | -              | -              |
| Huile de Ricin        | 0,2            | 0,2            | 0,1            | 0,3            | 0,5            |
| Cacao                 | 5,3            | 2,6            | 0,1            | 0,6            | 6,2            |
| Banane                | -              | -              | -              | -              | -              |
| Petite Industrie      | 35,2           | 46,6           | 41,3           | 53,8           | 92,2           |
| Cacao manufacturé     | -              | -              | -              | -              | -              |
| Viande                | 2,4            | 2,7            | 5,3            | 6,7            | 5,9            |
| Ficelle               | -              | -              | -              | -              | -              |
| Articles manufacturés | -              | -              | -              | -              | -              |
| Autres                | 10,3           | 11,0           | 12,5           | 18,0           | 27,4           |
| <b>Total Général</b>  | <b>202,6</b>   | <b>241,1</b>   | <b>211,5</b>   | <b>256,6</b>   | <b>356,7</b>   |

**Source:** Banque de la République d'Haïti. Bulletin Semestriel No. 13

**Tableau 1-C (Suite)****Structure des Exportations Haïtiennes  
(En millions de gourdes)**

| <b>Produits</b>       | <b>1974-75</b> | <b>1975-76</b> | <b>1976-77</b> | <b>1977-78</b> | <b>1978-79</b> |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Café                  | 92,5           | 219,7          | 318,3          | 311,4          | 196,5          |
| Pite                  | 14,3           | 7,3            | 5,2            | 8,2            | 3,7            |
| Sucre                 | 41,7           | 9,0            | -              | 11,7           | -              |
| Mélasse               | 5,5            | 2,4            | 2,1            | 2,4            | 2,9            |
| Bauxite               | 52,3           | 91,5           | 86,6           | 86,1           | 90,0           |
| Huiles Essentielles   | 24,4           | 41,2           | 32,2           | 48,5           | 33,7           |
| Cuivre                | -              | -              | -              | -              | -              |
| Huile de Ricin        | 0,2            | 0,3            | 0,4            | 0,3            | 0,6            |
| Cacao                 | 7,1            | 10,4           | 20,6           | 27,3           | 34,0           |
| Banane                | -              | -              | -              | -              | -              |
| Petite Industrie      | 27,1           | 35,6           | 46,2           | 61,7           | 88,8           |
| Cacao manufacturé     | 1,8            | 2,6            | 2,7            | 8,5            | -              |
| Viande                | 2,6            | 5,3            | 7,7            | 8,5            | 15,4           |
| Ficelle               | 19,3           | 10,0           | 9,0            | 8,1            | 10,3           |
| Articles manufacturés | 78,5           | 113,5          | 131,3          | 159,0          | 211,6          |
| Autres                | 26,0           | 34,8           | 54,2           | 53,0           | 51,9           |
| <b>Total Général</b>  | <b>393,3</b>   | <b>583,9</b>   | <b>716,5</b>   | <b>794,6</b>   |                |
| <b>739,4</b>          |                |                |                |                |                |

**Source:** Banque de la République d'Haïti. Bulletin Semestriel No. 13

**Tableau 1-C (Suite et fin)****Structure des Exportations Haïtiennes  
(En millions de gourdes)**

| <b>Produits</b>       | <b>1979-80</b> | <b>1980-81</b> | <b>1981-82</b> | <b>1982-83</b> | <b>1983-84</b> | <b>1984-85</b> |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Café                  | 454,4          | 165,7          | 179,6          | 262,4          | 228,9          | 246,5          |
| Pite                  | 7,2            | 2,3            | 8,6            | 0,9            | 0,9            | 2,0            |
| Sucre                 | 32,1           | -              | -              | 8,6            | 2,5            | 10,3           |
| Mélasses              | 7,5            | 4,6            | 2,4            | 3,0            | 1,9            | -              |
| Bauxite               | 97,9           | 83,1           | 106,9          | -              | -              | -              |
| Huiles Essentielles   | 27,0           | 24,5           | 28,4           | 38,3           | 28,2           | 25,6           |
| Cuivre                | -              | -              | -              | -              | -              | -              |
| Huile de Ricin        | 0,2            | -              | -              | -              | -              | -              |
| Cacao                 | 22,6           | 17,1           | 11,1           | 23,4           | 22,8           | 32,5           |
| Banane                | -              | -              | -              | -              | -              | -              |
| Petite Industrie      | 105,3          | 142,3          | 218,5          | 186,2          | 211,4          | 164,3          |
| Cacao manufacturé     | -              | -              | -              | -              | -              | -              |
| Viande                | 9,0            | 20,8           | 8,7            | 3,0            | 1,8            | -              |
| Ficelle               | 40,1           | 34,0           | 39,8           | 25,4           | 27,7           | 11,8           |
| Articles manufacturés | 273,6          | 273,2          | 241,7          | 239,1          | 320,8          | 344,0          |
| Autres                | 51,6           | 6,9            | 60,8           | 153,3          | 249,9          | 295,6          |
| <b>Total Général</b>  | <b>1128,5</b>  | <b>775,5</b>   | <b>906,7</b>   | <b>943,5</b>   | <b>1096,9</b>  | <b>1132,7</b>  |

**Source:** Banque de la République d'Haïti. Bulletin Semestriel No. 13

## ANNEXE 2

### A - Les Différents Programmes d'Ajustement des Années 80

#### A-1 Le Programme de Stabilisation de 1982 - 1983

Dans un effort de redressement de la situation, le Gouvernement haïtien d'alors avait adopté un programme de stabilisation au cours de l'année fiscale 1981 - 1982. Ce programme était apporté par le Fonds Monétaire avec un accord de crédit s'étendant sur 1982 - 1983 pour un montant équivalant à 34.5 millions de D.T.S.

Les objectifs du programme pouvaient être ainsi résumés :

- a) une réduction du déficit du secteur public de 9% du P.I.B. en 1981 à 4.3% en 1983
- b) une réduction du déficit de la balance des paiements de 55 millions de dollars en 1981 à 10 millions en 1983
- c) une réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements de 9.9 du P.I.B. en 1981 à 4.5% en 1983
- d) une amélioration de l'épargne publique équivalente à 25% du P.I.B. en 1983

Pour aider à atteindre ces objectifs il fallait effectuer des coupures drastiques dans le cadre des dépenses gouvernementales et, parallèlement, pour augmenter les recettes publiques, le Gouvernement avait décidé d'imposer une nouvelle taxe sur les chiffres d'affaires (T.C.A) au taux de 7%.

#### A-2 Le Programme de Stabilisation de 1983 - 1985

Il faut donc souligner que les conditions économiques et sociales demeuraient alarmantes et la position des réserves internationales du pays extrêmement fragile à la fin de 1983. Afin d'obvier à ces difficultés, le gouvernement avait préparé un nouveau programme financier, identique au précédent et accompagné d'un financement de 60 millions de dollars afin de faciliter la réforme fiscale.

Ce programme qui devait s'étendre sur les deux exercices 83-84 et 84-85 avait pour objectif principal la restauration de la position de réserves internationales nettes de la Banque Centrale avec une augmentation de 8 millions de dollars en 1984 et en 1985.

Au cours de cette période, en plus d'une augmentation du taux de pression fiscale, des coupures drastiques avaient été enregistrées tant au niveau du budget de fonctionnement qu'au niveau du budget d'investissement du Gouvernement Central, ce qui a eu pour résultat d'accroître le volume de chômage et de réduire le pouvoir d'achat déjà si faible de la population.

Parallèlement, le Gouvernement avait décidé, malgré les pressions du F.M.I., de continuer à prendre en charge les entreprises publiques déficitaires, ce qui aggrava la pression sur la balance des paiements.

### A-3 Le Programme d'Ajustements Structurels (1986 -1989)

#### Du Contenu du Programme d'Ajustements Structurels 86-89

Le Conseil National de Gouvernement (C.N.G) qui a hérité du pouvoir en 1986 accepta de reprendre les négociations avec le F.M.I. et le cadre a été élargi avec la participation de la Banque Mondiale. Suit à ces négociations, un programme d'Ajustements Structurels a été mis sur pied pour une première période 1986-87 à 1988-89. La Banque Mondiale était chargée de réviser le programme d'investissements publics du CNG qui devait rentrer en exécution en octobre 1986.

Les objectifs macroéconomiques poursuivis dans le cadre de ce programme étaient les suivants:

- 1) maintenir sans interruption un rythme annuel de croissance d'au moins 4 1/2%
- 2) limiter la hausse des prix au plus à l'inflation que connaissent les principaux partenaires commerciaux d'Haïti
- 3) réaliser durant 1986-87, puis chaque année pendant deux ans un excédent global de la balance des paiements d'environ 1 1/2% du PIB

Ce programme, dont la finalité visait à permettre au pays de mobiliser des ressources additionnelles afin d'accroître la capacité productive de l'économie mettait l'emphase sur la recherche de la vérité des prix, la diversification des exportations, les investissements productifs, un contrôle strict des activités des entreprises publiques et une meilleure gestion de la dette publique.

Il s'agissait également de restaurer la confiance du secteur privé et des bailleurs de fonds de la communauté internationale dans la capacité de gestion économique et financière de l'État.

Ce programme avait bénéficié de trois importants concours financiers :

- du FMI, un prêt au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) représentant 63.5% de la quote part d'Haïti au FMI , 44.1 millions de dollars de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) dont 11.3 millions de dollars ont été décaissés.
- un prêt de 40 millions de dollars de la Banque Mondiale au titre du " Economic Recovery Credit " (ERC) dont 20 millions de dollars ont été versés en avril 1987.
- de l'USAID, un soutien budgétaire au titre du " Economic Support Fund (ESF) de l'ordre de 80 millions de dollars sur deux ans dont 40 millions de dollars ont été décaissés.

Une analyse du contenu du programme révèle que les principales mesures de politiques liées à la stabilisation, à l'efficacité et à la compétitivité internationale, à la croissance et à l'assainissement ont été retenues sauf la dévaluation de la monnaie. Fondamentalement, ce programme de réforme avait pour but de promouvoir l'expansion

économique à travers une performance améliorée de l'agriculture et une croissance basée sur les exportations. La stabilité financière se révélait centrale à cette stratégie et elle était identifiée comme un prérequis indispensable pour restaurer la confiance parmi les investisseurs privés et les bailleurs de fonds de la communauté internationale.

#### A-4 L'Accord Stand-By (Octobre 1989 - Décembre 1990)

Cet accord traduisait la volonté du gouvernement d'alors de reprendre le processus d'ajustement et de réformes structurelles initié en 1986 mais qui a été interrompu de fait en 1988 suite à une réduction drastique de l'assistance externe après les événements tragiques de novembre 1987.

Le montant retenu dans le cadre de cet Accord correspondait à l'équivalent de 21 millions de Droits de Tirage Spéciaux pour une période de 15 mois soit du 1er octobre 1989 au 31 décembre 1990, période durant laquelle un programme global d'ajustement sera mis en vigueur.

De plus, le Gouvernement d'alors croyait que les mesures et politiques spécifiées dans le "Memorandum des Politiques Economiques et Financières" (<sup>24</sup>) pouvaient d'une part favoriser la restauration de la confiance du secteur privé et incidemment la reprise de l'investissement et d'autre part, créer les conditions pour une augmentation substantielle de l'aide externe.

Enfin il a été convenu que les progrès réalisés dans l'exécution du programme seraient analysés par le Fonds Monétaire International (ci-après le Fonds) conjointement avec le gouvernement avant le 30 avril 1990 et qu'à cet effet d'autres mesures pouvaient être envisagées si c'était nécessaire.

Les Objectifs-clé :

Ce programme retenait les objectifs-clé suivants :

- a) promouvoir une reprise modeste de l'activité économique
- b) consolider l'équilibre de la balance des paiements
- c) initier un processus de réapprovisionnement des réserves internationales nettes.

---

<sup>24</sup> Memorandum of Economic and Financial Policies of the government of Haiti, 1989

### ANNEXE 3

#### Réponses au Choc du Taux d'Intérêt Américain<sup>(25)</sup>

1- Création d'un intervalle de Confiance pour  $\beta_1$

$$35.2951 - 2\sigma \leq \beta_1 \leq 35.2951 + 2\sigma$$

$$35.2951 - 2 \times 20.5563 \leq \beta_1 \leq 35.2951 + 2 \times 20.5563$$

$$- 5.8175 \leq \beta_1 \leq 76.4077$$

Toute chose restant égale par ailleurs, si en 1984 RA = 12%, le revenu national privé se comportera de la façon suivante :

#### Borne Inférieure

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4059.804 - 5.8175 \times 12\% + 9.86 \times 96.72\%$$

$$\text{RNPRIV} = 2\,827.5307$$

#### Borne Supérieure

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4059.804 + 76.4077 \times 12\% + 9.86 \times 0.9672$$

$$\text{RNPRIV} = 2\,837.3977$$

D'où l'intervalle de confiance :

$$2\,827.5307 \leq \text{RNPRIV}_{84} \leq 2\,837.3977$$

---

<sup>25</sup> Tous les résultats obtenus sont exprimés à prix constant de 1975-76.

Ce qui pour la demande privée conduit à :

2 - Intervalle de confiance du paramètre associé à DIF :

$$-23.2809 - 2\sigma \leq \delta_1 \leq -23.2809 + 2\sigma$$

$$-23.2809 - 2 \times 18.4661 \leq \delta_1 \leq -23.2809 + 2 \times 18.4661$$

$$-60.2131 \leq \delta_1 \leq 13.6513$$

Si en 1984 RA = 12% alors DIF = 2%

Borne de DEPRIVR calculée à partir de la borne inférieure de RNPRIV

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \text{RNPRIV} - 60.2131 \text{DIF}$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,827.5307 - 60.2131 \times 2\%$$

$$\text{DEPRIVR} = 3\,659.5587$$

Borne de DEPRIVR calculée à partir de la borne supérieure de RNPRIV

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \text{RNPRIV} + 13.6513 \times 2\%$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,837.3977 + 13.6513 \times 2\%$$

$$\text{DEPRIVR} = 3\,661.036$$

On a ainsi l'intervalle de confiance de DEPRIVR :

$$3\,659.5587 \leq \text{DEPRIVR}_{84} \leq 3\,661.036$$

En sommant la demande privée ( DEPRIVR) à la demande du secteur public (Dg) observée nous obtenons la demande globale ( D ).



d'où :

$$3\ 659.5587 + 996.8809 \leq D \leq 3\ 661.036 + 996.8809$$

$$4\ 656.4396 \leq D_{84} \leq 4\ 657.9169$$

Comme nous l'avons déjà souligné la différence entre l'Offre Globale (S) et la Demande Globale (D) nous conduit à la Balance de Compte Courant (CC) :

$$7\ 259 - 4\ 656.4396 \leq CC_{84} \leq 7\ 259 - 4\ 657.9169$$

$$2\ 602.5604 \leq CC_{84} \leq 2\ 601.0831$$

#### Réponses au Choc de Termes de l'Échange

Nous partons du résultat de la régression du revenu national privé réalisée sur le revenu national privé retardé, le taux d'intérêt américain et les termes de l'échange. Nous conservons l'intervalle de confiance du coefficient  $\beta_1$  tout en considérant le taux d'intérêt inchangé par rapport à sa valeur observée, nous supposons les termes de l'échange de 1984 égaux à 108.0%, nous allons calculer le comportement du revenu privé, de la demande privé, de la demande globale, de la balance de compte courant puis, après avoir étudié la tendance des importations face à ce choc, nous obtiendrons, par différence avec les résultats du compte courant, celui des exportations.

Borne du RNPRIV calculée à partir de la borne inférieure de  $\beta_1$  et du choc des Termes de l'échange.

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4\ 059.804 - 5.8175 \times 9.57\% + 9.8649 \times 108.0\%$$

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 2\ 481.3522 - 0.5567 + 10.65 = 2\ 828.7855$$

Borne du RNPRIV calculée à partir de la borne supérieure de  $\beta_1$  et du choc des Termes de l'Échange

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4\,059.804 + 76.4077 \times 9.57 + 9.8649 \times 108.0\%$$

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 2\,481.3522 + 7.3122 + 10.65 = 2\,836.6544$$

$$2\,828.7855 \leq \text{RNPRIV}_{84} \leq 2\,836.6544$$

Borne inférieure de la DEPRIVR calculée à partir de la borne inférieure du RNPRIV en maintenant constant le taux d'intérêt.

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,828.7855 - 60.2131 \times (-0.43)$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 4\,817.9875 + 0.2589 = 3\,663.1591$$

Borne supérieure de la DEPRIVR calculée à partir de la borne supérieure du RNPRIV en maintenant constant le taux d'intérêt.

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,836.6544 - 13.6513 \times (-0.43)$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 4\,831.3898 + 0.0587 = 3\,676.2438$$

$$3\,663.1591 \leq \text{DEPRIVR}_{84} \leq 3\,676.2438$$

$$D = \text{DEPRIVR} + D_g$$

$$3\,663.1591 + 996.8909 \leq D_{84} \leq 3\,676.2438 + 996.8909$$

$$4\,660.05 \leq D_{84} \leq 4\,673.1347$$

La Balance de Compte Courant doit être comprise entre :

$$7\,259 - 4\,673.1347 \leq CC_{84} \leq 7\,259 - 4\,660.05$$

$$2\,585.8653 \leq CC_{84} \leq 2\,598.95$$

Les Exportations réagissent comme suit :

$$2\,585.8653 - 1\,293.73 \leq X_{84} \leq 2\,598.95 - 1\,293.73$$

$$3\,879.6018 \leq X_{84} \leq 3\,892.6865$$

#### Chocs Simultanés du Taux d'intérêt et des Termes de l'Échange.

Borne Inférieure du Revenu National Privé

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4\,059.804 - 5.8175 \times 12\% + 9.8649 \times 108.0\%$$

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 2\,481.3522 - 0.6981 + 10.65 = 2\,828.6441$$

Borne Supérieure du Revenu National Privé

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 0.6112 \times 4\,059.804 + 76.4077 \times 12 + 9.8649 \times 108.0\%$$

$$\text{RNPRIV} = 337.34 + 2\,481.3522 + 9.1689 + 10.65 = 2\,838.5111$$

$$2\,828.6441 \leq \text{RNPRIV}_{84} \leq 2\,838.5111$$

#### Comportement de la Demande Privée

Borne Inférieure de la Demande Privée

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,828.6441 - 60.2131 \times 2\%$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 4\,817.7466 - 1.2043 = 3\,661.455$$

### Borne Supérieure de la Demande Privée

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 1.7032 \times 2\,838.511 + 13.6513 \times 2\%$$

$$\text{DEPRIVR} = -1\,155.0873 + 4\,834.5521 + 0.2730 = 3\,679.7378$$

$$3\,661.455 \leq \text{DEPRIVR}_{84} \leq 3\,679.7378$$

### Demande Globale

$$3\,661.455 + 996.8909 \leq D_{84} \leq 3\,679.7378 + 996.8909$$

$$4\,658.3359 \leq D_{84} \leq 4\,676.6187$$

### Balance de Compte Courant

$$7\,259 - 4\,676.6187 \leq \text{CC}_{84} \leq 7\,259 - 4\,658.3359$$

$$2\,582.3813 \leq \text{CC}_{84} \leq 2\,600.6641$$

Puisque seuls les termes de l'échange influencent les importations il n'y a aucun effet particulier, quand les deux chocs se produisent en même temps, sur la demande d'importations d'où :

$$M = 1\,293.7365$$

Ainsi les Exportations seront comprises entre :

$$2\,582.3813 + 1\,293.7365 \leq X_{84} \leq 2\,600.6641 + 1\,293.7365$$

$$3\,876.1178 \leq X_{84} \leq 3\,894.4006$$

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Balassa Bela : Adjustment to External Shocks in Developing Economies, Staff Paper No. 472, World Bank, July 1981, pp 1 - 31
- Balassa Bela : Structural Adjustment Policies in Developing Economies in Developing Economies, World Development, Vol 10 No. 1, 1982, pp. 23-38
- Balassa Bela and Mc. Carthy, F. Desmond : Adjustment Policies in Developing Countries 1979 - 83, Staff Working Paper No. 675, World Bank, Nov 1984, pp
- Balassa Bela : Adjustment Policies in Developing Countries : a Reassessment, World Development, London : Macmillan, 1985, pp 89 - 101.
- Balassa Bela : Policy Responses to Exogenous Shocks in Developing Countries, American Economic Review, May 1986, pp. 75-78
- Dornbusch Rudiger : The Effects of OECD Macroeconomics Policies on Non-Oil Developing Countries : a Review, Washington D.c., World Bank, 1986, Staff Working Paper No. 793, 39p.
- Edwards Sebastian and Ostry Jonathan D. : Terms of Trade Disturbances Real Exchange Rate and Welfare : the Role of Capital Controls and Labor Market Distorsions, International Monetary Fund, Working Paper, 1989, 28p.
- Harberger Arnold C. : Economic Adjustment and the Real Exchange Rate, Edwards et al. (eds) Economic Adjustment and Exchange Rates in Developing Countries, University of Chicago Press, 1986, pp
- Khan Moshin S. : Developing Country Exchange Rate Policy Responses to Exogenous Shocks, American Economic Review, Vol. 76 No. 2, 1986, pp. 84-87
- Krugman Paul et Obsfield Maurice : Economie Internationale, De Boek Université, Bruxelles, 1992, 862 p.
- Liebenthal Robert : Adjustment in Low Income Africa 1974 - 1978, Staff Paper No. 486, World Bank, Août 1981, pp 1 - 55.
- Lipschitz Leslie : Exchange Rate Policy for a Small Developing Country, and the Selection of Appropriate Standard, Staff Paper, IMF, Vol. 26 No. 3, Sept 1979 pp 423 - 449.

- Montiel Peter J. et Ostry Jonathan D. : Macroeconomic Implications of Real Exchange Rate targeting in Developing Countries, Staff Papers, International Monetary Fund, Vol 38, 1991, pp 872 - 900.
- Montiel Peter J. and Ostry Jonathan D. : Real Exchange Rate Targeting under Capital Controls : Can Money Provide a Nominal Anchor ? Staff Papers, International Monetary Fund, Vol.39, 1992 , pp 58-78.
- Moreno Ramòn : External Shocks and Adjustment in Four Asian Economies (1978 - 87), Federal Reserve Bank of San Francisco, Economic Review, Winter 1990 pp 27 - 41.
- Nashashibi Karim, Gupta Sanjeev, Liuksila Claire, Lorie Henri and Makler Walter : The Fiscal Dimensions of Adjustment in Low Income Countries, International Monetary Fund, Occasional Paper No.95, Avril 1992, pp 58 - 78.
- Tanzi Vito : Fiscal Policy Responses to Exogenous Shocks in Developing Countries, American Economic Review, 1986, Vo. 76, No. 2, pp. 88-91
- Banque Mondiale : Haïti, Restoration of Growth and Development, 1991.
- Fonds Monétaire International : Rapport Annuel 1989
- Banque de la République d'Haïti : Direction des Études Économiques : Rapports Annuels 1981 à 1992
- Banque de la République d'Haïti : Direction des Études Économiques : Bulletins Semestriels Nos. 1 à 22
- Banque Interaméricaine de Développement : Rapport annuel sur le développement économique et social, 1991.
- Fondation des Industries d'Haïti : Propositions pour le Progrès. Le Livre Blanc du Secteur Privé National : Vol. 1, No. 1, 1991.